

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE RÉSISTANCE AUX IMPACTS DES
MÉGAPROJETS MINIERES EN ARGENTINE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
LIZ SERRANO

OCTOBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*It is not yet powerful enough to change
the basic institutions, but it exists.*

Noam Chomsky

*Instrúyanse, porque necesitaremos toda vuestra inteligencia.
Conmuévanse, porque necesitaremos todo vuestro entusiasmo.
Organícense, porque necesitaremos toda vuestra fuerza.*

Gramsci

Quand l'injustice devient loi, la résistance devient devoir.

Thomas Jefferson

REMERCIEMENTS

L'histoire de ce projet de recherche, c'est l'histoire d'un voyage riche en expériences et en apprentissages sur le plan personnel, académique et professionnel. J'aimerais premièrement, remercier ma famille. D'abord Ricardo, mon compagnon de vie, pour son soutien inconditionnel et sa patience tout au long du chemin. Ton regard serein a su apaiser les moments les plus difficiles. Merci à mes parents, à la fois si loin et si près, pour leurs mots d'encouragements. Vous m'avez toujours exhortée à persévérer dans mes efforts.

J'adresse aussi mes remerciements à ma directrice, Isabel Orellana, ainsi qu'à Lucie Sauvé. L'expérience de travail au sein du Centre de recherche et formation en éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) m'a permis, sans aucun doute, d'approfondir la problématique qui est au cœur de cette recherche, tout en gardant un regard critique et engagé. Merci Marie-Eve, Rolando, Eva et tous les autres amis et collègues, j'ai bien apprécié votre belle présence dans ce chemin de vie que nous avons partagé ensemble.

Remerciements également envers Arielle, Alice, Gisèle, Gaston, les deux Normands, Marilene, Jaqueline et Monique, pour leur générosité et la pertinence de leurs contributions.

Je veux exprimer ma plus grande reconnaissance aux militants et militantes des assemblées citoyennes, ainsi qu'aux amis du monde académique, juridique et politique rencontrés lors de mes deux séjours en Argentine. Les pages de ce mémoire sont imprégnées de vos pensées, toujours partagées autour d'un maté, de tortillas et d'une immense chaleur humaine. Merci de m'avoir fait vivre, avec autant de passion, la résistance d'un peuple qui croit qu'un autre monde est possible. Cette histoire continuera à vivre jusqu'à la toute dernière page de mon livre le plus intime.

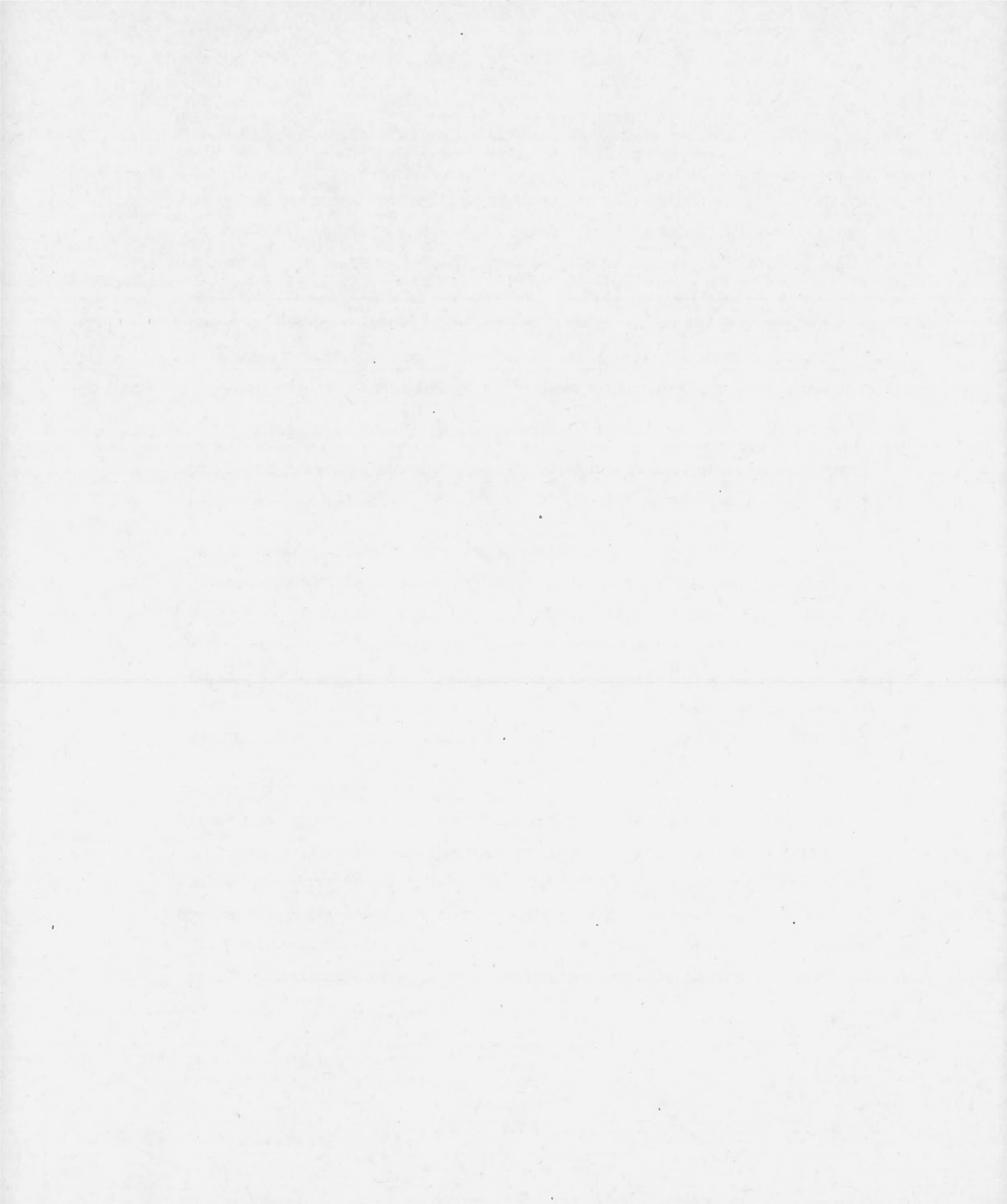


TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xiii
RÉSUMÉ	xv
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE	5
1.1 L'exploitation minière contemporaine	5
1.2 Le développement minier en Amérique latine	8
1.2.1 Impacts socioécologiques des mégaprojets miniers	16
1.2.2 Les mouvements sociaux de résistance	27
1.3 L'exploitation minière en Argentine	29
1.4 Visées de la recherche	32
1.4.1 Objectifs généraux.....	33
1.4.2 Objectifs spécifiques.....	33
MÉTHODOLOGIE	34
1.5 Choix du cas	36
1.6 Stratégies de collecte de données	39
1.6.1 La recension d'écrits.....	39
1.6.2 Les entrevues semi-dirigées	39
1.6.3 Les entrevues informelles.....	39
1.6.4 L'observation et l'observation participante	40
1.6.5 Le journal de bord.....	40
1.7 L'analyse des données	42

1.8 Les limites de la recherche	42
1.9 Structure du mémoire.....	43
CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE	45
2.1 Le néo-colonialisme	46
2.2 Le concept de l'extractivisme	48
2.3 Les mouvements sociaux.....	50
2.4 L'éducation populaire	53
2.4.1 L'apprentissage dans l'action.....	54
2.5 L'écocitoyenneté au sein des mouvements.....	56
CHAPITRE III ARTICLE : RÉSISTANCE SOCIALE AUX ENTREPRISES MINIÈRES EN ARGENTINE.....	59
Résumé	59
Introduction.....	59
3.1 Contexte d'implantation des entreprises minières en Argentine	61
3.2 Les mouvements sociaux en Argentine.....	65
3.3 Les résistances sociales aux entreprises minières.....	66
3.3.1 L'Union d'Assemblées Citoyennes (UAC).....	68
3.4 Dimensions du mouvement social de résistance.....	75
3.4.1 Dimension éducative et critique	75
3.4.2 Dimension politique	76
3.5 Discussion et conclusion.....	78

CHAPITRE IV

ARTICULO: LA ASAMBLEA EL ALGARROBO: CONSTRUCCIÓN COLECTIVA
DE UNA RESISTENCIA ACTIVA, CRÍTICA Y CREATIVA..... 81

Résumé 81

4.1 Introducción 82

4.2 Génesis de la movilización..... 84

4.3 La asamblea el Algarrobo 88

4.3.1 Los medios alternativos de comunicación..... 92

4.3.2 Las caminatas y las marchas del silencio 95

4.3.3 La música y la pintura..... 97

4.3.4 El corte de ruta 99

4.4 Aprendizajes de una lucha que se construye día a día 102

4.4.1 Formar los miembros de la asamblea..... 103

4.4.2 Crear, establecer sinergias 105

4.4.3 Fortalecer la identidad 106

4.4.4 Desmitificar imaginarios..... 107

4.5 Discusión 110

CONCLUSION..... 113

ANNEXE A – ARTICLE PUBLIÉ DANS LE JOURNAL EL ANCASTI (1995)..... 117

ANNEXE B – ARTICLE PUBLIÉ DANS LE JOURNAL EL ANCASTI (1996)..... 118

ANNEXE C – ARTICLE PUBLIÉ DANS LE JOURNAL EL ANCASTI (2001)..... 119

ANNEXE D – AFICHE DE CONVOCATORIA..... 120

ANNEXE E – MURALES 121

ANNEXE F – ROMANCE DEL 15 DE FEBRERO..... 122

ANNEXE G – PADRENUESTRO ANDALGALENSE 123

APPENDICE A : GUIDE GÉNÉRALE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL	125
APPENDICE B : GUIDE D'OBSERVATION.....	127
RÉFÉRENCES	129

LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES

Tableau	Page
1.1 Exportations de minéraux de l'Amérique latine	11
1.2 Type d'exportations minières d'Amérique latine par rapport à la production mondiale	12
1.3 Démarche méthodologique de la recherche	35
1.4 Acteurs directs et indirects de la mobilisation.....	36
1.5 Collecte de données à travers l'observation participante	41
3.1 Principaux mégaprojets en Argentine	64
 Figure	 Page
4.1 Logo de la Asamblea el Algarrobo.....	91

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CEPAL	Comisión Económica para América latina y el Caribe
CNUCED	Conférence de Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IED	Investissement Étranger Direct
IMF	International Monetary Found
OCMAL	Observatoire de Conflits Miniers en Amérique Latine
OIT	Organisation Internationale du Travail
OLCA	Observatoire Latino-Américain de Conflits Environnementaux
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations unies
PNUD	Programme de Nations Unies pour le Développement
REDAJ	Réseau d'Assistance Juridique contre les mégamines en Argentine
SEGEMAR	Service Géologique Minier Argentin
SERPAJ	Service Paix et Justice d'Argentine
STN	Société transnationale
UAC	Union d'Assemblées Citoyennes
USGS	United States Geological Survey
WBMS	World Bureau of Metal Statistics
YMAD	Gisements minéraux Eau de Dionisio

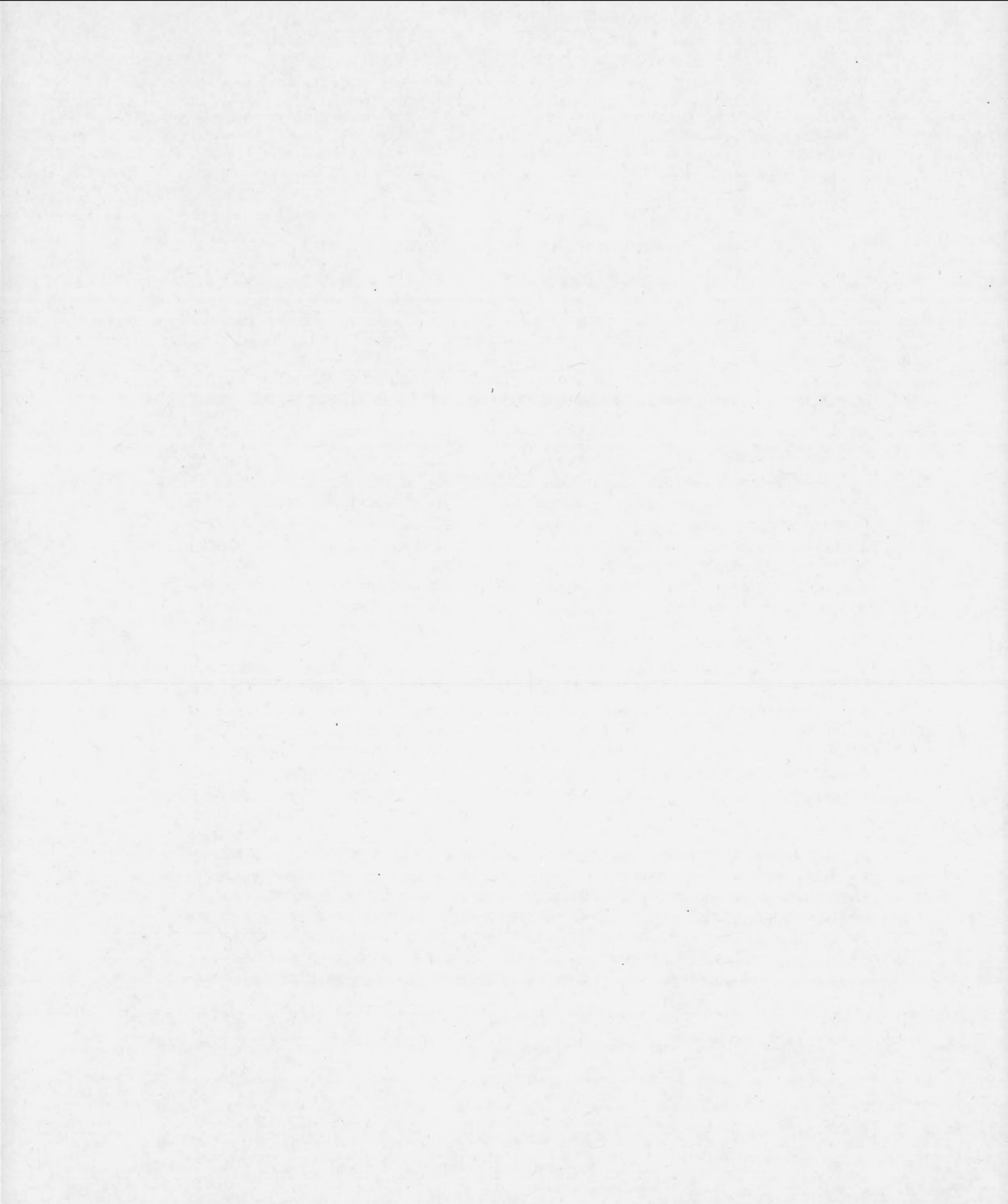
RÉSUMÉ

Depuis les années 1990, l'implantation des entreprises extractives, en particulier minières, se répand en Amérique latine. L'impact socioenvironnemental qui découle de cette activité marque la région d'une empreinte indélébile. Cette recherche a pour but de contribuer au champ de l'équité socioécologique. Son objectif général est de cerner le contexte du déploiement de l'exploitation minière en Amérique latine, plus particulièrement en Argentine, et de décrire un mouvement citoyen dans sa résistance aux impacts des mégaprojets d'extraction minière dans la province de Catamarca.

Il s'agit d'une recherche de nature qualitative fondée sur l'analyse de cas et faisant appel à l'approche collaborative et inductive. Elle adopte une perspective interprétative, descriptive et critique et cherche à bien comprendre le contexte du phénomène social étudié, les réseaux d'acteurs impliqués et les dynamiques d'interrelations entre les intervenants. Basé sur la recension des écrits, l'observation participante et des entretiens semi-dirigés, ce mémoire est divisé en trois chapitres, présentés sous forme d'articles susceptibles d'être publiés séparément.

Les résultats de nos observations et de nos analyses nous permettent de conclure qu'en Argentine, la résistance sociale croissante aux projets miniers met en évidence un regard critique qui refuse l'imposition d'un mode de développement déprédateur, en expansion dans la région, au détriment des populations et de l'environnement. Dans ce pays, l'impact des entreprises minières transnationales a donné naissance à une diversité de mouvements socioenvironnementaux porteurs d'une pensée historique et critique des politiques néolibérales. La diversité des stratégies qui se construisent au cœur de la résistance sociale de ces mouvements témoigne de l'émergence de riches apprentissages d'où émergent de nouvelles identités collectives, citoyennes et écologiques

Mots clés: Amérique latine, exploitation minière, mouvements sociaux, résistance sociale, Argentine, apprentissage social.



INTRODUCTION

Depuis des siècles, l'homme a modelé la nature à sa façon dans une posture anthropocentrique sans penser aux conséquences. Partout au monde, l'exploitation de ressources naturelles est de plus en plus intensive et aujourd'hui, la planète est confrontée à plusieurs crises. La crise énergétique et du changement climatique ainsi que la crise de l'eau et la crise alimentaire sont à peine quelques exemples. À cet effet, Leff (2004) mentionne « la problématique écologique surgisse comme une crise de civilisation : de la culture occidentale, de la rationalité de la modernité et de l'économie d'un monde mondialisé ».

Le processus de mondialisation économique, fondé sur les politiques néolibérales, les traités de libre-échange, les accords multilatéraux et la privatisation des services publics, a ouvert la porte à l'injection de grands capitaux dans plusieurs régions du monde (Bebbington et al, 2008). La multiplication des projets d'extraction des ressources minières est aujourd'hui, une des activités qui découlent de ce processus (Roy, 2011). La région possède d'importantes réserves de minéraux et depuis les années 90, la présence accrue des entreprises minières transnationales attire l'attention de plusieurs secteurs. Qui peut bénéficier de l'exploitation minière ? Est-ce que cette activité répond équitablement aux besoins des communautés occupant les territoires à proximité de sites miniers ?

Dans plusieurs cas, l'exploitation minière dans la région a engendré une diversité d'impacts sociaux, environnementaux et économiques, dont certains sont irréversibles. Ericson et al. (2008) voient dans le secteur minier l'un des dix sources les plus polluantes et l'une des plus importantes menaces pour la santé humaine à moyen et long terme. De plus, cette activité fait l'objet de préoccupations de divers acteurs sociaux qui voient dans ce phénomène l'émergence de nouvelles structures de pouvoir au-delà des frontières et des États (Orellana et coll., 2008). C'est dans ce

contexte de crise que cette activité constitue un problème socioécologique d'actualité en Amérique latine.

Pour faire face à cette situation, des mouvements sociaux de résistance se sont articulés. Selon, Hoetmer (2009), « en raison de leur condition en tant qu'acteurs politiques aux marges de la société, les nouveaux mouvements sociaux ont un positionnement plus approprié pour bâtir des portes de sortie à la crise de civilisation actuelle ».

Le sujet central de ce mémoire est les mouvements sociaux de résistance aux impacts des mégaprojets miniers. Son but est d'une part faire un portrait bien documenté de la problématique de l'extraction minière en Amérique latine et d'une autre, caractériser les mouvements sociaux de résistance particulièrement en Argentine.

Ce mémoire de maîtrise est divisé en quatre chapitres, parmi lesquels les deux derniers sont écrits sous forme d'articles susceptibles d'être soumis à publication dans des revues scientifiques ou de vulgarisation à identifier. Le Chapitre I présente la problématique et la méthodologie de cette recherche. Au chapitre II, on identifie les concepts théoriques qui encadrent l'étude en question. Au chapitre III on décrit les particularités des mouvements de résistance vis-à-vis l'extraction minière en Argentine. Finalement, le chapitre IV fait l'objet de l'étude de cas de l'assemblée citoyenne El Algarrobo, un des mouvements de résistance situés dans la province de Catamarca.

La pertinence sociale de cette recherche repose sur l'actualité d'un sujet sensible collectivement tant au Canada qu'en Amérique latine à cause des violations des droits humains et d'un manque de responsabilité sociale de la part des entreprises minières. L'étude des résistances des mouvements sociaux comporte donc une légitimité pour la quête d'un équilibre des relations de pouvoir existantes dans un contexte socioécologique injuste. Voilà pourquoi les apprentissages et connaissances dégagés de cette étude pourront renforcer les dynamiques

participatives et les capacités locales d'autres mouvements sociaux qui font face à cette problématique.

D'autre part, la pertinence scientifique de la recherche tient au fait que les bases théoriques existantes en langue française sur l'apprentissage au sein des mouvements sociaux dans le contexte de l'extraction minière comportent des éléments peu explorés jusqu'ici en Argentine.

L'utilisation du genre masculin pour désigner hommes et femmes n'a aucun propos discriminatoire, il a été adopté afin de faciliter la lecture de ce mémoire.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 L'exploitation minière contemporaine

Le phénomène d'expansion massive et accélérée du secteur extractif est devenu une préoccupation contemporaine majeure. L'extraction de minéraux dans le monde se multiplie de façon exponentielle (Roy, 2011). La multiplication de ce type de projets découle de la croissance économique globalisée qui se généralise notamment dans les pays émergents (Commission Européenne, 2011).

La demande accrue de certains minéraux métalliques comme l'or, le fer, le cuivre, l'aluminium, le zinc et le nickel est associée à des besoins militaires, industriels ou civils (transport, télécommunications, constructions, etc.), ainsi qu'à l'utilisation somptuaire et spéculative¹ (CNUCED, 2007). Cependant, l'exploitation de ces métaux atteint ses limites. Bihouix et De Guillebon (2010) affirment que la production de métaux au cours des vingt dernières années a doublé. Selon ces projections, la convoitise, notamment celle de la Chine et de l'Inde, pourrait conduire à quadrupler la production dans un avenir proche. D'après ces auteurs, si le rythme actuel d'extraction se maintient, l'épuisement de certains métaux, aujourd'hui essentiels, peut être considéré comme un fait inévitable à court terme.

¹ D'après la Fédération des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux de France (FEDEM), 86% de l'or extrait au niveau mondial est utilisé pour la joaillerie et pour fabriquer des lingots d'or. Récupéré le 10 octobre 2012 de <http://www.fedem.fr/Site/MATIERES/tableau.asp>.

La problématique d'implantation des mégaprojets miniers est complexe et multidimensionnelle. Selon la thèse postulée par Ulrich Beck (2001) sur la « société du risque », le développement des sociétés industrielles est à l'origine d'une menace à la vie qui ne cesse de s'accroître. Il s'agit de risques qui génèrent simultanément la dégradation des écosystèmes et des paysages et l'augmentation des injustices sociales (Bader et Sauvé, 2011).

Du point de vue technologique, la plupart des projets à grande échelle impliquent aujourd'hui l'exploitation à ciel ouvert (ELAW, 2010). Cette méthode d'exploitation est utilisée pour des minerais se trouvant en petites quantités à une profondeur substantielle, éparpillés sur de vastes territoires (Ibid.). L'extraction et l'accès à ces gisements exigent l'utilisation d'explosifs, de machinerie lourde, hautement sophistiquée du point de vue technologique, et de substances toxiques telles que l'arsenic, le mercure ou le cyanure (CNUCED, 2007). Cela provoque une augmentation des risques par contamination de métaux lourds sur l'environnement et sur la santé de personnes, en comparaison avec les mines conventionnelles (Côté et Lacharme, 2008).

L'identification d'impacts et de risques autour de cette activité, déjà mis en évidence par des organismes internationaux, a suscité des vives protestations dans différents pays d'Europe, ce qui a donné comme résultat, la formulation de normes spécifiques, telles que l'interdiction de l'utilisation du cyanure dans toutes les opérations minières dans le vieux continent (Parlement européen, 2010).

Sur le plan financier, le coût de l'exploration minière est croissant puisque la teneur de minerais est de plus en plus faible. Selon Humphereys (2006, p.5) « la plupart des fruits qui étaient à portée de main ont été cueillis ». Par ailleurs, l'extraction de ressources minérales est souvent dominée par les sociétés transnationales (STN) (CNUCED, 2007). Selon Sacher (2010), 60% des STN minières sont inscrites à la bourse de Toronto, bourse qui finance 80% de l'activité minière mondiale. Pour sa

part, Deneault et Sacher (2012) affirment que le Canada a aménagé un véritable paradis judiciaire² pour les STN minières, lesquelles peuvent spéculer sans entraves sur les ressources mondiales. Les paradis fiscaux favorisent l'investissement, assurent une diplomatie de complaisance et permettent aux STN de mener leurs activités partout dans le monde sans risque de poursuites. D'après l'Organisation des Nations Unies, « les droits reconnus par la loi aux STN ont beaucoup progressé en l'espace d'une génération. Cela a favorisé l'investissement et les flux commerciaux, mais a aussi créé des situations de déséquilibre entre les entreprises et les États susceptibles de porter préjudice aux droits de l'homme » (ONU, 2008, page 5).

Sur le plan politique, les programmes d'ajustement structurel et les réformes néolibérales imposées par les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale (BM), ont rendu les territoires plus attrayants pour les investisseurs étrangers (Bebbington et al, 2008). Dans les années 90, la promulgation de nouveaux codes miniers ou la révision de ceux existants a favorisé l'implantation des entreprises minières sur différents continents, dans le but de fournir des assurances et de meilleures conditions pour les investissements privés (CNUCED, 2006).

Suite aux réformes néolibérales, le rôle de l'État dans le secteur minier a été réduit. Il est soumis à de nouvelles réalités qu'il peine à réguler. Pour le cas de l'Afrique, Campbell (2003, 2006, 2008, 2009a, 2009 b) met en évidence que l'État a perdu à sa capacité de réglementer et de planifier cette activité, alors qu'il reste responsable de la gestion des impacts sociaux et environnementaux négatifs induits par les compagnies transnationales (Szablowski, 2007). D'ailleurs, Matte (2011) souligne que les STN du secteur extractif opèrent principalement dans les pays en développement, lesquels sont souvent mal outillés et ne peuvent pas (ou n'ont pas

² D'autres études s'intéressent aux paradis fiscaux des grandes entreprises (Baker, 2007; Christian Aid, 2008; CIDSE 2008; Chavagneaux et Palan, 2010; Deneault, Sacher, 2010; Deneault et Sacher, 2012; Peyer et François, 2012).

la volonté) d'encadrer ces activités. Les STN qui commettent des crimes contre les droits de la personne jouissent pourtant d'une impunité flagrante (Ibid.).

Par ailleurs, les projets miniers ne sont pas toujours bien accueillis dans tous les coins du monde. En effet, plusieurs de ces projets ont engendré des impacts environnementaux, économiques et sociaux négatifs qui sont à la base de nombreux conflits. Selon le PNUD (2011), à partir des années 90, l'exploitation des ressources naturelles a provoqué au moins 18 conflits violents au monde. D'après l'ONU (2008 p. 9), 28 % des allégations de violations des droits de l'homme attribuées au secteur privé sont liées à des compagnies du secteur extractif.

1.2 Le développement minier en Amérique latine

De par ses vastes richesses, l'Amérique latine est considérée comme une région géopolitique d'importance (Gordon et Weber, 2008). En plus de détenir 35 % de l'eau douce mondiale (BID, 2009), 10 % du pétrole et l'une des plus riches biodiversités³ de la planète, l'Amérique latine possède de nombreuses ressources minérales : minéraux précieux, ferreux et industriels⁴.

Depuis des siècles, des pays comme la Bolivie, le Pérou et le Chili ont historiquement développé une économie autour du secteur minier. Dans ces pays, les Espagnols et les Portugais ont été les premiers étrangers à s'intéresser aux mines d'or, d'argent et de mercure à l'époque coloniale. « Selon les Archives des Indes, on calcule qu'en Amérique latine entre 1503 et 1660, le saccage d'or était de

³ C'est le cas du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, du Mexique et du Pérou, qui se trouvent par ailleurs, parmi les 15 pays dont la faune est en plus grand risque de disparition. Source: World Bank. Récupéré de <http://web.worldbank.org...>

⁴ «Le terme « minéral industriel » désigne généralement les roches ou les minéraux dont les propriétés physiques ou chimiques sont mises à contribution dans divers usages, produits ou procédés industriels. Cela exclut la plupart des minéraux métalliques, les combustibles et les eaux minérales. Ressources naturelles Québec, Récupéré de <http://www.mrn.gouv.qc.ca...>

l'ordre de 185 mille kilogrammes » (Delgado, 2010). Pour ce qui est de l'argent, Robins (2011) mentionne que sur près de trois siècles d'exploitation, ce pillage représentait 84 millions de kilogrammes. Les cas des mines de Potosi et d'Oruro en Bolivie et d'Huancavelica et de Cerro de Pasco au Pérou illustrent bien cette période (Abeyta, 2005; Robins, 2011; Brown, 2012). Parallèlement, l'histoire de l'extraction minière révèle depuis cette époque de graves conséquences socioécologiques: des conditions de travail insalubres pour les travailleurs, une augmentation de la pauvreté, la pollution de l'environnement et une relation souvent conflictuelle avec les communautés locales, notamment d'origine autochtone (Galeano, 1983; Abreu, 2002, Abeyta, 2005, Robins, 2011; Brown, 2012).

Dès nos jours, le modèle de croissance imposée par l'industrialisation des pays émergents s'est traduit par un rythme mondial très élevé de consommation des ressources minières (Bihoux et De Guillebon, 2010)⁵. Dans ce contexte, plusieurs pays d'Amérique latine, dont l'économie s'est développée autour de l'agriculture et du bétail, ont fait un virement vers le secteur minier dans le but de stimuler leur économie rapidement et de créer le développement souhaité.

Selon Eduardo Gudynas (2013)⁶, plusieurs pays d'Amérique latine croient que stimuler les investissements étrangers miniers permettra d'augmenter la croissance économique nécessaire pour la création d'emplois et l'amélioration de la qualité de vie pour tous. Dans le cas de l'Équateur par exemple, le discours politique du président Correa depuis 2007 relie la génération de rentes extractives avec la redistribution des revenus, la croissance économique et le bien-être social⁷. De même, en Colombie, en 2010, le président Santos a fondé ses espoirs de progrès

⁵ Dans le cas des opérations minières Dannoritzer (2010), illustre comme le principe industriel et commercial de l'obsolescence programmée, qui vise à réduire, soit la durée de vie du produit, soit celle d'un de ses composants est à l'origine de la société de croissance.

⁶ Gudynas, Eduardo. (2013, 27 juin). Convivencia íntima, muy íntima: extractivismos y desarrollos. *La Mula*. Récupéré de: <http://postdesarrollo.lamula.pe...>

⁷ Le monde diplomatique edición Colombia. [09/07/13] La ilusión del desarrollo. Las dinámicas del extractivismo en Ecuador. Récupéré le 9 juillet 2013 de <http://www.eldiplo.info...>

sur ce qu'il appelle la « locomotive minière », considérée comme le moteur du développement du pays : « Sans les 31,7 milliards de pesos perçus par le biais de redevances, taxes et dividendes du secteur minier, il serait impossible de construire un pays juste, moderne et sécuritaire. »⁸ Dans ce pays, en 2013, 80% de redevances nationales proviennent du secteur minier⁹. Pour plusieurs pays de la région, le développement minier conditionne aujourd'hui l'établissement des politiques sociales de l'État (Svampa, 2009).

Le site officiel de Global InfoMine¹⁰ fait état de 1 065 compagnies extractives détenant 2 394 propriétés minières dans différents pays d'Amérique du Sud. On remarque notamment la forte présence des compagnies canadiennes dans la région. D'après le gouvernement du Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes détiennent, de loin, le plus d'actifs miniers canadiens à l'étranger, soit environ 50% pour l'année 2010, particulièrement au Chili, au Mexique, en Argentine et au Brésil¹¹.

⁸ Portafolio Colombia. [15/05/13] *Santos defiende la locomotora minera*. Récupéré le 15 mai 2013 de <http://www.portafolio.co...>

⁹ El Espectador Colombia. [23/06/13] *Estos son los 40 proyectos mineros de « interés nacional »*. Récupéré le 23 juillet 2013 de <http://www.elespectador.com...>

¹⁰ InfoMine [s.d.] *Mining companies and Mineral properties*. Récupéré le 25 octobre 2013 de <http://www.infomine.com...>

¹¹ Ressources naturelles Canada [Janvier, 2012]. *Les actifs miniers canadiens à l'étranger*. Récupéré le 20 octobre 2012 de <http://www.rncan.gc.ca...>

Tableau 1.1
Exportations de minéraux de l'Amérique latine

Pays exportateur	Minéraux et métaux	Pays destination
Chili	Cuivre, fer, argent, or, molybdène, lithium	Chine, Canada et Union européenne (Europe occidentale)
État plurinational de Bolivie	Argent, Zinc, plomb, étain	Brésil, Venezuela, Japon, Argentine, États-Unis
Pérou	Or, cuivre, plomb, zinc, fer	Chine, États-Unis, Canada
Équateur	Cuivre, or, argent	États-Unis, Panama, Pérou, Allemagne, Chine, Canada
Mexique	Or, Argent, cuivre, zinc, fer	États-Unis, Chine, Canada*
Cuba	Nickel, or, cuivre	Chine, Allemagne
Argentine	Or, argent, cuivre, molybdène, potassium	États-Unis, Canada, Union européenne, Chili, Brésil
Brésil	Niobium, manganèse, fer, bauxite, kaolin, phosphate, Zinc	Chine, États-Unis, Argentine, Pays-Bas, Allemagne, Canada
Colombie	Or, nickel, fer, argent, charbon,	États-Unis, Venezuela, Canada

Source : Élaboration personnelle à partir des rapports CNUCED (2006, 2007, 2012), du service des délégués commerciaux du Canada (en ligne) et des rapports statistiques (2012) des pays cités.

L'exportation des minéraux d'Amérique latine est particulièrement importante: le rapport du British Geological Survey (2012) signale qu'en 2010 cette région du monde a exporté plus de 70 minéraux, dont plusieurs sont aujourd'hui considérés comme stratégiques. Dans la plupart des pays de la région, le contrôle de cette activité est en mains des STN étrangères, tandis que certains ont fait le pari de la nationalisation de ses ressources comme la Bolivie et l'Équateur ou d'une part de ce secteur comme au Chili avec la nationalisation du cuivre.

Tableau 1.2
Type d'exportations minières d'Amérique latine par rapport à la production mondiale

Minéraux	1990	2000	2011
Argent	33 %	37 %	50 %
Cuivre	25 %	43 %	45 %
Molybdène	16 %	35 %	26 %
Or	10 %	14 %	20 %
Zinc	17 %	20 %	21 %
Étain	27 %	26 %	19 %
Bauxite	9 %	13 %	15 %
Plomb	13 %	15 %	13 %
Fer	20 %	23 %	15 %
Nickel	11 %	13 %	11 %

Source : IMF, WBMS y USGS dans Hernández (2012).

Le tableau ci-dessus reflète la progression mondiale des principaux minéraux exportés depuis l'Amérique latine. Dans le cas de l'or, les chiffres ont doublé en douze ans alors qu'ils sont restés presque tels quels pour le nickel, le plomb et le zinc. L'argent, le cuivre, le molybdène et la bauxite ont connu les progressions les plus importantes entre 1990 et 2011.

Les opérations minières en Amérique latine et dans les Caraïbes arrivent par la voie des STN. En 2013, le site officiel de Global InfoMine¹² présente une liste de 1065 entreprises minières transnationales dans différents pays latino-américains et caribéens, dont presque 50% sont canadiennes. D'après le gouvernement du Canada¹³, 425 sociétés minières canadiennes détiennent des actifs dans ce territoire, particulièrement au Mexique (164 sociétés), en Amérique centrale et dans les Caraïbes (30 sociétés) ainsi qu'en Amérique du Sud (231 sociétés).

¹² InfoMine. [s.d.] *Company criteria*. Récupéré le 31 juillet 2013 de <http://www.infomine.com...>

¹³ Ressources naturelles Canada. *Rapport de minéraux et métaux*. Récupéré le 27 juillet 2013 de <http://www.rncan.gc.ca...>

L'implantation des STN en Amérique latine a été possible grâce à plusieurs mesures législatives et fiscales principalement adoptées dans les années 90. « Les importantes réformes qu'ont imposées les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale ou le Fond monétaire international ont incité les pays à adopter des codes miniers libéralisés dans le but de stimuler les investissements étrangers » (CCCI, 2009, p.3). Le gouvernement du Canada, un des alliés de taille des grandes sociétés minières dans le monde, a favorisé des réformes des codes miniers de pays comme le Guatemala (Roy 2011), le Pérou (Lambert-Pilotte, 2006), la Colombie (Blouin 2010, Clark 2003, Stevens 2009) et le Honduras (Development and Peace 2007, CCCI 2009; Moore 2012). Ces codes miniers prévoyaient entre autres, des conditions d'exploitation particulièrement favorables aux sociétés minières : des bénéfices importants sur le capital, la réduction des redevances et l'exonération fiscale (Bebbington et al. 2008; CCI 2009; Oxfam France – Agir ici 2009; Roy 2011; ABColombia 2012). Cependant, ces normes n'intégraient pas de mécanismes de contrôle ni des recours légaux pour les éventuels impacts environnementaux et sociaux liés au développement minier (CCCI, 2009).

Les STN s'installent et les chiffres d'affaires augmentent : en douze ans, l'investissement étranger direct (IED) en Amérique latine et dans les Caraïbes a augmenté de 50 % : 108,6 milliards de dollars en 1999 et 217 milliards de dollars en 2011, dont une partie importante provient des entreprises du secteur minier (CNUCED, 2006, 2012).

Les entreprises transnationales ont fait beaucoup de bénéfices : en 2007, les revenus des 40 plus grandes compagnies minières ont augmenté de 40 % à cause de la hausse de la demande chinoise (Oxfam France, 2009), et, en 2009, le marché de l'exploration minérale des grandes sociétés minières en Amérique du Sud était évalué à près de 1,4 milliard de dollars, soit plus de 22 % du marché mondial des grandes sociétés (Drake, 2009).

D'après la CNUCED (2012), « la contribution de filiales étrangères à l'économie des pays d'accueil est comparativement plus importante dans les pays en

développement, sous l'angle de la valeur ajoutée, de la création d'emplois et de salaires, de recettes fiscales, du développement des exportations et de la formation de capital ». Ce pour quoi le secteur minier a engendré une dépendance accrue à l'exportation des matières premières (Sosa, 2008; Delgado, 2010). Mais malgré la forte progression des IED, notamment grâce à l'exploitation de la diversité des ressources minières présentes dans la région, l'Amérique latine et les Caraïbes présentent une distribution de la richesse des plus inégales au monde (PNUD, 2011). Un tiers de la population - environ 184 millions de personnes- vit toujours dans la pauvreté (CEPAL, 2008) et 52,5 millions de personnes, soit 9 % de la population, sont victimes de famine et de malnutrition (FAO, 2011).

Paradoxalement, deux tiers des personnes les plus pauvres vivent dans des pays riches en matières premières (The Revenue Watch Institute, 2010; Sigam et Garcia, 2012). Dans le cas de la Bolivie, par exemple, le secteur minier, pierre angulaire de son économie depuis plusieurs siècles¹⁴, n'a apporté, d'après Brown (2012) que pauvreté à la société bolivienne. En dépit de la richesse du sous-sol bolivien, ce pays occupe le 5^e rang des pays latino-américains qui ont le plus haut pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté¹⁵. D'après avec Sigam et Garcia (2012, p.7), « La distribution asymétrique des bénéfices économiques en provenance du secteur extractif porte à croire que le secteur opère comme une économie d'enclave dans les pays hôtes avec une faible intégration dans l'économie locale (p.7) ».

Bien que l'expansion de compagnies minières se soit accrue de façon accélérée au cours des 20 dernières années, peu de progrès ont été accomplis au niveau de la réduction des inégalités (Unesco, 2012, p. 693). En accord avec Svampa (2011) :

¹⁴ D'après Jenkins (2011), grâce à l'exportation nette de minéraux l'État plurinational de Bolivie, du Chili et du Pérou ont expérimenté une croissance économique de 20 % à 50 % à l'année 2007.

¹⁵ Index Mundi. [21/02/13] Bolivia population below poverty line. Récupéré le 16 février 2013 de <http://www.indexmundi.com...>

« l'extractivisme qui cherche à s'implanter sur le territoire latino-américain – du Mexique à l'Argentine- [...] est fondé sur l'appropriation irresponsable de ressources naturelles non renouvelables créant des nouvelles dissymétries économiques, politiques et environnementales entre le Nord et le Sud »

On constate une perte des moyens locaux de subsistance et de faibles retombées économiques sur le développement national, régional et local (Noticias Aliadas, 2005; Roncallo, 2006; Bebbington, 2012; Oxfam America, Ortiz, 2007; Hebertson et al, De Echave et al, 2009); l'avenir demeure incertain. D'après Hernández (2012), président exécutif de CODELCO, principale compagnie de cuivre au monde¹⁶, entre 2012 et 2020, l'Amérique latine recevra des investissements miniers d'environ 160 000 millions de dollars (122 000 millions d'euros)¹⁷. Quel sera l'impact de ces investissements sur la qualité de vie des populations les plus vulnérables d'Amérique latine? Cela signifiera-t-il une amélioration de la situation marquée par les inégalités présentes?

Selon Catherine Caron (2010, p.10) « la *pensée unique*, la doctrine néolibérale, continue de légitimer la prédation, la dépossession et la privatisation du bien commun et des biens publics ». Les populations confrontées aux échanges économiques globaux, notamment des communautés autochtones et des communautés paysannes, voient leurs droits violés et leur liberté de décider collectivement le mode de développement souhaité est entravée. Par conséquent, on constate un déclin de l'autonomie politique et une perte de souveraineté (Greider, 1998).

On constate donc que l'investissement économique dans le secteur minier n'a pas réduit la pauvreté, mais plutôt, la pauvreté s'étend de plus en plus. Par exemple, dans la région de Cajamarca au Pérou, où se trouve *Yanacocha*, la plus grande mine d'or d'Amérique du Sud, est une des régions avec le taux de pauvreté et

¹⁶ Corporation Nationale du Cuivre du Chili, une entreprise de l'État chilien qui produit 10 % de la production mondiale de ce métal (<http://www.codelco.com/>).

¹⁷ América Económica. [11/04/12] *América latina recibirá la mitad de la inversión mundial minera*. Récupéré le 19 août 2012 de <http://www.americaeconomica.com...>

d'extrême pauvreté le plus élevé du pays (Bessombes, 2012)¹⁸. Cette pauvreté devient misère partout dans le Sud, au point où les petits paysans se déplacent dans d'énormes bidonvilles, accroissant ainsi l'inégalité et entraînant la destruction de la culture et la perte de l'esprit de solidarité (Morin, 2011).

1.2.1 Impacts socioécologiques des mégaprojets miniers

Les enjeux associés au développement de la mégaexploitation minière confirment la thèse postulée par Ulrich Beck (2001) sur la « société du risque ». Selon ce chercheur, le développement des sociétés industrielles est à l'origine d'une menace à la vie qui ne cesse de s'accroître. Il s'agit de risques qui génèrent simultanément la dégradation des écosystèmes et des paysages et l'augmentation des injustices sociales (Bader et Sauvé, 2011). Le cas de l'Amérique latine illustre bien cette situation. Le déploiement des mégaprojets miniers a provoqué une diversité d'impacts, dont certains sont irréversibles.

En relation avec les impacts **environnementaux**, les industries extractives sont classées parmi les activités industrielles le plus contaminantes et dévastatrices : elles provoquent des dommages écologiques, souvent irrémédiables à court, moyen et long terme (Manzella et Lusiani, 2008; Ericson et al, 2008; Carrere, 2004). L'exploitation minière menace l'eau un enjeu fondamental pour la survie de peuples et de l'environnement. Le difficile l'accès, la faible quantité et la mauvaise qualité de l'eau découlant de l'implantation de mégaprojets miniers a été révélée dans de nombreux pays de la région : parmi d'autres au Chili, cette situation a été particulièrement documentée par Barlow et Clarke (2002), Padilla (2005), Patterson (2006), Yáñez (2008) et OLCA (2011). En Argentine par Rodriguez (2004), Pérez Esquivel (2009), Ovando (2010), Bianchini (2011). Au Pérou on retrouve les

¹⁸ Bessombes, Carlos. (2012, 31 mai). Existen 3.8 millones de pobres en el Perú según INEI. *La Republica*. Récupéré de <http://www.larepublica.pe...>

recherches de la clinique DESC (2006), Orian (2008), Bebbington et al (2009). Rights Action (2008) dénonce aussi ses problématiques présentes au Guatemala, en Honduras et dans la République dominicaine. Rosas (2012), analyse le cas du Mexique et Rodriguez, Kingsbury (2014) le cas du Salvador et Urrea, (2011) celui de la Colombie.

Plusieurs auteurs se sont penchés sur l'impact direct sur les glaciers (réserves hydriques fondamentales) situés entre l'Argentine et le Chili: Bórquez (2006); Brenning et Azócar, Squeo et al. (2008); Collectif si a la Vida, Gutiérrez (2009); Ovando (2010); Spears (2010); CEDHA, Blanchini (2011); OLCA, (2011, 2012).

Un autre aspect problématique lié à ce type de développement industriel est l'importante consommation d'énergie requise par les processus d'extraction des minerais et l'impact sur le changement climatique (Keita, 2006 ; Machado, 2009 ; Bihoux et de Guillebon, 2010; Montenegro, 2012).

En Colombie, l'impact des mines sur les écosystèmes endémiques et fragiles des paramos¹⁹, des complexes hydrologiques essentiels pour la sécurité alimentaire du pays, a été aussi documenté. Ces écosystèmes sont menacés par des mégaprojets miniers de diverses entreprises, dont les canadiennes Greystar, AngloGold Ashanti, CoreValues Mining&Exploration (Ortiz et Reyes, 2009; PASC, 2011; CINEP, 2012; Gaia Fondation, 2014). De plus, ce type de projets menacent la conservation du Corridor Biologique Mésoaméricain, un territoire qui protège une partie importante de la biodiversité de la planète (Delgado, 2010; Chambre des communes du Canada, Couture-Brière, SIPAZ, Yagenova, 2012).

L'impact des problématiques environnementales générées par les projets miniers sur la santé publique a également été mis en évidence. D'après ELAW (2010), les problèmes sanitaires fréquemment liés aux activités minières touchent:

¹⁹ Étage des Andes, au-dessus de 3200 m où la végétation naturelle dominante est une steppe à graminées vivaces, en touffes serrées et hautes (Dictionnaire Larousse en ligne).

- L'eau: la contamination des eaux de surface et souterraines par des métaux, la contamination microbiologique par des eaux usées et des déchets dans les terrains de camping et les zones de résidence des travailleurs miniers;
- L'air: l'exposition à de fortes concentrations de dioxyde de soufre, la dispersion de particules toxiques en suspension, les métaux lourds, y compris le plomb, le mercure et le cadmium; et
- Le sol: le dépôt d'éléments toxiques à partir d'émissions atmosphériques.

Au Guatemala, une étude réalisée par la Commission pastorale pour la paix et l'écologie (COPAE) a conclu, en 2008, que la qualité de l'eau de la région n'était pas adéquate pour la consommation humaine et que la présence de métaux comme l'arsenic pourrait s'expliquer par le déversement d'eaux contaminées, des processus d'infiltration ou de lixiviation ou bien par une fuite d'eaux usées de la mine Marlin vers les rivières de proximité (Levacher, 2012). Au Pérou, plusieurs études (Blacksmith Institute, 2007; Silva, 2009; OMAL, 2010; Robins, 2011; Brown, 2012) ont révélé que la ville minière de La Oroya est la plus polluée d'Amérique latine à cause du plomb, du cuivre, du zinc et du dioxyde sulfurique. D'après l'enquête du ministère péruvien de la Santé, 99 % des enfants habitants de La Oroya ont une concentration de plomb dans le sang au-dessus de la limite établie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Au Chili, la compagnie canadienne Goldcorp a été obligée de mettre en place un grand projet de nettoyage des eaux souterraines datant de 30 ans en raison de l'infiltration de mercure et de cyanure ayant affecté ou mis à risque les populations environnantes de la mine *La Coipa*, située au nord du pays dans la région d'Atacama. (Rights Action, 2008). Au Honduras, un rapport du gouvernement (Almendarez, 2011) fait état de la présence de concentrations dangereuses de cyanure, de plomb, de mercure et d'arsenic dans le sang et l'urine des personnes habitant la vallée de Siria, région où est installée la mine San Martin propriété de l'entreprise canadienne Goldcorp.

Face à ce type de situation, certains pays comme le Costa Rica ont tenté de limiter et encadrer par de mesures législatives le développement des opérations minières en adoptant une réforme de la loi sur les mines (novembre 2010). Ce pays est le premier en Amérique latine à interdire l'exploitation de mines à ciel ouvert, parce que « ce type d'activité a des effets environnementaux et sociaux néfastes, notamment sur des territoires caractérisés par des écosystèmes fragiles »²⁰. Les projets qui étaient déjà en cours, comme le projet Crucitas de l'entreprise canadienne Infinito Gold Ltda, ont fini leur concession minière et elle n'a pas été renouvelée; d'autres demandes d'exploration et d'exploitation ont été archivées²¹.

Quant aux impacts **sociaux**, le déploiement des transnationales extractives, en particulier les minières, fait l'objet de préoccupations chez divers acteurs sociaux qui y voient l'émergence de nouvelles structures de pouvoir au-delà des frontières et des États (Clark, 2003; Mines and Communities, 2005; Orellana et al., 2008; McDonald, 2009). Les conflits entourant l'expansion de projets miniers occupent une place importante dans les politiques nationales de plusieurs pays d'Amérique latine (Bebbington et al., 2012). L'implantation des projets miniers suscite le mécontentement des populations et déclenche de mobilisations d'opposition. Dans beaucoup de cas de conflits sociaux éclatent, parfois violents (Martínez-Alier, 2001; Castagino, 2006; Bebbington et Hinojosa, 2007; Bebbington et Williams, 2008; Orellana et al. 2008; Orellana et Marleau, 2011). Ces conflits sont causés par les violations aux droits fondamentaux et territoriaux à l'origine desquelles on trouve fréquemment les STN minières.

Suite à une analyse des investissements du Fonds national de pensions suédois, le rapport de l'organisation Swedwatch (König, et Wåhlin, 2011) a conclu que les compagnies multinationales d'extraction d'or Newmont, Goldcorp et Barrick Gold (œuvrant au Pérou, au Guatemala et au Chili respectivement), ont été associées à

²⁰ La Hora Verde. [2013, 2 octobre]. *Costa Rica se declara como un país libre de minería a cielo abierto*. Récupéré de <http://www.noalamina.org...>

²¹ Ibid.

des violations des droits humains et à des problèmes environnementaux graves dans les trois pays où elles ouvrent. Les impacts sur l'environnement, notamment la pollution associée à l'utilisation de métaux lourds comme le cyanure, l'arsenic ou le mercure des eaux, du sol et de l'air, qui sont à l'origine de problèmes de santé humaine, animale et végétale, affectent les droits à la vie des générations présentes et à ceux des générations futures.

On constate une perturbation majeure de la paix et de la vie communautaire, un bouleversement dans la solidarité entre les membres des communautés ainsi que dans les valeurs traditionnelles et dans les organisations (Carrere, 2004, Orellana et Marleau, 2011). Dans plusieurs cas comme en Argentine, au Chili, au Pérou, en Colombie, en Équateur, en Bolivie, au Mexique et en Amérique centrale, l'augmentation des activités minières coïncide avec une recrudescence de la militarisation, de la répression et de la violence aux communautés locales (Korol, 2004; Amnistie Internationale, 2006; Martin, 2007 ; ONU, 2008 ; Renauld, 2009 ; Saguier, 2010 ; Ward et Strongman, OCMAL, 2011). La population d'Andalgalá par exemple, localisée dans la province de Catamarca au nord-ouest de l'Argentine, a vécu une brutale répression policière en 2010 à cause des protestations faites contre les opérations du projet minier Agua Rica²² propriété de la compagnie canadienne YamanaGold. Ce violent épisode a laissé de nombreuses personnes blessées par balle en caoutchouc, y compris de personnes âgées, des femmes et d'enfants, et une quarantaine d'arrestations.

L'exploitation minière est également associée à différentes formes de violence envers les femmes : violence conjugale et familiale, violence sexuelle, abandon de famille, non-versement de salaires, non-versement de la pension alimentaire, harcèlement sexuel, licenciement abusif, incitation à la prostitution, exclusion des

²² Youtube (2010, 24 février). *Andalgalá de pie, un pueblo que dijo ¡basta!* [Vidéo Webdiffusée]. Récupéré de <http://youtu.be...> et <http://youtu.be...>

espaces de participation et de consultation²³. En Bolivie par exemple, le personnel médical de la ville minière d'Huanuni s'inquiète du taux élevé de grossesses chez les adolescentes et les filles de moins de 15 ans, ainsi que des infections transmises sexuellement, du cancer cervical et du sida (Durrant, 2012). Pour sa part, le centre de santé local affirme traiter environ six cas de violence familiale chaque fin de semaine (Ibid). Les femmes qui défendent publiquement les droits humains ou les droits syndicaux au sein de compagnies minières font également l'objet de la violence politique²⁴.

Parallèlement, la violation de droits autochtones est un constat dans la plupart de pays où les entreprises minières opèrent (Yáñez et Molina, 2008; Van de Sant, 2009; ODECOFROC, 2010; Tejido et Wiebke, 2010; CEDHA, 2011; ODHPI, CELS et ANDHES, 2012; Doyle et Withmore, 2014). Selon l'Observatoire de conflits miniers d'Amérique latine, communautés autochtones de neuf pays, dont le Guatemala, le Panama, le Mexique, la Colombie, le Chili, le Brésil, l'Argentine, le Pérou et l'Équateur, ont des conflits avec l'État avec de compagnies minières. La communauté Diaguita, affectée par la transnationale canadienne Barrick Gold, au Chili est un cas témoins. Selon Orellana et Marleau (2011), l'activité minière affecte considérablement le mode de vie des communautés autochtones, elle déplace des populations, empêche le développement des activités agricoles traditionnelles, manque aux droits collectifs de propriété de la terre, profane les sites patrimoniaux préhispaniques, affaiblit le droit à l'autodétermination et à la préservation de l'habitat de la communauté et viole le droit des peuples au consentement libre et éclairé, parmi d'autres.

²³ Cette situation a été analysée dans les cas de l'Équateur (Burley, 2000) du Guatemala (Amnesty International, 2006; Tejido, 2010) du Pérou (Eftimi et al., 2009; Ward et Strongman, 2011) de la Colombie, du Nicaragua, Chili, El Salvador, Bolivie et l'Argentine (Bhanumathi, 2005; Bermúdez et al., 2011).

²⁴ Congrès du travail du Canada. Pérou : *Renforcer les syndicats miniers des organisations féministes*. [s. d.]. Récupéré le 5 janvier 2014 de <http://www.congresdutravail.ca...>

Levacher (2012), remarque encore l'atteinte au droit d'avoir un réel accès aux informations et de participer aux processus décisionnels des projets au Guatemala (Roy, 2011), au Pérou (Herbertson et al., 2009; ODECOFROC, 2010), en Argentine (Anaya, Renaud 2009; ODHPI, CELS et ANDHES, 2012), au Chili (Yáñez et Molina, 2008), en Colombie (Interpares, 2009) et dans les pays andins (Vittor, 2009).

Des Philippines au Pérou, le droit des peuples autochtones à être consultés avant tout projet d'investissement dans le secteur extractif continue d'être ignoré et est devenu un important facteur de déstabilisation politique et sociale (FIDH, 2012, p. 14).

Un autre aspect critique associé aux impacts de l'implantation de mégaprojets miniers en Amérique latine est la criminalisation à laquelle on a recours pour tenter d'écraser les multiples oppositions et résistances.

La criminalisation en Amérique latine se manifeste de différentes manières : harcèlement, procès judiciaires, menaces de mort, agressions physiques, militarisation, répression policière et même assassinats. Elle se manifeste aussi dans les discours (politique) et les messages de ceux qui stimulent les mégaprojets, accusant les dirigeants sociaux de terroristes, écoterroristes ou écohystériques (OCMAL, 2011, p. 145).

Au Mexique, en Colombie, au Guatemala et au Salvador, la situation de conflit socioécologique provoqué par l'exploitation minière est devenue dans certains cas très critique: des dirigeants syndicaux miniers ayant revendiqué publiquement le respect des droits des travailleurs ont été assassinés (Saguié, 2010; FIDH, 2012).

Une autre des impacts identifiés est la recrudescence de l'exploitation des enfants dans les mines. Par exemple, en Bolivie le bureau de défense du Peuple a révélé la présence d'une main d'œuvre infantile dans les mines. (Defensoría del Pueblo, 2012). Selon la Conférence internationale du travail (2012), dans ce pays, plus de 3800 enfants travaillent dans les mines d'étain, de zinc, d'argent et d'or dans les départements d'Ururo, de Potosí et de La Paz. On retrouve la même situation au Pérou. Selon les informations contenues dans le Plan national de prévention et

d'élimination du travail des enfants (Conférence internationale du travail, 2012, p.462), il y a environ 50 000 enfants qui travaillent dans les mines abandonnées par ses anciens propriétaires (Ibid.). Dans ces deux cas (Pérou et Bolivie), les enfants travaillent également dans les travaux d'exploration et d'exploitation de l'or dans les cours d'eau effectuant diverses tâches lourdes dont le lavage des dépôts aurifères pour lequel le mercure est couramment utilisé. Ce sont aussi les enfants ceux qui préparent les charges de la dynamite et qui la font exploser.

Lors de la première étape de transformation du minerai, les enfants manient un outil, une pierre très lourde qui peut peser jusqu'à 60 kilos, qu'ils balancent à l'aide d'une planche de métal sur les roches plus petites. À la seconde étape, les enfants doivent récupérer les restes du minerai qui sont mélangés à des substances chimiques, et risquent de se brûler et d'inhaler des gaz toxiques (Conférence internationale du travail, 2012, p.330).

Par ailleurs, plusieurs études (Tranchecoste, 2010; CAO, 2010; Métallos, 2012) s'interrogent sur la situation des droits liés au travail dans les mines. Ces études indiquent que les mesures de sécurité reliées à la manipulation de produits toxiques sont inadéquates et insuffisantes en regard des normes imposées par l'Organisation internationale du Travail (OLCA, 2006; Mazalto, 2010, Iezzi, 2011). On signale également, la rétention de salaires, des prestations et des avantages sociaux, le congédiement massif injustifié, l'interdiction de constituer un syndicat, l'absence de sécurité industrielle dans les chantiers de travail et de santé occupationnelle, les changements de conditions de travail, ainsi que la sous-traitance²⁵ (prestation de services par du personnel d'entreprises extérieures). On a identifié de tels écarts en Colombie (CINEP, 2012), en République dominicaine (Antares, 2012), au Mexique (Mazella et Luciani, 2008) et au Honduras (ASONOG, 2004). Selon Igor

²⁵ Particulièrement, la sous-traitance constitue un système de pouvoir établissant un lien de subordination entre ces deux entreprises et entre leurs salariés, et s'appuie sur des stratégies de flexibilisation de la main d'œuvre, de sous-traitance en cascade et de recours à toutes les formes d'emplois précaires : contrats à durée déterminée, intérim, location ou prêt de main-d'œuvre, travail indépendant et travail au noir (pour de plus amples informations, voir les travaux sur les risques de la sous-traitance d'Annie Thébaud-Mony, directrice de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale en France).

Urrutikoetxea, secrétaire général de l'Union Internationale des Syndicats du métal et de la mine, on estime que, depuis la dernière crise financière, 20 millions de personnes ont perdu leur emploi dans le secteur. Cependant, ce nombre serait encore plus important, car de nombreux travailleurs exercent sans contrat, au noir, et n'apparaissent donc pas dans les statistiques officielles (UISMM-FSM, 2012).

Les situations critiques associées aux conditions de travail et à la perte du pouvoir social des travailleurs des mines sont fréquentes. La sous-traitance, l'embauche mensuelle et l'absence de syndicat y sont associées. Par exemple, en 2012 les organisations LaborStart, Amnesty International et l'ONG PRODESC, ont entamé une campagne mondiale contre la démolition musclée d'un camp où les travailleurs protestaient devant la mine canadienne La Platosa d'Excellon au Mexique. Les mineurs protestaient avec des propriétaires fonciers communautaires, en demandant la liberté syndicale et le droit de négocier collectivement²⁶. Pour sa part, Rebon (2011) ajoute que les accords de libre-échange, la privatisation des services publics et la déréglementation de l'État et de l'économie aggravent les conditions de travail de mineurs.

Les accords de libre-échange entre plusieurs pays d'Amérique latine²⁷, le Canada (FIPAs) et les États-Unis (NAFTA), ouvrent les portes aux transnationales et permettent un rapatriement important, voire illimité, des bénéfices et du capital, et parfois une exonération fiscale (CCCI, 2009). Ces accords rendent particulièrement difficile l'application du droit national (Nguyen, Daillier et Pellet, 2002, p. 647) et limitent les décideurs des gouvernements hôtes à réaliser des programmes de développement local (CCCI, 2009).

²⁶ Industrial Global Union. [2012, 8 novembre]. *IndustriALL-LabourStart-Amnesty International-PRODESC joignent leurs forces pour les mineurs mexicains*. Récupéré le 15 juin 2013 de <http://www.industrialall-union.org...>

²⁷ Costa Rica, Panama, Venezuela, Colombie, Équateur, Pérou, Argentine et Uruguay.

Les impacts **politiques et juridiques** associés à l'implantation des mégaprojets miniers en Amérique latine ont en effet été mis en évidence. L'implantation de cette industrie se fait dans plusieurs cas sans consultation préalable, libre et éclairée des communautés locales et autochtones, menaçant aussi les droits de ces dernières. On retrouve de cas où les droits d'avoir dûment accès aux informations et de participer aux processus décisionnels des projets n'est pas respecté au Guatemala (Roy, 2011), au Pérou (Herbertson et al., 2009, ODECOFROC, 2010), en Argentine (Anaya, Renaud, 2009; ODHPI, CELS et ANDHES, 2012), au Chili (Yáñez et Molina, 2008), en Colombie (Interpares, 2009); et aussi dans les pays andins en général (Vittor, 2009). D'après les analyses repérées, les codes miniers adoptés au Chili, en Argentine, en Bolivie, au Pérou et en Colombie ont favorisé les grandes entreprises minières au détriment de l'environnement, des droits des travailleurs et des droits des peuples autochtones (Gordon et Webber, Urkidi, 2008; Sacher, 2010; Wagner et Giraud, 2011; Wagner, Delgado, Vásquez 2011; König et Wählin, Roy 2011). Ce qui a été soulevé en janvier 2012 par vingt et une organisations sociales du Honduras, qui ont dénoncé²⁸ les réformes proposées pour modifier le code minier visant à ouvrir les portes aux mines à ciel ouvert, aux intérêts étrangers, à permettre une utilisation industrielle de l'eau sans égard aux besoins des communautés locales. Ces nouvelles dispositions limitent en effet les possibilités de suspension ou même d'arrêt des projets miniers quand ces derniers ne garantissent pas les consultations préalables nécessaires à l'autorisation d'exploitation. Souvent, on constate un manque de volonté politique associé à un déficit de ressources économiques pour faire face aux conflits liés à cette industrie (Oxfam France, 2009; Mazalto, 2010).

Préoccupés par l'expansion des transnationales minières, certains auteurs ont également signalé l'émergence de conflits de gouvernance en raison du manque de transparence et dans quelques cas, de la corruption associée à la gestion des

²⁸ Déclaration publique: "Rechazamos el Proyecto de Ley de Minería del Congreso Nacional porque Violenta los Derechos del Pueblo Hondureño," 24 janvier 2012. Récupéré le 13 juin 2012 de <http://www.movimientom4.org...>

ressources économiques en provenance de l'activité minière (Corpwatch, Bebbington et Hinojosa, 2007; Deneault, 2008; Oxfam France, De Échave, 2009; Wagner, Mazalto, 2010). Cet ainsi que dans le rapport « Business and Human Rights » soumis à la 8^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, on a dénoncé auprès de la Commission interaméricaine de Droits Humains (CIDH) deux cas en Amérique latine où ont été établis des liens entre les compagnies minières et des groupes paramilitaires. Dans le premier cas, on dénonce les compagnies AngloGold Ashanti et Drummond Mining Company d'avoir chargé de groupes paramilitaires d'assassiner des syndicalistes ouvrant en Colombie. L'autre cas attire l'attention sur la compagnie Newmont Mining au Pérou, dans lequel défenseurs des droits socioenvironnementaux des communautés affectées ont reçu d'intimidation et des menaces de mort par les groupes paramilitaires (Manzella et Luciani, 2008).

Quant aux impacts **économiques**, Sosa (2008) et Delgado (2010), entre autres, ont révélé que l'exportation des matières premières entraîne une dépendance accrue des économies des pays où s'implantent les mégaprojets miniers. Cette dépendance engendre une perte de moyens locaux de subsistance. Les retombées économiques sur le développement national, régional et local sont à même temps faibles (Noticias Aliadas, 2005; Roncallo, 2006; Bebbington et Hinojosa, 2007; Oxfam America, Ortiz, 2007; Hebertson et al, De Echave et al, 2009). En effet, le régime de redevances minières pour l'État et la population fait l'objet de plusieurs débats et critiques en raison du très peu de revenus qu'il génère (Oxfam France 2009; Vásquez, 2011; Damonte et Glave, 2012). Par exemple, en 2007, le secteur minier péruvien a dégagé un bénéfice de près de 16,5 milliards de dollars, mais il a rapporté à peine 3 milliards de recettes fiscales à l'État (Christian Aid, 2008).

Le secteur minier se présente comme un moteur de développement économique alors que « le secteur est reconnu pour sa faible création d'emplois et son insuffisant apport à la réduction du chômage et de la pauvreté » (Revenue Watch Institute, 2012, p.48). Une étude réalisée par Oxfam en Amérique centrale affirme que l'activité minière est peu susceptible de contribuer de manière significative aux

économies locales de pays comme le Salvador, le Guatemala et le Honduras (Oxfam America, 2008)²⁹.

De toute évidence, la haute technologie utilisée dans les opérations minières modernes fait en sorte que les grands projets d'extraction ont besoin de peu de main d'œuvre (Damonte et Glave, 2012). Cela dit, la demande d'une main-d'œuvre hautement qualifiée est souvent comblée par des travailleurs en provenance de l'étranger (Lambert-Pilotte, 2006; Métallos, 2011).

L'implantation du modèle extractif est considérée comme la consolidation d'un modèle néocolonial (Svampa, 2011) porteur de violations des droits collectifs et individuels : l'autodétermination des peuples, le bien-vivre, la santé, la participation au processus décisionnel, etc. De nombreuses communautés locales, autochtones, paysannes, de même que des hommes et des femmes des milieux urbains prennent de plus en plus conscience de la nécessité de se mobiliser pour revendiquer leurs droits.

1.2.2 Les mouvements sociaux de résistance

Le déploiement accéléré du secteur minier transnational en Amérique latine préoccupe divers acteurs sociaux et communautaires, des intervenants et des chercheurs, qui voient dans ce phénomène l'émergence de nouvelles structures de pouvoir au-delà des frontières et des États (Clark, 2003; Mines and Communities, 2005; Orellana et al, 2008; McDonald, 2009). Ses effets à moyen et long terme sont encore insuffisamment analysés. Ce qui suscite une forte réaction de la part de populations touchées par cette problématique.

²⁹ On retrouve des conclusions similaires en Colombie (Vásquez, 2011) et en Argentine (Machado, 2011).

Le Groupe de recherche sur l'activité minière canadienne en Amérique latine de l'Université McGill (McGill Research Group Investigating Canadian Mining in Latin America – MICLA) a documenté près de 106 cas de conflits impliquant des communautés et des entreprises minières canadiennes, dans différents pays. Ces conflits émergent de situations généralement imposées, lorsque les projets extractifs s'installent sans consultation préalable des communautés affectées, ni considération des impacts socioécologiques qu'ils provoquent. Les communautés se trouvent souvent placées devant un fait accompli (Sauvé et al, 2010; Orellana et Marleau, 2011). Parfois, ces conflits durent de nombreuses années et s'accroissent lorsque les impacts sur les communautés et leurs milieux de vie deviennent de plus en plus évidents. On note également la vulnérabilité des populations affectées. Ces dernières sont souvent aux prises avec une réalité problématique complexe sans pouvoir compter sur l'appui des autorités locales ou nationales pour défendre leurs droits. La majorité de ces situations conflictuelles se déroulent directement entre les communautés locales et les entreprises transnationales (Orellana et al, 2008).

Pour faire face à cette situation, les communautés affectées se sont progressivement organisées, créant et dynamisant des réseaux de solidarité autour de la défense de leurs droits. Des mouvements sociaux de résistance se sont ainsi articulés. Au sein de ces mouvements, on retrouve une grande diversité d'acteurs : des communautés locales, des groupes autochtones, des organisations non gouvernementales, des organisations internationales de promotion des droits de la personne, des médias alternatifs, des syndicats, des avocats, etc. Ces acteurs poursuivent le même but : exiger une plus grande justice socioenvironnementale dans ces mégaprojets d'extraction minière et organiser la défense de leurs droits en suscitant des initiatives qui dépassent les frontières et qui réunissent des représentants des communautés affectées de diverses régions. Le mouvement social de résistance au mégaprojet minier binational *Pascua Lama* de la transnationale canadienne Barrick Gold Corporation, situé à la frontière entre le Chili et l'Argentine, est un exemple de l'ampleur et la complexité de ces processus de résistance sociale qui a pris aujourd'hui de proportions internationales.

La convergence de ces mouvements est illustrée par la création de réseaux tels que l'International Women and Mining Network, le Movimiento Mesoamericano contra el Modelo Extractivo, l'Observatorio de Industrias Extractivas y Derechos Colectivos, le Mining Injustice Solidarity Network et plusieurs autres, qui soutiennent les communautés affectées et font un suivi des conflits et de l'agir des entreprises, qui favorisent l'articulation des mouvements d'opposition, stimulent l'échange d'information et le partage d'expériences, et dénoncent la violation des droits de la personne commise par les entreprises ou les gouvernements.

1.3 L'exploitation minière en Argentine

L'Argentine, cas particulièrement intéressant par ses mouvements sociaux de résistance, n'a pas échappé à la tendance ci-haut mentionnée. En effet, depuis 2003, ce pays vit un véritable « boom minier », et au cours des dernières années, les activités minières y ont atteint des niveaux record d'injection de capitaux, d'exploration et d'exportation (Dedeu, 2012 p. 7-11). La remontée des cours des métaux jusqu'en 2008 a permis de voir dans l'exploitation minière une opportunité pour relancer l'activité économique après la crise de 2001³⁰. Les anciennes mines ont rouvert et les projets miniers se sont multipliés. D'après le Secrétariat argentin des mines, cette augmentation a été de 40 % en 2009³¹. Les entreprises transnationales qui s'étalent à travers le territoire argentin génèrent d'énormes profits qui jusqu'à maintenant, ont très peu favorisé le pays et les communautés où se trouvent les gisements. Selon Ortiz³² (2007), l'État a été plus au service des intérêts étrangers qu'aux besoins de développement du pays ou de sa population.

³⁰ Alternatives au développement extractif et anthropocentré [01/06/09] *Argentine- Halte à la politique minière extractiviste, danger pour la cordillère des Andes !* Récupéré le 08 juillet 2010 de <http://www.aldeah.org...>

³¹ Secrétariat argentin des mines [20/11/09] *Minería argentina atrae la mayor inversión de la historia.* Récupéré le 17 février 2010 de <http://www.mineria.gov.ar/01.htm>

³² Chercheur de l'Observatoire des Entreprises Transnationales –OET–

Les populations affectées subissent les conséquences sociales, environnementales et économiques de ces projets miniers, alors que l'État essaie de les ignorer (Ibid.).

Face à cette réalité, la population prend les moyens de se faire entendre. La naissance d'une multiplicité d'assemblées citoyennes a constitué ce que Maristella Svampa (2008) appelle «une nouvelle cartographie de résistances», marquée par l'explosion des luttes socioenvironnementales. « Plusieurs assemblées citoyennes se sont consolidées de long en large du pays pour faire face aux entreprises transnationales et aux politiques de recolonisation qui saccagent et détruisent les biens communs³³, les cultures et les peuples» (UAC, 2011, p. 1). Ces assemblées de voisins se consolident localement et s'entrecroisent nationalement (GERGEMSAL, 2010), pour donner vie à l'Union des Assemblées Citoyennes – UAC –, un espace collectif national d'apprentissage, d'échange d'expériences de lutte, d'articulation et de construction de stratégies et d'actions collectives (UAC, 2011). Depuis sa création en 2006, l'UAC a fait ressortir l'ampleur de ces résistances sociales à ce modèle de développement « extractif-exportateur » propulsé par les projets. Regroupant des organisations socioenvironnementales et pédagogiques, des organisations de paysans, des collectifs artistiques, culturels et d'artisans, des assemblées de voisins et voisines autoconvoquées, des collectifs écologiques et des droits de l'homme, des médias alternatifs, des équipes de recherche, des personnes non partisans et indépendantes de l'État, l'UAC se veut un espace de discussion des luttes aux projets miniers, aux papetières, aux hydroélectriques, au secteur pétrolier, à la monoculture, aux agrottoxiques, à la déforestation, à la pollution urbaine, à la destruction des écosystèmes, à la privatisation, l'accaparement des terres et à l'expropriation des territoires des communautés autochtones³⁴. « L'UAC

³³ La notion de « biens communs » est comprise en tant que richesses naturelles de la Terre-Mère, dans une représentation de l'environnement en tant que système dont l'homme fait partie intégrante. Elle propose de dépasser l'antinomie entre propriété publique et propriété privée pour les rendre inaliénables (Mattei, 2011). « Les biens communs comprennent la terre, l'eau et l'air dans un pacte de convivialité intergénérationnelle » (Antonelli, 2009, p.5).

³⁴ Unión de Asambleas Ciudadanas. [s.d.] *Construyendo caminos colectivos en defensa del territorio*. Récupéré le 13 décembre 2009 de <http://asambleasciudadanas.org.ar...>

peut se lire comme une trame constituée de réseaux de communautés territoriales qui manifestent et qui contestent l'imposition du développement d'activités extractives, généralement transnationales, dans leurs régions. Ces réseaux disputent le territoire et les biens communs aux entreprises» (Scribano – Schuster, 2001, p. 20).

Les assemblées citoyennes, particulièrement celles qui luttent contre les mines à ciel ouvert, se caractérisent en ce qu'elles surgissent dans des régions éloignées des grands centres urbains (Cerruti et Silva, 2010). Il s'agit généralement de régions relativement isolées, appauvries ou caractérisées par une faible densité de population, une faible qualité institutionnelle, d'économies régionales fragiles, de hauts indices de chômage et de la précarisation de travail, entre autres (Svampa, Bottaro et Sola, 2009).

Les premiers acteurs collectifs à intégrer l'UAC furent les « Asambleas del No³⁵ » qui ont mis en place des stratégies de résistance aux projets extractifs à grande échelle (Antonelli, 2009). Les deux assemblées les plus significatives sont « No a la Mina », dans la région d'Esquel (2003) et « No a las papeleras³⁶ », dans la région de Gualeguaychú (2005).

L'intégration des préoccupations environnementales à l'UAC devient une revendication « matérielle et symbolique » (Melucci dans Scribano, 2003, p. 78) auprès de l'État pour le droit à l'autodétermination des peuples. On y rejette même le concept de développement durable et qualifie de « biens communs » ce qu'on appelle « ressources naturelles » (Cerruti et Silva, 2010). La multiplication simultanée de mégaprojets miniers tout au long du pays a sans doute été le facteur déterminant qui a permis la croissance exponentielle et le renforcement de l'UAC (Ibid.).

³⁵ Traduction libre : «Assemblées du non»

³⁶ Non aux papetières

Les mouvements d'autoorganisation et d'action citoyenne au sein de l'UAC présentent des caractéristiques et des particularités spécifiques aux contextes provinciaux et à la diversité des acteurs en lutte. L'émergence de ces mouvements à travers l'Argentine mérite d'être mieux connue et comprise. Il est important, en effet, de mieux saisir ces nouvelles formes de résistance sociale. Tel est l'objet de la présente recherche qui se penche particulièrement sur l'un de ces mouvements de résistance aux projets miniers en Argentine : le cas de l'Assemblée citoyenne *El Algarrobo*, située au nord-ouest du pays, dans la province de Catamarca.

Diverses questions de recherche émergent en rapport avec cette thématique :

- Comment surgissent ces mouvements sociaux?
- Qui sont les acteurs des mouvements de résistance?
- Comment s'organisent-ils?
- Quelle est la portée de ses revendications ?
- Quel a été le rôle des mouvements sociaux dans la politique publique?
- Proposent-ils des projets alternatifs?
- Quelles stratégies de résistance développent-ils?
- Quelles approches et activités mettent-ils de l'avant?
- Quels enjeux rencontrent-ils?
- Quels apprentissages sont-ils expérimentés dans ce contexte?
- Quel sens ont ces assemblées citoyennes pour leurs membres, pour leurs contextes, pour les causes socioécologiques qu'elles prônent?
- Quelle est la portée et les perspectives de ces assemblées par rapport aux changements sociaux et environnementaux souhaités?

1.4 Visées de la recherche

Le but de cette recherche est de contribuer au développement du champ de recherche et de pratique de l'équité socioécologique, dans un contexte de conflits associés à l'expansion de mégaprojets miniers en Amérique latine. Elle vise

également à mettre en lumière les dimensions critique et politique des mouvements sociaux en résistance.

1.4.1 Objectifs généraux

- Dresser un portrait des mouvements de résistance aux projets miniers en Argentine et du contexte de leur évolution;
- Identifier les stratégies de résistance déployées par l'assemblée El Algarrobo dans la ville d'Andalgalá, Catamarca, Argentine;

1.4.2 Objectifs spécifiques

- Cerner les particularités, la signification et les perspectives des mouvements de résistance sociale aux mégaprojets miniers en Argentine et caractériser le contexte dans lequel ils émergent et évoluent.
- Caractériser et décrire les stratégies de résistance de l'Assemblée citoyenne El Algarrobo, située dans le nord-ouest de l'Argentine dans la province de Catamarca, plus spécifiquement, son processus d'émergence, les intérêts et les motivations de ses acteurs, les approches, stratégies et dynamiques développées, les enjeux, les difficultés rencontrées et les apprentissages réalisés;

Cette étude a été réalisée à la lumière de divers apports théoriques en provenance notamment des domaines suivants : l'écologie politique, la sociologie et l'éducation relative à l'environnement, dans une perspective d'interdisciplinarité et de croisement des savoirs, de façon à mieux cerner l'objet de la recherche : les mouvements sociaux de résistance aux impacts des mégaprojets miniers.

MÉTHODOLOGIE

Il s'agit d'une recherche qui se situe au sein du paradigme de recherche de type qualitative, qui adopte une perspective interprétative, descriptive et critique, afin de bien comprendre le contexte du phénomène social étudié, les réseaux d'acteurs impliqués et les dynamiques d'interrelations comprises. En ce sens, la méthodologie subjectiviste choisie s'est intéressée à la collectivité comme sujet d'action, «sujet historique », puisqu'il s'inscrit dans un temps et un espace déterminé (Touraine, 1965). Cette étude a privilégié l'identification et la description du phénomène social, le développement des compréhensions approfondies du contexte complexe et la signification du cas étudié, tout en mettant à contribution les regards des acteurs de la situation au croisement de ceux de l'auteure de cette recherche.

Cette recherche a été menée dans le but de contribuer à une réappropriation lucide et consciente de la pratique analysée, de son contexte et de l'identification des perspectives de changement. Nous avons, en effet, favorisé les approches inductives et collaboratives afin d'inviter les acteurs à s'engager dans un processus de clarification collective, de caractérisation et de valorisation de cette résistance en Argentine. En fonction de la problématique mentionnée, nous avons inclus une recherche documentaire et l'utilisation de l'étude de cas comme méthodologie générale de recherche nous a semblé opportune. L'utilisation de multiples sources de données indépendantes a permis donc de faire une triangulation de l'information recueillie, afin d'assurer tout au long du processus de recherche, la compréhension et la validation de l'étude.

La méthodologie adoptée intègre deux volets complémentaires. Le tableau qui suit présente un aperçu des volets de recherche adoptés. Une dimension interprétative qui prétend faire émerger le sens et la signification du phénomène étudié (Savoie-Zac, 2000) se dégage également de cette recherche.

Tableau 1.3 Démarche méthodologique de la recherche
(Inspiré d'Orellana, 2002, p.25)

	Stratégies de collecte de données	Outils	Sources de données	Données de recherche
Volet théorique	Recension d'écrits	Plan de lecture Fiche de lecture critique Feuille de mots clés	Documents issus de : - Bibliothèques - Centres de documentation - Banques de données générales et spécialisées en Amérique latine et au Canada	-Théories de la justice environnementale -Théories de l'apprentissage au sein des mouvements sociaux -Théories et pratiques de l'ERE
Volet empirique	Recherche documentaire	Grille d'évaluation d'information sur internet	-Sites internet des assemblées -Émissions de radio -Déclarations publiques -Articles de journaux -Pages Facebook -Visionnement de documentaires et vidéos produits par les assemblées	-Déploiement des entreprises minières en Amérique latine -Impacts de mégaprojets miniers
	Observation et observation participante	Journal de bord (consignation différée et retour sur l'observation)	-13 ^{ème} rencontre nationale de l'Union des assemblées citoyennes (août 2010) -Rencontre régionale des assemblées socio environnementales du Nord-Ouest (avril 2011) - 3 réunions internes de l'assemblée d'el Algarrobo - Deux rencontres de disputés au congrès national pour discuter la problématique minière	-Processus de prise de décision et de planification -Partage des tâches -Participation et liens de solidarité -Satisfaction globale de la démarche du mouvement -Leadership -Intérêts en cause -Enjeux de la résistance -Construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs -Construction et maintien de l'identité collective -L'autonomie -La mobilisation et les actions collectives -Le savoir, savoir être, faire, agir
	Entrevues semi-dirigées et informelles	Guide d'entrevues et enregistrement audio	20 membres du mouvement 3 chercheuses universitaires 2 autochtones 2 avocats	-Histoire du mouvement -Impacts des mines -L'apprentissage au sein du mouvement de résistance -Représentations sociales

1.5 Choix du cas

Entre les mois d'août et septembre 2010, une exploration préterrain a été faite. Nous avons premièrement participé à la 13^e rencontre du mouvement national de l'UAC. Cela a permis d'établir un premier contact avec les membres des assemblées de différentes provinces d'Argentine et d'approfondir notre connaissance sur la problématique et les mouvements sociaux de résistance.

À partir de cette rencontre, nous avons pu identifier et prioriser les possibles participants de notre étude. Pour ce faire, nous avons établi deux grandes catégories : les acteurs directs des mouvements de résistance et les acteurs indirects qui accompagnent solidairement leur lutte. Nous avons construit une grille à tel effet :

Tableau 1.4
Acteurs directs et indirects de la mobilisation

Acteurs directs de la mobilisation			
Groupe type	Nom, prénom,	Lieux (ville et coordonnées)	Niveau de priorité
Autochtones			
Femmes			
Hommes			

Acteurs indirects de la mobilisation			
Groupe type	Nom, prénom,	Lieux (ville et coordonnées)	Niveau de priorité
Académiques			
Politiciens			
ONG			
Travailleurs publics			

Le niveau de priorité a été défini selon les critères : indispensable, outil, s'il ya du temps, pas trop nécessaire.

Dans un premier temps, l'assemblée citoyenne de la Rioja, composée majoritairement de femmes enseignantes, a attiré grandement notre attention par son parcours de résistance, sa capacité d'analyse ainsi que ses stratégies de lutte. Cette expérience aurait été particulièrement pertinente à analyser, mais des contraintes associées à leurs périodes d'activités se sont interposées ce qui nous a empêchés de la retenir pour cette recherche.

La visite postérieure de deux autres lieux où la résistance aux minières s'intensifiait a cependant permis de connaître les stratégies de résistances menées à San Juan et à Catamarca. C'est finalement l'expérience de l'assemblée citoyenne El Algarrobo à Catamarca qui a été retenue pour cette recherche. Elle se distinguait par la diversité des stratégies de résistance mises en place dans un contexte marqué par la répression policière et les tensions politicoéconomiques. Cette assemblée citoyenne était née et évoluait dans la ville d'Andalgalá³⁷, province de Catamarca au nord-ouest de l'Argentine, pour faire face à la mine «Bajo La Alumbra», située à 70 km de la ville, qui constituait la première exploitation minière à ciel ouvert en Argentine et une des plus grandes en Amérique latine (Svampa et Sola, 2010).

La participation postérieure de l'auteure de cette recherche à des débats et discussions sur les préoccupations et les réactions soulevées par les projets miniers à cet endroit et sur les enjeux de la lutte menée par cette assemblée ont contribué à confirmer ce choix

En synthèse, pour la sélection du cas, quelques critères se sont imposés :

- Présence marquée d'un conflit entre la population et les entreprises minières
- Composition hétérogène et intergénérationnelle d'acteurs
- Diversité et innovation de stratégies de résistance

³⁷ La ville d'Andalgalá est située dans la vallée de l'Aconquija aux pieds des neiges perpétuels de la cordillère des Andes.

- Représentativité historique du mouvement
- Articulation avec d'autres mouvements de résistance et organismes solidaires (ex. ONG)

En effet, lié à l'intérêt pour le mouvement social de résistance aux entreprises minières, ce cas nous paraissait très approprié.

Un cas n'est pas d'abord étudié parce qu'il est représentatif d'autres cas ou parce qu'il illustre un trait ou un problème particulier, mais parce que ses caractéristiques propres et communes suscitent de l'intérêt (Stake, 2000 p. 437).

Le choix du cas a été réalisé en tenant compte de sa « *pertinence théorique* » par rapport aux objectifs de recherche et « les *caractéristiques* et la *qualité intrinsèque* du cas » (Pirès, 1997).

Le processus de collecte de données s'est amorcé dès le premier séjour dans la région et s'est poursuivi durant les mois d'avril et mai 2011. L'exploration du cas a été réalisée en stimulant chez les acteurs, individuellement et collectivement, l'analyse et la réflexion critiques sur le discours et les pratiques sociales. Cette façon de faire a contribué à clarifier les motivations, les intérêts, les choix des mouvements de résistance, les processus développés, les dynamiques, les apprentissages, les enjeux et les difficultés, ce qui a également fait émerger les contradictions, les ruptures et les paradoxes entre autres. Une telle approche réflexive est de nature à favoriser chez les groupes sociaux la prise en charge de leur situation, à contribuer à cerner un futur qui leur convienne et à renforcer leur participation aux décisions qui les concernent (Sauvé 1997).

1.6 Stratégies de collecte de données

1.6.1 *La recension d'écrits*

Notre collecte de données a débuté par une recension d'écrits qui a perduré jusqu'à la fin de cette recherche. Cette stratégie nous a permis d'établir l'état de la question et de développer notre problématique. Au début de notre recherche (2009), nous avons constaté un déficit de littérature « savante » en langue française et anglophone. Par contre, nous avons trouvé un nombre considérable de rapports de recherche, d'articles académiques et d'actes de colloques publiés en langue espagnole. Parmi 17 sources pertinentes et de fond repérés entre 2002 et le premier semestre de 2009, deux documents ont été rédigés en français et trois en anglais.

1.6.2 *Les entrevues semi-dirigées*

Des entrevues semi-dirigées ont été pertinentes pour explorer et comprendre de l'intérieur, la réalité vécue par les acteurs concernés par la problématique. Elles ont permis de tracer la trajectoire du mouvement social, les enjeux, les défis et les contraintes relevant de leur lutte ainsi que les représentations des acteurs.

1.6.3 *Les entrevues informelles*

Ceci nous a permis d'explorer les perceptions et les problèmes plus en profondeur, tout comme la vision des divers membres des organisations non gouvernementales et de députés qui accompagnent ces mouvements ainsi qu'avec certains chercheurs qui s'intéressent à ce phénomène. Cette stratégie de cueillette nous a permis de découvrir d'autres organisations actives vis-à-vis des projets d'extraction minière.

1.6.4 *L'observation et l'observation participante*

L'observation et l'observation participante ont été centrales dans les activités de cueillette de données puisqu'elles ont permis de saisir les dynamiques entre les acteurs. Nous avons effectué des séances d'observation sur le terrain des diverses activités que les membres des communautés réalisent et qui sont associées à la mobilisation sociale : assemblées régionales, manifestations, réunions de planification et d'organisation, débats internes, ateliers, célébrations, inauguration de la station de radio communautaire. Ces séances d'observation ont été utiles pour mieux cerner les particularités de leur mise en œuvre, leurs avantages, enjeux, problématiques et défis.

1.6.5 *Le journal de bord*

Un journal de bord a accompagné tout le parcours de cette recherche. Il a permis de recueillir des informations, des observations, des faits marquants, des réflexions, des questionnements, des pistes à suivre, de nouvelles références et de contacts de notre recherche. Il a été aussi utile pour consigner les impressions, les perceptions et les analyses de diverses situations vécues lors de deux séjours de recherche.

Tableau 1.5 Collecte de données à travers l'observation participante

	Événements	Date	Lieux
Séjour de préterrain de recherche (Argentine, 7 août -20 septembre 2010)	Participation au colloque international « Plans Nord, Plans-Sud : mêmes menaces, mines barrages, hydroélectriques dans les Amériques »	26 et 27 mars 2010	Montréal, Canada
	Participation à la 13e rencontre de l'UAC	12 - 16 août 2010	Santiago del Estero
	Participation à l'assemblée permanente de l'Algarrobo	1 de septembre 2010	Andalgalá, Catamarca
	Participation au débat de députés au Congrès national	8 de septembre 2010	Buenos Aires
	Participation à la rencontre d'analyse des enjeux miniers du parti politique Proyecto Sur	9 de septembre 2010	Buenos Aires
	Participation au lancement du livre des résultats du projet « Citoyenneté environnementale et mines » de l'ONG Fundación, Ambiente y recursos Naturales et Fundación Cambio Democrático		
	Participation au IV rencontre internationale d'économie politique et droits humains	11 de septembre 2010	Buenos Aires
Séjour de terrain de recherche (Argentine, 13 avril – 3 -mai 2011)	Participation au colloque international Mobilisation nord-sud, mines, barrages et gaz de schiste	10 et 11 mars 2011	Montréal, Canada
	Atelier du Réseau d'Aide juridique contre les mines (REDAJ)	15-17 avril 2011	Catamarca
	Participation aux rencontres d'organisation et planification de l'assemblée El Algarrobo, participation aux marches hebdomadaires du silence et aux manifestations des samedis	17-26 avril 2011	Andalgalá, Catamarca
	Inauguration de la station de radio communautaire de l'assemblée El Algarrobo	22 avril 2011	
	Colloque international Plan Nord, Plans-Sud, résistances dans les Amériques : crimes socio-environnementaux et minières canadiennes	26-28 Avril 2012	Montréal, Canada

1.7 L'analyse des données

L'analyse de données recueillies notamment via les verbatim d'entretiens, le journal de bord ainsi que par les notes d'observation directe, de matériels audiovisuels et de production écrite, a été réalisée selon les méthodes d'analyse de contenu de type sémantique structurale de Mucchielli (1991) et de Bardin (2007) en essayant de dégager le sens explicite et implicite des contenus. En nous appuyant sur une méthode de traitement inductive, cette analyse nous a permis d'interpréter la pensée et la dimension sociale de notre sujet d'étude, les mouvements sociaux, pour mieux comprendre la situation de résistance aux impacts de mégaprojets miniers. Notre analyse des données comporte une approche qualitative qui vise à déterminer les principaux éléments pour produire une représentation cohérente de la réalité et ainsi donner un sens aux données.

1.8 Les limites de la recherche

Il est important de souligner les limites que se sont imposées à la recherche. Tout d'abord, nous avons choisi de rédiger une mémoire par articles, un choix qui a été validé et autorisé par la directrice de recherche ainsi que par le sous-comité d'admission et d'évaluation du programme de la maîtrise en sciences de l'environnement. Cependant, ce choix légitime est fort exigeant notamment au moment d'établir une synthèse. Malgré notre grande revue de littérature, nous n'avons pas pu explorer certains concepts tels que la justice environnementale, l'équité sociale, les mouvements socio environnementaux, entre autres, qui auraient sans aucun doute enrichi notre recherche.

Ensuite, cette recherche a été possible grâce à la collaboration de différents membres de l'Union d'Assemblées Citoyennes et plus particulièrement, de quelques

membres de l'Assemblée citoyenne El Algarrobo. Néanmoins, le temps consacré à la collecte de données sur le terrain était bref. Bien que nous avons réussi à établir de dialogues de qualité, dans un climat de confiance, avec nos interlocuteurs, ils n'étaient pas totalement en mesure de répondre à toutes nos questions. L'analyse est donc essentiellement basée sur les données collectées dans un temps restreint. Un suivi pourra donc être fait dans les années à venir pour valider et ajuster cette étude.

1.9 Structure du mémoire

Ce mémoire de maîtrise est divisé en quatre chapitres, parmi lesquels les deux derniers sont écrits sous forme d'articles susceptibles d'être soumis à publication dans des revues scientifiques ou de vulgarisation à identifier. Le Chapitre I présente la problématique de cette recherche, les questions de recherche qu'elle soulève, les visées qu'elle poursuit et la méthodologie adoptée. Un portrait du contexte économique, social et environnemental du secteur minier est également présenté. On s'attarde particulièrement au contexte de l'Amérique latine pour explorer les mouvements de résistance envers ce type de projets et leur quête pour la justice sociale et environnementale.

Le chapitre II répond aux concepts théoriques qui ont guidé la réflexion et l'analyse de cette recherche. On s'attarde particulièrement aux concepts de mouvements sociaux, l'apprentissage dans l'action et l'écocitoyenneté.

Le chapitre III répond à l'objectif spécifique 1 de cette recherche. Il présente les particularités du parcours historique du développement de l'extraction minière, spécifiquement, en Argentine ainsi que les principaux enjeux qui ont contribué au conflit dans ce pays. Il s'intéresse notamment à l'émergence des réseaux d'appui et de solidarité entre les mouvements qui livrent un combat contre les impacts des entreprises minières.

Finalement, pour répondre au dernier objectif de notre recherche, le Chapitre IV portera sur l'étude de cas retenu, c'est-à-dire, le cas de l'assemblée *El Algarrobo*, en Argentine. Une analyse descriptive de l'assemblée citoyenne est présentée. Nous caractérisons le mouvement de résistance pour ensuite dégager la signification de ses actions dans une perspective d'équité socioécologique.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

*Celui qui croit que la croissance peut être infinie
dans un monde fini est
soit un fou, soit un économiste.*
Kenneth Boulding

Dans le cadre de la présente recherche, nous prendrons en compte notamment les contributions théoriques de la sociologie des mouvements sociaux et de l'éducation populaire. Différents concepts nous permettront de guider et d'enrichir notre réflexion : le néocolonialisme, l'extractivisme, les mouvements sociaux et l'écocitoyenneté. L'interrelation de ces concepts mise dans le contexte des résistances sociales face au déploiement de l'extraction minière en Amérique latine sera la base de notre discussion. Nous prendrons en considération les fondements issus du socioconstructivisme et de la théorie critique qui promeuvent essentiellement l'exercice d'ouverture de la conscience; l'agir vers la «pratique de la liberté» (Freire, 1999); la reconstruction de nouvelles solidarités ainsi que la construction d'une nouvelle vision du monde et d'une éthique qui contribue au devenir du monde (Morin, 1998).

L'analyse du phénomène social des mouvements de résistance aux mégaprojets miniers se fera dans le cadre théorique des Nouveaux Mouvements sociaux (NMS) construit notamment par Alain Touraine (1978, 1985) et Alberto Melucci (1980, 1985, 1989), en essayant de comprendre le contexte du mouvement et de réfléchir à l'action collective. Selon ces auteurs, la sociologie de l'action collective offre de nombreux outils conceptuels pour comprendre comment se forment, agissent et se

maintiennent (ou pas) des organisations créées dans le but d'influencer les décisions publiques, lesquelles se situent dans un système d'action sociale qui les dépasse appelé mouvement social (Melucci, 1996, p. 1-10; Touraine, 1993).

Ce projet de recherche s'inscrit ouvertement dans le courant de Flacks, Jasper, Goodwin (2004) et de Bevington et Dixon (2005) en relation avec la production d'analyses et de théories pertinentes aux organisations du mouvement social et à l'avancement de la justice sociale.

2.1 Le néo-colonialisme

Il nous paraît pertinent de commencer notre exploration par le concept du néocolonialisme. D'après Brunschwing (1973, p. 8), le néo-colonialisme résulte d'investissements industriels. Il représente une phase de transition entre l'économie agricole et commerciale et l'économie industrielle. La définition d'Ardant (1965, p.840-851) offre quelques caractéristiques :

Le concept désigne des nouvelles formes et des pratiques apparentées à celles du colonialisme [...] Il caractérise une politique qui permet de sauvegarder, sous des renouvelles configurations, plus « modernes », plus « réalistes », moins choquantes et moins voyantes, le postulat de l'ancien esprit de domination et d'exploitation [...] Une politique qui consiste à profiter de la faiblesse des États décolonisés pour en tirer des avantages politiques, économiques et culturels.

Selon l'approche géographique, le terme fait allusion à l'asymétrie des relations économiques entre la périphérie et le centre, c'est-à-dire les pays en voie de développement et les pays industrialisés. Conformément aux études économiques de Blattman et al. (2004), le contrôle du système économique et politique d'un État plus développé sur d'autres, se fait à partir des échanges économiques. Ces échanges sont souvent bénéfiques pour le centre, car ils engendrent une dépendance de la périphérie vers les pays du centre sans augmenter sa croissance.

Selon cette approche, les principaux instruments du néocolonialisme sont souvent économiques : le libre marché, l'investissement et les opérations des entreprises transnationales (Mayer, 2009). Ces instruments, maintiennent les pays de la périphérie comme de fournisseurs de matières premières (Delgado, 2010 p.19)

Dans les études sociologiques, on fait référence aux situations économiques engendrées après l'époque de la colonisation. Les interprétations du néocolonialisme à partir de cette perspective évoquent l'idée d'une domination économique exercée à travers les exportations de capitaux et la dépendance de biens et services entre les pays du centre et la périphérie (Scott et Marshall, 2009)

Pour le mexicain Enrique Leff, la dépendance néocoloniale entraîne « la destruction des ressources et la dégradation du potentiel productif des pays du tiers monde » (1986, p. 155). Une situation qui nuit également aux potentialités d'autonomie des peuples, en fonction d'une logique d'accumulation économique de capitaux et de contrôle politique et social (Alimonda, 2011). Une logique d'accumulation par dépossession des droits et des moyens de subsistance, fondée sur des pratiques prédatrices (Harvey, 2004).

Parmi d'autres mécanismes de dépossession, l'auteur nomme la marchandisation et la privatisation de la terre, l'expulsion forcée de peuples, la conversion des droits collectifs en droits individuels et l'appropriation de biens naturels.

Dans le contexte d'Amérique latine, cette logique d'accumulation, soit l'expansion de projets miniers à grande échelle, a été possible en faisant la promotion d'un imaginaire social déterminé : « l'illusion du développement » (Svampa, 2011). Une idée selon laquelle : « grâce aux possibilités économiques actuelles [...], on peut rapidement combler la distance séparant les pays industrialisés des sociétés latino-américaines pour atteindre le développement toujours promis, mais jamais réalisé » (Ibid, p. 112). Ici, le proverbe « la fin justifie les moyens » est confirmé. Avec cette illusion comme objectif, les biens naturels sont réduits à des ressources économiques visant à augmenter la production et la consommation. Ainsi, un

territoire peut être facilement vidé de sa population et sacrifié au nom du « progrès » et du « développement ». Par ailleurs, les stratégies d'appropriation des richesses naturelles s'inscrivent dans la mondialisation économique et font partie du discours de la durabilité (développement durable (Leff, 2002).

Machado (2011) complète cette idée du néocolonialisme. Pour ce chercheur argentin, les violents mécanismes de dépossession et d'expropriation sont encouragés et soutenus activement par l'État-Nation. Dans le contexte des mégaprojets miniers, l'utilisation du terme nous apparaît légitime, car il est souvent employé comme synonyme des formes contemporaines de domination et subordination et en réaction à toute expression injuste et oppressive du pouvoir politique national ou transnational.

2.2 Le concept de l'extractivisme

Le vocable extractivisme est peu utilisé en langue française. Néanmoins, le terme est couramment employé par différents auteurs qui publient en espagnol et en anglais en faisant référence notamment à l'Amérique latine.

La notion a vu le jour au Brésil dans les années 70, moment dans lequel une importante mobilisation sociale de résistance s'organise dans la forêt du pays, face à l'expulsion des collecteurs de latex par de grands propriétaires. Une lutte qui a eu des conséquences néfastes, dont celle de l'assassinat du leader du mouvement, Chico Mendez, en 1988. Cet épisode, suivi par de nombreux scientifiques au monde, a sonné l'alarme sur l'incidence des activités qui au nom du « développement », pourrait mettre en péril l'équilibre de la planète. Le constat était clair : l'exploitation forestière à grande échelle engendre la disparition des forêts et de sa biodiversité.

Suivant Empeaire (1994), le terme extractivisme désigne les systèmes d'exploitation des ressources destinées à une commercialisation « Au sens large,

l'extractivisme regroupe toutes les activités de prélèvement sur le milieu, qu'il s'agisse de produits végétaux, animaux ou minéraux » (Emperaire, 1994 p. 24).

Dans une approche positive, la Banque Mondiale affirme que les activités extractives offrent une opportunité économique pour réduire la pauvreté et pour stimuler le développement si une bonne gouvernance et une gestion transparente se fait dans les pays qui ont de ressources à exploiter, tout en respectant les besoins de la communauté et de l'environnement³⁸.

Au fil de dernières décennies, plusieurs pays se sont empressés à intégrer à l'économie mondiale à travers l'implantation de politiques néolibérales radicales. Des politiques qui ont favorisé l'augmentation d'activités extractives valorisant le capitalisme (Bebbington, 2009, 2010). Dans ce contexte, le terme extractivisme a été repris par différents académiciens qui s'intéressent, avec un regard critique, au développement politique et économique de la région (Escobar, 2001; Giarraca et Teubal, 2010; Ortiz, 2011). Pour Acosta (2009), l'extractivisme est un mode d'accumulation qui entraîne des distorsions de la structure et de l'assignation des ressources économiques en concentrant la richesse et en augmentant les inégalités pendant que la pauvreté se généralise. Selon cet auteur, la promotion de l'extractivisme comme réponse aux besoins du développement a engendré ce qu'il appelle « le paradoxe ou la malédiction de l'abondance », une métaphore qui rappelle la pauvreté de la région malgré sa richesse en ressources naturelles. Une analogie qui invite également à repenser d'autres modes de développement.

Pour leur part, le chercheur uruguayen Eduardo Gudynas (2013) définit le concept de la manière suivante :

Un type particulier d'extraction de ressources naturelles en grand volume. Cette extraction se fait par des moyens qui entraînent de hauts impacts socio environnementaux. Elle est destinée à l'exportation en tant que matières

³⁸ The World Bank, [s. d.]. *Extractive industries*. Récupéré le 27 septembre 2014 de <http://www.worldbank.org/en/topic/extractiveindustries>

premières à l'état brut, ou ayant subi une première transformation³⁹. L'extractivisme comprend non seulement le secteur minier et celui d'hydrocarbures, mais aussi la monoculture. Cette définition intègre une dimension locale dans laquelle l'extraction affecte des communautés et des écosystèmes et une dimension globale dans laquelle on reconnaît que l'appropriation des ressources naturelles se fait à l'échelle internationale.

Selon l'auteur, « quand les débats s'installent sur les plans national et international, ils [les communautés] ont en tout temps un projet spécifique comme repère. En conséquence, une définition de l'extractivisme doit toujours prendre en compte ce lien intime avec les mobilisations citoyennes » (Ibid, p. 4)

D'autre part, la sociologue argentine Maristela Svampa (2011) affirme :

L'extractivisme qui cherche à s'implanter sur le territoire latino-américain est fondé sur l'appropriation irresponsable de ressources naturelles non renouvelables créant de nouvelles dissymétries économiques, politiques et environnementales entre le Nord et le Sud [...] tout cela n'a fait que renforcer les processus de fragmentation territoriaux et la consolidation d'enclaves exportatrices.

2.3 Les mouvements sociaux

L'analyse du phénomène social des mouvements de résistance aux mégas projets miniers se fera dans le cadre théorique des Nouveaux Mouvements sociaux (NMS) construit notamment par Alain Touraine et Alberto Melucci, qui accordent une importance particulière aux aspects culturels et identitaires pour l'action collective en essayant de comprendre le contexte du mouvement, les motivations et les formes de fonctionnement et d'organisation du mouvement étudié.

³⁹ Dans le cas qui nous occupe, une première transformation consiste à traiter le minerai (roche) pour le rendre propre à l'échange international en tant que métal.

Pour Alain Touraine (Touraine, 1973, p. 361), le mouvement social est défini comme « un acteur d'un champ d'action historique », un moteur de la vie sociale. Il fait valoir la nature culturelle des mouvements à partir de la symbiose de trois principes : l'identité (prise de conscience de conflits de valeurs, intérêts que le mouvement protège ou défend), l'opposition (causes pour lesquelles il lutte et résiste) et la totalité (revendications collectives) (Touraine, 1978). Pour lui, les mouvements sociaux incarnent un projet de changement social et de participation politique qui met en évidence les rapports de pouvoir, la nature culturelle de l'action collective et la mobilisation (Touraine, 1978, p. 107).

Pour sa part, le sociologue italien Alberto Melucci souligne à cet égard que les mouvements sociaux (MS) sont des « laboratoires de changements sociaux » qui proposent de nouvelles formes d'organisation à la société politique (1989). L'expression de lutte et de résistance d'un mouvement met en évidence un conflit social dans la mesure où ses membres perçoivent une condition d'injustice, d'oppression ou d'exclusion (1994, p. 120). Dans le cas qui nous occupe, l'intégration des préoccupations environnementales au sein des mouvements de résistance envers l'extraction minière devient une revendication « matérielle et symbolique » (Melucci dans Scribano, 2003, p. 78). La structure de ces mouvements est, en elle-même, un message contre le modèle dominant. Elle représente la lutte et l'opposition aux valeurs imposées par la société dominante.

Toujours d'après Melucci (1994), l'analyse des mouvements sociaux doit intégrer une réflexion sur l'identité collective qu'il définit par lui comme un processus d'attribution de signification sociale, une structure motivationnelle commune avec laquelle des individus peuvent s'identifier, se reconnaître et recréer un *nous*. Pour lui, il ne peut pas avoir d'action collective sans identité, c'est la base de la mobilisation sociale et de l'agir ensemble : « les biographies des participants d'un mouvement témoignent souvent de l'importance d'un tel facteur de reconnaissance comme expérience émotive profonde qui suscite leur participation et leur engagement à la cause » (Melucci, 1996, p. 300).

En ce sens, Néveu affirme que l'identité collective passe par l'affirmation – ou la réaffirmation des valeurs et du style de vie du groupe posés comme les normes légitimes de comportement (2011, p. 81). « La dimension identitaire prend encore une place singulière dans le travail de mobilisation des groupes qui se heurtent à une forte stigmatisation et doivent gérer des images sociales très négatives » (ibid). Et c'est précisément cet aspect qui est mis en évidence dans les cas de conflits associés à l'industrie minière. En accord avec Javaloy (1993), la construction d'identités collectives au sein des mouvements sociaux est une constante négociation et relation avec l'entourage ». Une négociation que, selon notre point de vue, adapte en permanence, les stratégies et les discours de résistance aux impacts de mégaprojets miniers. Une résistance qui selon Ortner (1995) doit être comprise non seulement comme une opposition à la domination, mais aussi comme l'opportunité d'établir des alliances entre les différents acteurs sociaux.

Dans le cadre de notre analyse, nous sous-entendons le concept de résistance comme un ensemble de stratégies et de discours qui prétend consolider un contre-pouvoir visant à favoriser le bien commun. Selon Thésée et Carr (2008), pour les populations ou les communautés opprimées, résister n'est pas seulement survivre, c'est aussi devenir.

« Les résistances à l'extractivisme sont, sans ambiguïté, des mouvements de lutte, qui assument le conflit, se construisent et construisent *dans* le conflit. [...] C'est refuser la fatalité de l'impuissance et, malgré l'urgence et la flagrante asymétrie des forces, trouver l'énergie nécessaire pour lutter : apprendre, faire valoir ses craintes (re)tisser les liens, créer des 'chaînes de solidarité', s'engager dans les batailles juridiques ou des actions risquées, se réapproprier une démocratie confisquée et de mille façons possibles, transmettre l'importance de ce qui est en jeu » (Bednick, 2013)

2.4 L'éducation populaire

L'éducateur Paolo Freire a développé le champ de l'éducation populaire en Amérique latine, principalement au Brésil. Il a proposé une pédagogie de la libération à travers laquelle le dialogue devient une perspective d'émancipation des sujets. Il faut remarquer que sa proposition théorique ne s'adresse pas à tout sujet en général, mais bien aux sujets défavorisés historiquement et opprimés par le capitalisme. L'éducation populaire selon Freire consiste, d'une part, à comprendre collectivement cette oppression et, d'autre part à élucider de façon proactive, des choix alternatifs pour la transformation du monde. Il s'agit d'une éducation conscientisant, critique et créative qui repose sur l'action et la réflexion permettant de transformer les réalités (Gerhardt, 2000 In Villemagne 2005, p.125). Selon cet auteur, l'humain est donc capable d'agir et de réfléchir pour développer une conscience critique et libératrice. L'action collective doit d'abord passer par une reconnaissance lucide et claire de la situation, par l'identification et la compréhension des facteurs qui y sont associés et par le développement d'habiletés propres à ces actions.

En ce sens, l'éducation populaire que s'expérimente au sein des mouvements sociaux en résistance à l'extraction minière, potentialise un processus d'organisation sociale qui se manifeste contre l'oppression d'un modèle économique imposé par le capitalisme. Suivant Henriques et Torres (2009), la mission historique de l'éducation populaire réside dans la formation du pouvoir populaire : « que les groupes sociaux participent à la construction d'une société, à travers un effort collectif d'organisation et mobilisation, dans le but de créer les conditions nécessaires d'une société basée sur des relations justes, solidaires et équitables »

2.4.1 L'apprentissage dans l'action

Pour Freire (1973), les théories socioconstructivistes rappellent que l'apprentissage, dans toute sa complexité et sa richesse, est une dimension de la pratique sociale. Par conséquent, elles mettent en évidence et valorisent les interactions sociales. Pour cette raison, les mouvements sociaux sont aussi reconnus par des experts de l'éducation des adultes comme de « nouveaux noyaux d'apprentissage » (Orellana 2012; Sauvé et Batellier, 2011, Sauvé, 2007; Welton, 1997) qui par de leur nature, sont porteurs de forces éducatrices significatives (Holst, 2002). Plusieurs auteurs (Villemagne, Brunelle et Sauvé, 2005; Orellana, 2005) reconnaissent le rôle clé de ces mouvances comme source d'apprentissage créant des conditions favorables à l'appropriation du milieu de vie et des problématiques par les individus et les collectivités.

L'apprentissage dans l'action qui se fait au sein des mouvements sociaux est un processus de développement de connaissances, d'engagements et d'accentuation de l'esprit critique (Sauvé, 2007). Il s'agit d'une forme d'apprentissage non planifié qui émerge de l'interaction sociale ou de l'action collective, également appelée apprentissage écosocial (Sauvé, 2013). Bien que ce sujet demeure peu développé, quelques études ont attiré notre attention. Gagnon (2013) s'est intéressée à mieux comprendre l'efficacité et la pérennité de la mobilisation autour du gaz de schiste au Québec. Ses analyses constatent que le mouvement a pu susciter un désir d'apprentissage propice au développement d'une intelligence citoyenne et des compétences à l'action collective nécessaires à la compréhension des enjeux et à l'exercice de la participation active à la vie politique.

Pour sa part, Kwai (2007) explore les apprentissages acquis lors des luttes d'un mouvement social mobilisé contre l'industrie minière au Ghana en Afrique. Cette auteure met en évidence que l'apprentissage dans la lutte (learning in struggle) est multi dimensionnel, il peut être ouvert et explicite ou encore, il peut adopter des

formes plus subtiles ou discrètes. En s'appuyant sur Foley (1999)⁴⁰, elle identifie deux types d'apprentissages qui émergent de la lutte : le premier fait référence aux compétences et connaissances acquises, tandis que le deuxième renvoie à la compréhension ou perception du monde, appelé par Freire (1970) conscientisation. Ce dernier est un type d'apprentissage qui aide aux membres à comprendre leur engagement dans la lutte comme un processus de transformation vers la réalisation du changement social.

Azkarraga (2008) et Orellana et al. (2010), se sont aussi intéressés au mouvement de résistance au projet Pascua-Lama, situé à la frontière entre le Chili et l'Argentine. Pour Azkarraga, l'apprentissage social résulte du processus de réflexion collective qui se fait pour renforcer les capacités et les connaissances de communautés en lutte. De sa part, Orellana et al., suggèrent que la diversité et la complémentarité des stratégies de résistance déployées illustrent le niveau de conscience développé par le mouvement.

Quant à Aube (2010), qui étudie le cas du mouvement de résistance de la vallée de Siria au Honduras, il souligne que pour certains membres le fait de s'impliquer dans les débats à l'intérieur du mouvement devient une source d'apprentissage qui leur permet d'acquérir de l'expérience sur la scène politique.

Nous retenons donc que les mouvements sociaux offrent un riche espace pour s'approprier du milieu de vie et des problématiques associées. S'engager activement dans un mouvement social oblige à apprendre à dénoncer les injustices et à exiger de droits, dans un cheminement de développement de compétences et connaissances multidimensionnelles. Il s'agit d'un processus par lequel on apprend, inévitablement, à devenir citoyen participant à la vie politique. De citoyens capables

⁴⁰ Foley (1999), souligne que l'apprentissage dans l'action sociale et dans les luttes populaires est un «apprentissage-incident» qui émerge par intuition et de manière spontanée, sans que les membres prennent conscience qu'ils sont en situation d'apprentissage.

de résoudre les problèmes de l'environnement (Melucci, 1994), ce qui, à notre avis, constitue la richesse des mouvements de résistance aux impacts des mégaprojets miniers.

2.5 L'écocitoyenneté au sein des mouvements

Les discours des citoyens qui participent à la résistance aux entreprises minières portent un regard critique face au mode de développement en vigueur (Roy, 2011; Sauvé, 2007; Orellana et al 2008; Orellana, 2012). En ce sens, les idées du « Bien Vivre » ou « Vivre Bien » comme portes de sortie ou de transitions à l'extractivisme (Gudynas, 2012) repositionnent les rapports entre l'homme et la nature⁴¹. Pour Leff (1978, p.13), cet aspect révèle une conscience écologique caractérisée entre autres par une « perception du soi en tant que composante d'un système plus large et holistique ». Basée sur cette pensée critique se bâtit la notion de responsabilité écologique, associée à la conscience des droits sociaux, ce qui renvoie au concept d'écocitoyenneté (Séguin et al, 2005, Verdier, 2010; Bader et Sauvé, 2011; Sauvé et Batelier, 2011; Orellana, 2012).

En accord avec Legardez (2011), l'écocitoyenneté associe étymologiquement deux idées : le préfixe « éco » de la racine grecque *oikos* (habitat), employé habituellement pour désigner le concept de « milieu » et le terme de « citoyenneté » dont le sens a évolué au cours du temps. D'après Roesch (2003), l'écocitoyenneté représente une intégration de dimensions environnementales dans les différentes facettes de la vie quotidienne de la population en général au nom d'une responsabilité civique de la personne envers son milieu. Aujourd'hui, la citoyenneté concerne la participation active à la gouvernance : on n'est plus seulement gouverné, on devient gouvernant (Seguin, de Coninck et Tremblay, 2005). Selon

⁴¹ Idées dans lesquelles la nature est porteuse de droits, un bien commun.

Sauvé, Brière et la Chaire ERE-UQAM (2011), l'écocitoyenneté est une forme de rapport au monde axé sur le « vivre ensemble », qui s'applique à la responsabilité collective à l'égard du vivant et ses systèmes de vie, dont l'humain est partie intégrante.

Adopter un rapport au monde selon cet axe peut marquer la naissance de nouvelles identités citoyennes qui reflètent l'intégration de deux dimensions : l'écologique et la politique (Latta et Wittman, 2010). Cette conception reconnaît que la citoyenneté et la nature sont dynamiques et mutuellement interdépendantes (Ibid). En accord avec la pensée de Thomashow (1995), l'intégration des identités politique et écologique (ou environnementale) permet l'émergence et le développement d'une citoyenneté écologique.

Dans cette recherche nous croyons pertinent de retenir donc le concept d'écocitoyenneté parce qu'il met en relief l'importance de développer une approche critique et politique dans les mouvements sociaux qui font face à la problématique complexe engendrée par les projets miniers.

CHAPITRE III

ARTICLE : RÉSISTANCE SOCIALE AUX ENTREPRISES MINIÈRES EN ARGENTINE

*You must be the change
You wish to see in the world.
Mohatma Gandhi*

Résumé

L'expansion des entreprises minières suscite de profondes controverses en Amérique latine. Les communautés qui subissent les impacts de ces projets se trouvent au cœur des conflits socioenvironnementaux. Cet article s'intéresse particulièrement au cas de l'Argentine où, dans un contexte de permanente confrontation politique et citoyenne, émergent une diversité de mouvements socioenvironnementaux qui introduisent une perspective critique pour la défense des biens communs.

Introduction

Depuis les années 1990, la multiplication de compagnies extractives, particulièrement minières, se constate dans plusieurs pays d'Amérique latine comme le Mexique, la Colombie, le Pérou, l'Équateur, le Chili, l'Argentine, le Brésil et

d'autres. Les efforts déployés par les sociétés minières transnationales pour s'approprier des territoires riches en minéraux ont été fructueux : en 2013, le site InfoMine enregistrait 2394 projets miniers⁴² œuvrant sur le territoire latino-américain et le nombre de permis d'exploitation octroyés par les gouvernements augmente constamment.

Selon plusieurs auteurs (Gudynas, 2009, 2012; Bebbington et Humphreys, 2010; Svampa, Alimonda, Zibechi, 2011; Martinez-Alier, 2012), le modèle extractif adopté en Amérique latine, fondé sur la surexploitation de ressources naturelles non renouvelables⁴³, vise essentiellement l'exportation dans le but d'alimenter un niveau de consommation soutenu et le modèle d'accumulation actuel (Svampa, Bottaro et Sola, 2009). Ce modèle fonctionne par la mise en place accélérée de projets à grande échelle, sans égard aux territoires et aux populations. Plusieurs auteurs mettent en évidence les impacts socioenvironnementaux et culturels (Yáñez et Molina, 2008; McDonald, Renauld, 2009; Saguier, Orellana et Marleau, 2011; Bianchini, OCMAL, 2011; Levacher, CINEP, la Chambre des communes du Canada, Bebbington et al, 2012), ainsi que politiques et économiques (König et Wählin, Wagner et Giraud 2011; FIDH, Damonte et Glave, 2012) de ces projets, qui sont associés au déclenchement de nombreux conflits socioécologiques en Amérique latine.

Du Mexique au Chili, des communautés paysannes et des peuples autochtones résistent activement à l'imposition de ce modèle extractif qui apparaît porteur de violations de droits. Selon Enrique Leff (2005, *p. 155-159*), ce modèle « crée une situation de dépendance coloniale ou néocoloniale qui engendre la dégradation du potentiel productif du pays et qui brise en même temps, les mécanismes écologiques et culturels associés aux forces productives ».

⁴² InfoMine [s.d.] *Mining companies and Mineral properties*. Récupéré le 25 octobre 2013 de [http://www.infomine.com/...](http://www.infomine.com/)

⁴³ Notamment des matières premières telles que le pétrole, le gaz, les minerais et celles destinées à l'industrie agroalimentaire et à la production des biocarburants tels que le soja ou le maïs.

En effet, la présence de projets miniers, aujourd'hui considérablement polluante, exerce une forte pression sur les ressources naturelles, en particulier sur l'eau nécessaire à la subsistance des communautés qui vivent à proximité des projets miniers.

3.1 Contexte d'implantation des entreprises minières en Argentine

Depuis les années 1990, l'implantation des politiques néolibérales, dont la dérégulation de l'État, l'ouverture économique et la privatisation de services publics, a entraîné un élargissement des inégalités sociales en Argentine (Brouillard, 2013). Le seuil de pauvreté en 2012 correspondait à 24,5 % de la population du pays, selon le Baromètre de la dette sociale de l'Université catholique argentine (EDSA, 2012). De plus, en 2013, 20 % des enfants et des adolescents entre 0 et 17 ans se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire (Tuñón, 2013).

Dans le milieu rural, l'application des réformes socioéconomiques néolibérales sur le secteur agricole a privilégié une agriculture capitaliste et latifundiste (Fernandes, 2005). Les populations rurales, notamment les petits et moyens producteurs, ont été affectées par ces réformes. Des milliers de personnes ont abandonné leur communauté dans le but de trouver un emploi et d'améliorer leur qualité de vie dans les grandes villes. En 2013, seulement 7 % de la population du pays habitait en milieu rural (Banco Mundial, 2013). Malgré que la terre est une ressource fondamentale pour la sécurité alimentaire et la croissance économique d'un pays, l'Argentine est, après le Brésil, le deuxième pays en Amérique latine où il y a le plus d'accaparement des terres, c'est-à-dire une appropriation des terres agricoles par des propriétaires extérieurs au pays : 10 % des terres fertiles sont concentrées entre les mains de particuliers étrangers, de grandes compagnies internationales et de pays, notamment la Chine, la Corée du Sud, l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui souhaitent disposer de réserves alimentaires et naturelles dans le futur (Sili et Soumoulou, 2011; CEPAL, FAO, IICA 2012). D'après Maristella Svampa (2011), le

modèle d'accumulation fondé sur la surexploitation des ressources naturelles non renouvelables fait en sorte qu'une grande partie du territoire argentin est dédiée à la monoculture transgénique⁴⁴, aux biocarburants, aux mégabarrages hydroélectriques, au pétrole et à l'exploitation minière. Tous des projets à grande échelle qui exercent un fort impact sur les territoires et les populations.

Selon Adolfo Pérez Esquivel⁴⁵, « il s'agit d'un riche pays appauvri, avec un haut indice de pauvreté structurelle et d'exclusion sociale [...] les peuples autochtones et paysans sont victimes des politiques de la dépossession [...] l'Argentine est un pays qui a perdu sa souveraineté, un pays qui n'a le contrôle ni sur ses industries, ni sur ses ressources naturelles » (Pérez-Esquivel, 2011, p. 9).

Les entreprises minières transnationales arrivent dans ce contexte. C'est à partir des années 1990 que la participation de ce secteur dans la structure économique nationale a été significative (Lezzi, 2011)⁴⁶. En effet, durant le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999), la nation a développé des politiques néolibérales qui cherchaient effectivement à attirer l'investissement minier étranger (Renauld, 2009). En particulier, le code minier du pays a été refaçonné pour stimuler l'investissement étranger en offrant d'importants bénéfices fiscaux aux grandes compagnies : stabilité fiscale sur 30 ans, plafond de 3% de redevances pour les provinces, exonérations fiscales au niveau municipal, entre autres (Institut Fraser 2011; Dedeu, 2012). Ce code

⁴⁴ D'après Trigo (2011), on retrouve en Argentine 22 millions d'hectares de soja, de maïs et de coton transgéniques, destinés notamment à fournir du biocarburant aux autos et à nourrir les porcs en Chine (Zamora, 2011, p. 127).

⁴⁵ L'Argentin Adolfo Pérez Esquivel a reçu le Prix Nobel de la paix pour son travail de défense des droits humains en 1980. Il est directeur, depuis 40 ans, de l'ONG *Service Paix et Justice* (SERPAJ) qui agit en tant que consultant auprès de l'ONU et de l'UNESCO.

⁴⁶ Avant la conquête de l'Argentine par les Espagnols, les autochtones exploitaient des gisements aurifères au nord, au centre et à l'ouest du pays, mais il s'agissait d'exploitations rudimentaires et insignifiantes (Sommi, 1956; Wagner, 2010 et lezzi, 2011). Jusqu'aux années 30, l'Argentine devait son progrès économique, en grande mesure, au développement de l'agroélevage (Lavandaio, 2008). « L'élevage a transformé les terres inhospitalières, cette évolution rend inadaptée l'étroite structure coloniale, détermine l'indépendance politique, impose de nouvelles formes de production, façonne les régimes de gouvernement et finit par aider le développement de sa partenaire, l'agriculture, en cherchant à produire de meilleures viandes » (Giberti, 1981).

minier établit également que les mines de catégorie 1 (or, argent, nickel et uranium) sont la propriété de l'État (provincial ou national) et que leur exploitation ne peut se faire qu'à travers l'octroi de concessions privées (Resels 2009; Renault, 2009).

Au cours des dernières années, les activités minières en Argentine ont battu des niveaux records d'injection de capitaux, d'exploration et d'exportation (Martínez, 2007; Aranda, 2008; Renault, 2009; Secretaría de minería Argentina, 2011). Entre 2003 et 2011, les exportations de minerais ont augmenté de 425 % (Dedeu, 2012). De toute évidence, la remontée des cours des métaux jusqu'en 2008 a fait apparaître l'exploitation minière comme une occasion de relancer l'activité économique après la crise de 2001⁴⁷. Les anciennes mines ont rouvert et les projets miniers se sont multipliés. En 2013, le site web d'Argentina InfoMine recensait 216 compagnies minières et 304 propriétés sur le territoire de la nation⁴⁸. Parmi les 145 compagnies qui réalisent des travaux d'exploration, plus de 40 % proviennent du Canada (Rojas et Asociados, 2012).

En ce moment, les principaux mégaprojets en cours sont les suivantes :

⁴⁷ Alternatives au développement extractif et anthropocentré [01/06/09] *Argentine - Halte à la politique minière destructrice, danger pour la cordillère des Andes!* Récupéré le 8 juillet 2013 de [http://www.aldeah.org/...](http://www.aldeah.org/)

⁴⁸ Argentina Infomine [01/06/09]. *Compañías Mineras en Argentina*. Récupéré le 14 novembre 2013 de <http://argentina.infomine.com/companies/>

Tableau 3.1
Principaux mégaprojets en Argentine

Projet	Minerais extraits	Province	Entreprise
Bajo Alumbreira	La Or, cuivre et molybdène	Catamarca	Xtrata Pic (Suisse) Goldcorp Inc et Yamana Gold (Canada)
Cerro Vanguardia	Or et argent	Santa Cruz	AngloGold Ashanti (Afrique)
Veladero	Or et argent	San Juan	Barriek Gold Corporation, Silver Wheaton Corp (Canada)
Mina Aguilar	Ploimb, zinc et argent	Jujuy	Glencore (Suisse)
Farallon Negro	Or, argent et manganèse	Catamarca	YMAD (Argentina)
Gualcamayo	Or et argent	San Juan	Yamana Gold (Canada)
Manantial Espejo	Argent et or	Mendoza	Panamerican Silver et Silver Standar Resources (Canada)
Mina Martha	Argent	Santa Cruz	Cœur D'Alene Mining Corp (États-Unis)
San José	Argent et or	Santa Cruz	Minera Hochschild (Royaume-Uni) et Minera Andes (Argentina)
Salar del hombre muerto	Lithium	Catamarca	FMC Lithium Corp (États-Unis)
Rio Turbio	Charbon	Santa Cruz	YCRT (Argentina)
Sierra Grande	Fer	Rio Negro	MCC
Pirquitas	Argent, étain et zinc	Jujuy	Silver Standart Resources (Canada)
Agua Rica	Cuivre, molybdène et argent	or, et Catamarca	GoldCorp Inc, Yamana Gold Inc, Newmont Mining Corp (Canada) et Glencore (Suisse)

Élaboration propre à partir de <http://argentina.infomine.com/companies/>

Pour le gouvernement argentin, le développement minier est apparu comme la formule clé du développement du pays. Le président Kirchner l'illustre clairement dans un discours prononcé en 2004 : « Il faut que la population perçoive le secteur minier comme un apport au progrès, au travail, à l'amélioration de la qualité de vie, au développement économique et à la croissance des régions où ces projets se développent ». Or, selon Ortiz (2007), les entreprises transnationales qui s'étalent sur le territoire argentin en générant d'énormes profits n'apportent que très peu de bénéfices au pays et aux communautés où se trouvent les gisements.

3.2 Les mouvements sociaux en Argentine

L'Argentine a connu de grandes difficultés sociopolitiques qui ont ébranlé le cours de son histoire : six coups d'État entre 1930 et 1976, une dictature militaire de 1976 à 1983, et une profonde crise financière entre 1998 et 2001. Ces périodes politiques et économiques chaotiques ont été à l'origine de fréquentes crises sociales dans le pays.

Par contre, ces événements historiques marquants ont donné naissance à une diversité de mouvements sociaux d'une grande importance. D'abord, le mouvement syndical⁴⁹, né à la fin du 19^e siècle, qui fut l'un des plus importants piliers de l'action collective au pays dans la lutte pour les droits des travailleurs (Dallaire, 2009). Ensuite, le mouvement des Mères de la Place de mai, né dans les années 1970, qui dénonçait la disparition de trente mille personnes et l'impunité de l'État pendant la dictature⁵⁰; il a contribué à la défense des droits de la personne et de la justice

⁴⁹ Il s'agit mouvement ouvrier qui surgit renforcé par des idéologies anarchistes et socialistes véhiculées essentiellement par la forte population immigrante, notamment originaire d'Italie et d'Allemagne, entre 1880 et 1899. Voir Godio, 2000.

⁵⁰ Une dictature militaire s'est imposée en Argentine suite à un coup d'État en mars 1976. Une junte militaire a gouverné le pays jusqu'en 1983 imposant un régime de terrorisme d'état violant massivement les droits humains et causant la disparition de dizaines de milliers de personnes.

sociale. Ce mouvement a aussi apporté sa contribution pédagogique aux mouvements sociaux avec la création d'une université d'éducation populaire (Dumont, 2007). Plus récemment, dans les années 1990, le mouvement « *piqueteros* », un mouvement de sans-emploi qui revendiquait les droits économiques bafoués par la grave crise financière des années 2001, a contribué à la transformation du système politique et social du pays⁵¹ (Guité, 2006; Nadeau, 2012). Le mouvement national des usines récupérées par leurs salariés est également un autre mouvement qui, lancé dans une quête créative d'alternatives à la globalisation néolibérale, a développé un modèle d'autogestion qui suscite l'intérêt des altermondialistes (Quijoux, 2012).

D'après Armony (2004), l'engagement réflexif des membres de ces mouvements marque un tournant dans l'histoire de la contestation en Argentine et même dans le monde. Ces mouvements qui dénonçaient, avec beaucoup de courage, la violation des droits et revendiquaient des conditions de vie dignes et équitables pour tous ont laissé un héritage d'action collective (Guité, 2006) sans précédent. Selon Mirza (2006), il s'agit de mouvements qui, par leur degré d'organisation, leur aptitude à proposer, leur capacité à convoquer, leur degré d'autonomie, leur discours politique et leur taux d'adhésion, ont permis, d'une certaine façon, d'influencer tant la scène politique que la sphère culturelle et idéologique de la société.

3.3 Les résistances sociales aux entreprises minières

L'expansion accélérée des compagnies minières qui a signifié l'implantation de projets de grande envergure dans tout le pays, notamment en région, a suscité une forte réaction de la part des communautés.

⁵¹ Une transformation qui, selon ces auteurs, entraîne de nouvelles formes de représentation et de participation politique ainsi que l'établissement d'un rapport d'autonomie envers les institutions et des mécanismes de gouvernance et d'inclusion sociale.

L'émergence des mouvements de résistance aux entreprises minières a débuté dans la ville d'Esquel, province de Chubut en Patagonie. En 2003, l'entreprise Meridian Gold déclare son intention d'augmenter l'extraction d'or et d'argent en construisant une mine à grande échelle (75 % à ciel ouvert, 25 % souterraine) qui prévoit extraire 300 000 onces de minerai par année (IDENSA, 2011). Malgré que la région ait besoin d'une réactivation économique, une grande partie des citoyens se mobilisent pour s'informer des impacts d'une telle activité. Le constat de l'utilisation du cyanure, et de ses potentielles conséquences sur les ressources hydriques et sur l'environnement en général, bouleverse les habitants d'Esquel. La population, voyant une menace à son mode de vie, s'organise sous la consigne « voisins autoconvoqués ». L'opposition au projet devient évidente. La mobilisation pour la protection de l'environnement, des moyens de production locaux et des formes traditionnelles de représentation politique et de participation citoyenne, s'organise rapidement. C'est ainsi qu'en mars 2003, un plébiscite auquel 75 % de la population participe démontre clairement le refus d'un tel projet : 81 % des votants choisissent l'option « non à la mine » (Schiaffini, 2003; Claps et Colao, 2005; Marín, 2009).

Il s'agit d'un des cas les plus emblématiques du pays. Selon Bottaro et Sola (2012), c'est la première expérience qui illustre clairement la détermination de la population à défendre l'environnement et les modes de vie locaux. Cette mobilisation a remis en question les formes traditionnelles de représentation politique et de participation citoyenne à travers différents modes d'organisation tels que : manifestations publiques, diffusion d'information sur Internet, campagnes de sensibilisation radiophoniques, rencontres informatives dans les écoles, etc. Ce mouvement a donné naissance à la toute première *Asamblea ciudadana de autoconvocados* (assemblée citoyenne autoconvoquée) au pays (UAC, 2011).

La compréhension des impacts négatifs des projets miniers et l'expérience de mobilisation et de participation qui s'est développée à Esquel ont eu une forte influence dans différentes villes du pays où l'installation de mines était planifiée. En s'inspirant de cette expérience, une multitude d'assemblées citoyennes a vu le jour. Il s'agit d'un processus que la chercheuse argentine Maristella Svampa (2008)

qualifie de « nouvelle cartographie des résistances », marquée par l'explosion des luttes socioenvironnementales. Cette prise de conscience a permis de faire face au phénomène d'expansion de projets miniers et d'agir collectivement. Dans ce cadre, plusieurs assemblées préoccupées par les problématiques socioenvironnementales ont émergé, se sont consolidées et enrichies mutuellement au niveau national (GER-GEMSAL, 2010).

3.3.1 L'Union d'Assemblées Citoyennes (UAC)

L'émergence des assemblées citoyennes à la grandeur du territoire argentin est principalement attribuable à la multiplication simultanée de projets miniers dans tout le pays (Cerruti et Silva, 2010) et à l'historique de conflits (accumulés) avec les transnationales minières dans le monde (Wagner et Giraud, 2011), comme celui de Barrick Gold en Afrique et de Gold Corp et Xstrata Cooper en Amérique latine.

En 2006, l'appel à l'union de luttes environnementales et à l'auto-organisation des communautés a été lancé et une nouvelle structure organisatrice a été créée : l'Union d'Assemblées Citoyennes (UAC). Ce mouvement est né avec le propos d'unir les forces et de contrer l'avancement systématique des projets transnationaux qui découlent du modèle néolibéral. Il s'agit d'un espace national d'articulation et de construction de stratégies collectives d'échanges d'expériences de lutte et d'apprentissage collectif (UAC, 2011). La création de l'UAC résulte de la dynamisation et de la multiplication des résistances sociales face au modèle de développement « extractif-exportateur » mis de l'avant par ces projets miniers. Ce modèle, répandu en Amérique latine, est basé principalement sur l'exportation de ressources naturelles non renouvelables, nécessaires pour soutenir le niveau de consommation et le modèle d'accumulation en vigueur (Svampa, Bottaro et Sola, 2009).

L'UAC illustre bien l'ampleur de la mobilisation contre ce modèle. Elle regroupe une hétérogénéité d'organisations socioenvironnementales et éducatives, des

organisations paysannes, des collectifs artistiques, culturels et d'artisans, des assemblées de voisins et voisines autoconvoquées, des collectifs écologiques et des groupes dédiés aux droits de la personne, des médias alternatifs, des équipes de recherche, des personnes non partisans et indépendantes de l'État. Cette organisation s'articule en tant qu'espace de discussion sur les luttes contre les entreprises minières, les papetières, les hydroélectriques, le secteur pétrolier, la monoculture, les agrototoxiques et le processus de déforestation, la pollution urbaine, la destruction des écosystèmes, la privatisation, l'accaparement des terres par des intérêts étrangers et l'expropriation des communautés autochtones de leurs territoires⁵². « L'UAC peut être considérée comme un réseau de territoires qui manifeste et qui conteste l'ensemble des projets qui mettent en péril les territoires et les biens communs » (Scribano – Schuster, 2001, p. 20). Dans ce contexte, selon la perspective de Ceceña (2004) le territoire est compris comme : « un lieu dans lequel on bâtit la culture, qui produit et reproduit l'intersubjectivité et la vision du monde, un endroit où se tissent les relations sociales et la possibilité d'un avenir; pour cette raison, le territoire configure une place où l'autonomie se concrétise ». Un espace non seulement physique, mais aussi symbolique.

Les processus d'organisation interne et d'action citoyenne au sein de l'UAC présentent des caractéristiques et des particularités spécifiques selon les contextes locaux et la diversité des acteurs qui y participent. Cependant, quelques caractéristiques communes émergent. L'UAC s'inspire d'un répertoire d'actions et de stratégies de résistance développées par les mouvements sociaux historiques argentins mentionnés précédemment. Par exemple, la stratégie du barrage de routes (*cortes de ruta*) déployée de façon inédite par le mouvement *Piqueteros*⁵³ est aussi adoptée par l'Union d'assemblées citoyennes. Selon Merklen (2012), le barrage de routes et de points d'accès aux centres urbains ou de travail pendant des

⁵² <http://asambleasciudadanas.org.ar...> Consulté le 19 avril 2010.

⁵³ Selon Armony (2004), des milliers de travailleurs licenciés érigeaient les premiers barrages routiers en 1996 dans la province de Neuquén.

périodes relativement prolongées a été efficace en raison de sa capacité de perturber la circulation des biens et des personnes, ainsi que par leur visibilité, que les médias contribuent à multiplier. D'après Scribano (2003), « cette stratégie permet de rendre visibles les acteurs qui, à cause du modèle néolibéral, étaient invisibles [...] Les barrages de routes fournissent des lieux pour développer des modes organisationnels démocratiques et horizontaux [...] ainsi qu'une diversité complexe d'identités à partir de l'action collective ». D'autres actions mises en œuvre par l'UAC sont les « *escraches* » d'abord employées par les mouvements des droits humains visant particulièrement les assassins et les tortionnaires du régime militaire. Cette dernière forme de résistance consiste à faire un grand vacarme devant la maison ou les lieux de travail et de fréquentation des personnes tenues responsables de la violation des droits. Dans le cas de l'UAC, il s'agit des fonctionnaires, des entrepreneurs ou des politiciens responsables des impacts négatifs de l'implantation minière. Ce sont des actions autoaffirmatives qui permettent de repenser l'éthique et de construire une expérience politique dans le but de condamner collectivement la norme hégémonique et de chercher, symboliquement, une justice sociale (Gradel, 2011). Elles visent notamment à susciter le mépris public envers ces individus. Selon Zibechi (2003), ces actions posent des défis aux autorités, amènent des questionnements dans la sphère publique et développent la solidarité entre les acteurs du mouvement.

En plus des actions et des stratégies communes, les revendications et les discours de l'UAC rappellent l'histoire des peuples d'Amérique latine (Wagner, 2010). L'histoire d'une région déchirée depuis l'époque coloniale par les mécanismes de dépossession et de saccage des richesses naturelles originelles (Galeano, 1997). En effet, aujourd'hui, la lutte contre l'expansion minière et la défense du territoire témoigne du pillage à l'âge colonial (Giarraca et Teubal, 2010). Cela démontre l'apprentissage qui découle de l'histoire des résistances : processus permettant de récupérer la mémoire historique pour la transformer en action politique à travers la mobilisation citoyenne (Herrera et Lopez, 2013).

Une autre particularité de l'UAC est le surgissement d'une identité en lien avec le territoire, laquelle se manifeste dans un discours porteur de revendications pour la justice sociale, la souveraineté populaire et la protection des milieux de vie. Il s'agit d'une identité que portent les citoyens, défendant pacifiquement leurs droits à partir du territoire habité, un territoire dans lequel ils souffrent ou risquent de souffrir des impacts des mégaprojets miniers (Montenegro, 2012). Ce mouvement dévoile une nouvelle perspective sur le monde et une nouvelle conception du développement. Selon Svampa (2010), « le pivot écoterritorial en Argentine constitue une nouveauté [...] il affleure d'un discours sur la territorialité influencé particulièrement par la cosmologie propre aux paysans et aux autochtones, historiquement invisibles et situés aux marges de la société » (p 90). Dans ce contexte de réflexion, la critique du concept de « ressources naturelles » dans son rapport avec celui de « bien commun » est élaborée collectivement. D'après Lambert et Cerruti (2011), la notion de bien commun adoptée rejette la marchandisation des richesses de la nature et offre une place au sentiment d'appartenance; elle renforce également l'identité écoterritoriale.

Un autre trait distinctif de ces mouvements socioenvironnementaux est, selon Bottaro et Sola (2012), la mise en pratique de la démocratie directe. L'UAC a ouvert des formes de participation, de débat et de prise de décisions selon une dynamique interne d'assemblée. Cette forme d'organisation conteste les leaderships individuels et invite tous les membres à avoir une voix et un vote sur l'avenir du mouvement en cherchant des consensus. D'après Rousset (2002), ces assemblées démontrent, par leur fonctionnement, le manque de représentativité des institutions formelles du pays.

Sept ans après sa création, l'UAC a effectué vingt-et-une rencontres d'analyse de la conjoncture nationale et de coordination de stratégies d'action provinciales et locales. Ces rencontres se sont déroulées tous les trois ou quatre mois dans douze provinces du pays⁵⁴ : Cordoba (2006, 2008, 2009); San Juan (2006, 2009, 2012);

⁵⁴ Parmi ses 23 provinces autonomes selon la constitution de 1853, révisée en 1994.

Mendoza (2007, 2008, 2012) ; La Rioja (2007) ; Entre Rios (2007) ; Catamarca (2008, 2010) ; Jujuy (2009) ; Chubut (2010) ; Santiago del Estero (2010, 2011) ; Buenos Aires (2011) ; Corrientes (2013) et San Luis (2013). Sa dynamique évolue donc avec une approche communautaire et collaborative en essayant d'avoir un regard holistique des problèmes communs.

Au sein de l'organisation de l'UAC, sont mis en place des comités permanents de travail auxquels on confie des mandats particuliers :

- Comité de presse et communications : réalise et diffuse des documents d'information pour les différentes assemblées, coordonne des actions face aux médias au niveau national et au niveau local, suscite l'échange des matériels produits par les assemblées, veille à ce que le site internet soit à jour et rédige des communiqués de presse.
- Comité d'éducation et formation : organise des espaces d'apprentissage sur différentes thématiques telles que l'eau, les glaciers, le territoire, le développement, la décolonisation, les résistances autochtones, la Terre-Mère, la criminalisation de la proteste sociale, les assemblées citoyennes et les mouvements de résistance, la cartographie sociale, la souveraineté alimentaire, les semences et autres.
- Comité de réflexion et analyse : Examine des sujets tels que les mégaprojets miniers et l'uranium, les monocultures et la fumigation, les tanneries, la pollution urbaine, les hydroélectriques, l'agro-industrie, la fracturation hydraulique (*fracking*), l'initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA), entre autres.
- Comité de légaux : offre un réseau d'assistance juridique qui a la mission de soutenir la défense des droits des groupes ou des personnes qui ont été criminalisés pour avoir dénoncé les impacts des actions des mégaprojets miniers, cela par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation

légale. Cette commission offre aussi des ateliers de formation et des outils légaux pour les assemblées.

Lors de chaque rencontre de l'UAC, diverses activités, ateliers, conférences sont offerts dans l'intention de consolider des projets alternatifs tels que : la prise de conscience des droits, la cuisine écologique, la permaculture, l'utilisation de l'art comme moyen de mobilisation, etc.

L'effet des actions des assemblées citoyennes d'Argentine est devenu évident. Selon l'Institut pour le développement social d'Argentine (*Instituto para el Desarrollo Social Argentino*), le taux de fermeture de projets miniers en Argentine est supérieur à celui d'autres pays miniers à cause notamment des fortes mobilisations sociales (IDESA, 2011). La force, le courage, la persévérance, la détermination et l'engagement citoyen découlant des actions de ces assemblées, ont été décisifs pour la protection des biens communs, face aux risques et aux menaces à la qualité de vie que représentent les mégaprojets miniers. Malgré ces acquis, la situation demeure critique. Depuis 1989, l'Observatoire des Conflits Miniers d'Amérique latine (OCMAL) a répertorié vingt-six conflits sociaux actifs, à l'étendue du territoire national de l'Argentine.

La résistance opposée par les mouvements sociaux a toutefois réussi à inscrire la problématique environnementale à l'agenda public. En ce sens, Merlinsky affirme « la thématique environnementale n'est plus négligeable en Argentine. Cet élément est, sans aucun doute, la principale réalisation sociale de ces conflits » (2009, p. 20). Cette auteure considère que l'impact public de ces mouvements socioenvironnementaux est en grande partie dû au développement des ressources économiques, symboliques et institutionnelles telles que la formation de collectifs multisectoriels et le développement de connaissances et savoirs pratiques de contre-expertise. « Ces ressources ont une valeur additionnelle pour l'articulation des acteurs et pour la construction des cadres cognitifs communs » (Merlinsky, 2010, p. 4).

La mobilisation sociale a également contribué aux débats initiés en 2007 et qui sont encore en cours, sur l'apport financier de la transnationale minière Bajo de la Alumbrera aux universités du pays. Ces débats ont suscité un regard critique sur le rôle que jouent les universités face aux problématiques associées à l'expansion des entreprises minières. En 2009, un accord a été signé entre l'entreprise Bajo de la Alumbrera et les recteurs des universités du nord du pays, en vertu duquel ces institutions prendraient en charge l'élaboration des rapports environnementaux sur les activités minières « durables » des entreprises. Par ailleurs, cette entreprise engageait en « échange » des fonds dans le système universitaire du pays. Les assemblées citoyennes ont manifesté publiquement leur désaccord à ce que les universités s'associent aux entreprises transnationales minières considérant qu'elles constituent une menace pour les communautés (pollution de milieux de vie et saccage de biens communs). Elles ont par conséquent invité la communauté scientifique à adopter une position critique, éthique et indépendante des entreprises et de l'État; elles lui ont aussi demandé de mettre leurs connaissances au bénéfice des communautés. Plusieurs étudiants et enseignants proches de l'UAC se sont engagés à alimenter le débat qui a eu cours successivement dans la plupart des universités du pays. Depuis 2008, plus de cinq universités publiques (Universidad de Lujan, General Sarmiento, Mar de Plata, Cordoba et Rio Cuarto⁵⁵) et une vingtaine de facultés ont refusé les fonds provenant des entreprises minières.

Au cœur de cette mouvance, un collectif académique a été formé, « *Voces de alerta* ». Celui-ci a émis, en 2009, une déclaration appuyée par plus de six cents scientifiques d'Argentine, cinquante organisations de la société civile et des scientifiques de l'extérieur du pays, qui stipule :

Nous affirmons notre décision de garantir un système scientifique universitaire autonome par rapport aux grands intérêts économiques corporatifs, avec la liberté de pensée et de recherche, encadrée par les principes éthiques de

⁵⁵ <http://www.pagina12.com.ar...> Consulté le 12 septembre 2012

*chaque champ disciplinaire et par l'inéluctable responsabilité vis-à-vis de la société et des secteurs sociaux les plus vulnérables*⁵⁶

3.4 Dimensions du mouvement social de résistance

3.4.1 Dimension éducative et critique

L'apprentissage qui s'expérimente à l'intérieur du mouvement, résulte significatif tant sur le plan individuel que collectif. Selon Bottaro et Sola (2012), grâce aux assemblées citoyennes, l'ensemble des questionnements liés à l'expansion des opérations minières se trouve sur la scène publique, autant en ce qui concerne les problématiques socioenvironnementales qui y sont associées, que les critiques sur le modèle de développement dominant.

Lors de l'atelier de réflexion réalisé à la 14^e rencontre de l'UAC (2011, p. 70), le principe du développement d'une pensée critique face au modèle en vigueur à travers la construction du pouvoir populaire, collectif, horizontal et pluriel a été réitéré : « Nous résistons au modèle capitaliste et nous le rejetons en tant que système économique, social, politique et culturel qui nie l'être humain et la Terre-Mère. [...] Le pas qu'il faut faire, c'est de réfléchir sur le rapport que l'on veut avoir avec la terre. Ce n'est pas juste de savoir quels sont les biens en cause, mais bien de repenser à une diversité de contrepropositions pour un modèle porteur de relations respectueuses avec la terre⁵⁷ » (Ibid.). Ils sont donc capables d'analyser et de réfléchir collectivement au problème, reconnaître l'oppression, mais aussi ils sont capables d'élucider des choix alternatifs qui passent par la resignification de différents concepts tels que la démocratie, le développement ou le progrès.

⁵⁶ Traduction libre de <http://voces-de-alerta.blogspot.ca...>

⁵⁷ Traduction libre.

Ce mouvement, sa lutte et ses revendications s'inscrivent donc dans une pensée critique qui trace des liens étroits entre la justice sociale et l'écologie (Bowers, 2001). Le courant de l'éducation populaire au sein de l'UAC est aussi mis en valeur. L'approche interdisciplinaire et critique du problème contribue à une compréhension pertinente de réalités socioécologiques plus complexes, signifiant la volonté d'aller au fond des choses et de combattre les causes du problème. En ce sens, Svampa et Antonelli (2009) affirment que les assemblées consolident un savoir expert qui conteste la légitimité de l'État et des entreprises. L'expérience que vivent les membres des assemblées stimule, sans aucun doute, la formation d'une conscience citoyenne active et responsable.

3.4.2 Dimension politique

L'UAC soutient des principes basés sur la pluralité politique et l'harmonie de tous les membres qui sont contre la déprédation, la contamination, le saccage et la destruction des territoires, des peuples et des communautés.

Selon, Hoetmer (2009), « en raison de leur condition en tant qu'acteurs politiques aux marges de la société, les nouveaux mouvements sociaux ont un positionnement (basé sur leurs idées, leurs connaissances et leurs pratiques des modes de vie alternatifs) plus approprié pour bâtir des portes de sortie à la crise de civilisation actuelle ». Dans le cas de l'Argentine, l'impact de la mobilisation sociale de l'UAC contre les projets miniers d'Argentine a gagné certaines batailles dans la sphère politique de quelques provinces. La pression exercée par les assemblées citoyennes a permis des acquis marquants tels que :

- La création de lois interdisant l'implantation de projets miniers métallifères à ciel ouvert dans huit provinces : Chubut (Loi No 68 - 2003); Rio Negro (Loi No 3.981 - 2005); Tucuman (Loi No 70879 - 2007); Mendoza (Loi No 7.722 - 2007); La

Pampa (Loi No 2.349 - 2008); Cordoba (Loi No 9.526 - 2008); San Luis (Loi No 634 - 2008); Tierra del fuego (Loi No 853 - 2011).

- L'interdiction des mégaprojets miniers lors du premier référendum souverain du pays en Loncopué dans la province de Neuquén (2012)⁵⁸.
- L'abandon définitif des travaux d'exploration de la compagnie Barrick Gold à Famatina la Rioja en 2007⁵⁹.
- La suspension des activités de prospection et d'exploration de la compagnie Osisko Mining en 2011 dans la cordillère de Famatina dans la province de La Rioja⁶⁰.
- L'adoption en 2010 de la Loi nationale 26.639 de protection des glaciers et des zones périglaciaires⁶¹, loi unique en son genre en Amérique latine.
- La suspension, temporaire, des opérations de la mine Agua Rica en 2010 dans la province de Catamarca⁶² suite à une décision judiciaire.
- De cette façon, la réflexion critique et la prise de conscience des assemblées citoyennes leur permettent de dépasser la protestation et la résistance sociale pour la transformer en une volonté de participation et de proposition concrète sur le plan politique. Le mouvement met en évidence l'intérêt de consolider une force politique, non partisane, qui va de l'avant vers la construction du pouvoir populaire. Ses interprétations ne sont pas fermées et sa diversité de stratégies

⁵⁸ Cúneo M. et Gascó E. (2012). Argentine – un village réussit à interdire un mégaprojet minier lors du premier référendum souverain du pays. *Alterinfos America latina*. Récupéré de <http://www.alterinfos.org...>

⁵⁹ <http://www.pagina12.com.ar...> Consulté le 13 février 2010

⁶⁰ Récupéré le 10 février 2012 de <http://www.taringa.net...>

⁶¹ Cette loi considère les glaciers comme des biens à caractère public. Elle fixe les bases pour les protéger comme de réserves stratégiques de ressources hydriques et inclut l'élaboration d'un inventaire de glaciers au niveau national. OCMAL et OLCA (2012).

⁶² Récupéré le 8 mars 2010 de <http://lavaca.org/notas/despues-de-la-represion-un-triunfo/>

de résistance constituent une force d'action significative. L'intérêt de bâtir d'espaces apprentissage et de génération de processus politicopédagogiques de formation interne révèle son engagement vers un processus de change et d'émancipation.

Parmi les défis que l'UAC (2011) se propose, on repère :

- Mondialiser les conflits et conscientiser pour augmenter la mobilisation,
- Dénoncer les impacts socioenvironnementaux dans toutes ses dimensions et modalités,
- Exiger la promotion économique des petits producteurs locaux,
- Défendre les droits humains articulant l'action du mouvement aux organismes qui travaillent spécifiquement sur ce sujet,
- Réaffirmer et revendiquer le droit des peuples à choisir le style de vie qu'ils aspirent.

Malgré le discrédit de la classe politique et la perception que la politique est un instrument d'oppression du peuple, il y a une institutionnalisation d'une forme de participation au politique qui se construit en dehors des institutions du gouvernement représentatif (Mariani, 2012). Le développement de la dimension politique et de l'esprit critique au sein du mouvement de résistance pourrait avoir des effets significatifs sur le pouvoir-agir dans la quête des alternatives à l'extractivisme.

3.5 Discussion et conclusion

Dans cet article, nous avons tracé un portrait du secteur minier en Amérique latine en mettant un accent particulier sur le cas de l'Argentine. Nous avons identifié les principales caractéristiques du contexte sociopolitique et économique ayant favorisé l'implantation du modèle extractif exportateur, lequel s'avère plus avantageux aux entreprises minières transnationales qu'aux groupes les plus vulnérables du pays, comme les communautés paysannes, autochtones et rurales.

Nous avons caractérisé l'émergence des mouvements socioenvironnementaux qui ont donné vie à l'Union d'Assemblées Citoyennes (UAC), laquelle constitue un espace d'apprentissage collectif, légitimé par l'implication des personnes et des communautés affectées par les politiques néolibérales. On constate que leurs luttes sont la suite d'une longue histoire de résistances et de contestations sociales, et ce, depuis l'âge colonial.

Les revendications de l'UAC s'inscrivent dans la continuité des luttes et des résistances qui, depuis les années 1970, s'opposent aux politiques ultralibérales implantées par le gouvernement. L'impopularité du libéralisme radical qui a appauvri une grande partie de la population soulève de profonds questionnements en relation avec les institutions démocratiques et le consensus social dans un état démocratique.

Désormais, ces assemblées n'en font plus qu'une et mettent leur savoir en commun pour réfléchir ensemble et trouver les meilleures stratégies pour résister et protéger leurs territoires. Tous ces esprits travaillant à l'unisson réussissent ainsi à développer un esprit critique sur la réalité complexe du vaste territoire argentin.

Selon Maristella Svampa, « l'Argentine des derniers 30 ans n'a pas été qu'un laboratoire de nouvelles expériences de résistance collective avec un grand écho dans d'autres pays. Ses expériences démontrent également une vitalité organisationnelle au-delà de l'action syndicale et partisane. Elles encouragent aussi d'autres formes de démocratie (participative, directe, par consensus) qui s'éloignent du modèle de la démocratie représentative (délégataire) implanté dans la constitution argentine ».

La dynamique de l'UAC, en constante évolution grâce à son processus de réflexion et d'analyse permanent, dégage une riche dimension éducative et politique. Son répertoire d'actions récupère la mémoire historique d'un pays ébranlé par le modèle néolibéral. Selon Naomi Klein (2009), ce qui permet de garder le cap et de rester vigilant, c'est l'histoire. Pour elle, il est important de réfléchir aux ruptures et aux

continuités, ainsi qu'aux racines; c'est l'occasion de se resituer dans la longue histoire des luttes. Dans le cas de l'UAC, on constate que le premier acte de résistance est celui d'empêcher qu'on efface la mémoire collective.

La trajectoire des luttes sociales a eu comme scène de confrontation la rue, devenue un espace privilégié de revendications des droits, mais aussi un espace d'apprentissages collectifs. Bien que le mouvement soit reconnu depuis 2006, il reste quand même un mouvement qui mobilise aux personnes touchées par la problématique au milieu rural là où les projets sont installés géographiquement. Les membres qui se mobilisent sont donc ceux qui se trouvent directement visés par les impacts des projets. Envisager une perspective de sensibilisation et mobilisation des problématiques associées aux projets miniers dans des régions urbaines constitue un défi à surmonter.

Ces mouvements ouvrent de nouvelles perspectives de vivre ensemble. Leur exploration vers des changements sociaux et écologiques profonds suscite de l'espoir pour une partie importante de la population. Cette mobilisation brise aussi l'isolement social des exclus du système, des gens qui croient en leur propre valeur, qui ont une forte identité collective et un profond respect pour la nature, de gens qui ont un courage sans réserve.

Ces mouvements apparaissent porteurs d'une nouvelle approche de l'écologie humaine selon laquelle le bien-être ne repose pas sur l'accumulation de capital, mais sur le respect de la vie au sens large (la vie humaine et celle de la biosphère dans sa globalité) basé sur la protection des biens communs, en particulier l'eau et le territoire. Des mouvements qui font le pari d'un changement de paradigme. Bien que des acquis significatifs aient été identifiés, les mouvements sociaux de résistance aux mégaprojets miniers présentent encore des nombreux défis à surmonter.

CHAPITRE IV

ARTICULO: LA ASAMBLEA EL ALGARROBO: CONSTRUCCIÓN COLECTIVA DE UNA RESISTENCIA ACTIVA, CRÍTICA Y CREATIVA

“Los inventores de fábulas que todo lo creemos, nos sentimos con el derecho de creer que todavía no es demasiado tarde para emprender la creación de la utopía contraria. Una nueva y arrasadora utopía de la vida, donde nadie pueda decidir por otros hasta la forma de morir, donde de veras sea cierto el amor y sea posible la felicidad, y donde las estirpes condenadas a cien años de soledad tengan por fin y para siempre una segunda oportunidad sobre la tierra.”

(Gabriel García Márquez, 1982)

Résumé

En Argentine, l'expansion des impacts associés aux mégaprojets miniers a donné naissance à une multiplicité de réactions citoyennes en défense de leurs territoires et des biens communs. Cet article décrit les résultats d'une étude de cas qui caractérise la portée, la signification et les défis de l'Assemblée Citoyenne *El Algarrobo*, située sur le territoire d'Andagalá, dans la province de Catamarca au nord-ouest de l'Argentine. La dynamique développée par cette assemblée illustre une des formes, critiques et créatives, de structuration collective du mouvement de résistance sociale aux minières dans une perspective écocitoyenne.

Dans le cas de cette étude, le déploiement d'une variété de riches apprentissages sociaux propres à l'éducation populaire, à l'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté est mis en évidence.

4.1 Introducción

A pesar de que Argentina ha sido tradicionalmente un país agrícola y ganadero, a partir de los años 90, el Estado impulsó políticas que favorecieron y estimularon la industria minera en el país (Carrere, 2004; Carrio, 2006; Gutman, 2007; Galafassi, 2008, Ortiz, 2007; Machado, 2009; Berardi, Wagner, 2010; Valiente, 2011). Después de la crisis del 2001, la industria minera se ha presentado a la opinión pública como una oportunidad de reactivar la actividad económica en todo el territorio (Collectif si a la vida, 2009). Esa "oportunidad" ha estado acompañada de promesas de desarrollo y progreso planteadas por el gobierno y las empresas trasnacionales. En la exposición del plan minero a principios del 2004, el presidente Kirchner anunciaba: "es muy importante que la gente perciba que la minería trae progreso, trabajo, mejoramiento en la calidad de vida y que tiene que ver con el desarrollo económico y el crecimiento de la región donde se están desarrollando este tipo de inversiones"⁶³.

En los últimos años, las actividades mineras han batido records de exploración y de exportación. Para el año 2012, Argentina se posicionó entre los 10 países a nivel mundial con mayor número de empresas de exploración (Dedeu, 2012), de estas empresas el 40% tienen su base en Canadá⁶⁴. Sin embargo, a pesar de las cuantiosas sumas de dinero que ingresan al país por este sector, la calidad de vida

⁶³ Presidencia de la Nación (2002, 23 septiembre) "Palabras del presidente de la nación, Néstor Kirchner, en la presentación del Plan Minero Nacional". Buenos Aires. Recuperado de [http://www.presidencia.gov.ar/...](http://www.presidencia.gov.ar/)

⁶⁴ Argentina Mining. (2012, 13 septiembre). *Empresas Mineras en Argentina*. Recuperado el 22 de febrero 2013 de [http://www.argentinamining.com/...](http://www.argentinamining.com/)

de muchas comunidades, en especial las que se encuentran alrededor de los emprendimientos mineros, se ha visto afectada.

A lo largo del territorio argentino, han sido numerosas las denuncias asociadas a la industria minera por contaminación ambiental, por represión o criminalización de la protesta social, por evasión de impuestos, por corrupción o por ausencia de consulta pública. (Sosa, 2008; Donadio, Renaud, 2009; Arias, Comelli et col, 2010; Svampa et Sola, 2010; Antonelli, 2011). Diversas son las investigaciones que documentan los impactos sociales, ambientales, económicos y políticos de los proyectos mineros en distintas regiones del país (Wagner, 2010; Schweitzer, 2011; Anaya, ODHPI, CELS et ANDHES, 2012; Greenpeace, 2013).

El caso de los pobladores del pueblo de Andalgalá ubicado en la provincia de Catamarca, da testimonio tanto de las frustraciones vividas por el modelo minero impuesto, como de las respuestas colectivas que han surgido para hacer frente a sus impactos. La caracterización de las dinámicas y estrategias de resistencia de la asamblea El Algarrobo, forma parte de estas respuestas.

El presente artículo es elaborado a partir de los resultados obtenidos en colaboración con diferentes miembros de las asambleas ciudadanas y sus aliados, particularmente de Andalgalá, a través de estrategias de colecta de datos como la observación participante, las entrevistas semi estructuradas y la revisión de fuentes documentales. La colecta de estos datos fue realizada en Argentina en dos periodos de investigación de seis semanas cada uno, durante los años 2010 y 2011. Esencialmente, se buscaba caracterizar la movilización social de resistencia de la Asamblea el Algarrobo, e identificar el alcance y los desafíos de esta iniciativa ciudadana para la protección de los bienes comunes.

4.2 Génesis de la movilización

La ciudad de Andalgalá, conocida también como la “Perla del Oeste”, ubicada al noroeste de Argentina, en la provincia de Catamarca, es una región con abundantes recursos naturales. La riqueza de sus tierras ha permitido una diversificación de la economía a lo largo de la historia. Desde tiempos prehispánicos, las comunidades indígenas asentadas en este territorio fueron reconocidas por su trabajo como agricultores, pastores y excelentes alfareros (Larrouy y Soria, 1996). Según la historiadora Patricia Álvarez (2000), Andalgalá, hasta antes de 1850, era una región productora de alimentos; su economía abastecía el autoconsumo y permitía incluso, a través del trueque, la comercialización de los excedentes. Posteriormente, en el siglo XIX y con la colonización española, la producción de leche, frutas y vinos de alta calidad se comercializó a nivel nacional e internacional (Orellana, 1999; Álvarez, 2000; Ramos, 2007). La región es además reconocida por sus yacimientos minerales de oro, cobre, plata y bronce, que han sido explotados con diferente intensidad a lo largo de la historia de la región. Desde el siglo XIX y hasta principios del XX, la mina de cobre *Pilciao*, a 20km del pueblo de Andalgalá, y el complejo de minas de oro, cobre y rodocrosita⁶⁵ denominado *Capillitas*, ubicado a 66km de Andalgalá, fueron las minas más reconocidas en la provincia de Catamarca (Alderete, 2004).

Basándose en las posibilidades que sus riquezas naturales ofrecían, la expansión del modelo capitalista de los años 90, favoreció el establecimiento de políticas que estimularon la industria extractiva a lo largo de todo el territorio nacional. Esta situación hizo de Catamarca y por ende de Andalgalá, una zona en la cual la inversión pública se orienta en gran medida a la minería, sacrificando de manera contundente otro tipo de actividades económicas. Según Machado (2007), “esta situación genera una crisis de apropiación real de los medios de producción y

⁶⁵ Mineral único en el mundo, llamado también piedra rosada.

subsistencia local, lo que abre el paso al ejercicio de políticas clientelares que legitiman las desigualdades y el despojo”.

Fue así como la provincia de Catamarca abrió las puertas al primer enclave de mega-minería a cielo abierto en el país: el proyecto Bajo La Alumbraera. Los pobladores de Andalgalá, asentados en las cercanías de los nevados del Aconquija en la cordillera de los Andes, fueron testigos de la implantación del primer mega-emprendimiento a gran escala en la Argentina. Este proyecto⁶⁶ que extrae principalmente oro y cobre, cuenta con capitales extranjeros de la compañía Xstrata Plc, basada en Suiza y las empresas canadienses Goldcorp Inc y Yamana Gold.

Según Composto (2012), el discurso empresarial y estatal que asocia la explotación minera y la generación de empleo local es más sensible en las regiones con mayor índice de pobreza (p. 16). Este fue el caso de Andalgalá. Para el inicio de operaciones del proyecto, en 1997, fue necesario ganar la legitimidad social a través del aval de sus pobladores. Como muchas otras empresas en el mundo, el proyecto Bajo La Alumbraera se presentó a los habitantes del pueblo como la posibilidad de realizar los sueños de progreso y desarrollo, anhelados desde hace mucho tiempo. Una estrategia comunicacional utilizada por el gobierno y las empresas que para Composto (2012), se ha construido sobre el paradigma del “progreso”, el “desarrollo” y la “modernización” como valores positivos que representa la actividad extractiva. En 1995, el periódico local Ancasti anunciaba: “Nueva promesa de desarrollo para Andalgalá: el gobierno nacional decidió restablecer el tren de carga no solo como medio de salida del mineral de la empresa Bajo La Alumbraera, sino que además estará al servicio de la producción agropecuaria⁶⁷”.

⁶⁶ Uno de los principales yacimientos metalíferos a cielo abierto del mundo según la empresa : <http://www.alumbraera.com.ar...>

⁶⁷ Ver anexo A.

Al recordar este período, algunos miembros del pueblo mencionan:

“Hace diez años yo di la bienvenida a la Alumbreira. Creía que era signo de progreso. Todos estábamos felices”.

“Cuando la mina se perfilaba en la zona, todos vieron en ella la oportunidad de hacer un negocio, un hotel o un restaurante”.

“Nos creímos el cuento de que Andalgala sería el gran departamento minero, que construirían barrios, hospitales, rutas, hosterías para que vivieran los mineros, que el efecto multiplicador económico sería tal que acá no habría desocupados, y que desde el punto de vista turístico emergeríamos al país y al mundo como el Nuevo Mar del Plata o Punta del Este”.

Según Bebbington (2012), existe muy poca evidencia de que la industria extractiva haya alimentado la dinámica de una economía sustentable en los territorios en donde opera. En efecto, los casos de Bolivia, Ecuador y Perú analizados en su libro “Social conflict, economic development and extractive industry, evidence from South America” sugieren que por lo menos a nivel territorial, la presencia de la industria extractiva no ha favorecido el desarrollo económico local, sino más bien estas regiones se perciben hoy en día como más polarizadas y pobres (p.217).

Esta es la historia de Andalgala. La empresa se posicionó como vigilante del cuidado ambiental de la región y de la calidad de vida de sus pobladores. Sin embargo, la decepción de los andagalenses llegó tempranamente. En febrero de 1996, las primeras denuncias por violación de derechos laborales fueron presentadas⁶⁸. A partir del año 2000, el descontento de la población por el incumplimiento de las mejoras en obras de infraestructura local, se hizo sentir. Sumado a esto, una sucesión de hechos, como la mortandad masiva de animales y la disminución de los niveles de agua, concluyeron que la empresa había contaminado algunas fuentes hídricas esenciales para proveer de agua potable a

⁶⁸ Ver anexo B.

los pobladores y para las actividades agrícolas regionales⁶⁹. Las denuncias por el excesivo consumo de energía⁷⁰, la falta de empleo y la poca mejora en la calidad de vida de las comunidades fueron incrementando así las tensiones tanto políticas como sociales.

Paralelamente, al sur del país, un grupo de vecinos de la ciudad de Esquel, en la provincia de Chubut, organizó una asamblea ciudadana para posicionarse en contra de un mega-proyecto minero de la empresa canadiense Meridian Gold. Sus estrategias de sensibilización, organización y acción, posibilitaron la realización de una consulta popular sin precedentes en el país. Fue así como el 23 de marzo de 2003, 81% de la población de Esquel dijo NO a la minería. El histórico plebiscito, logró parar dicho emprendimiento minero.

La experiencia ciudadana de Esquel inspiró profundamente a algunos habitantes preocupados por el futuro de Andalgalá. Al inicio, unos pocos vecinos viajaron a Buenos Aires y a Esquel para informarse y conocer con más detalle las posibilidades de defensa del territorio. En camino hacia el sur del país, estos miembros encontraron, en otras provincias, grupos de ciudadanos inquietos por la misma problemática. Para ellos fue descubrir que el problema era nacional. Desde aquel momento se empezó a tejer lo que en el 2006 se consolidó como la Unión nacional de Asambleas Ciudadanas –UAC– en la Argentina.

De regreso, estos habitantes se organizaron y crearon la primera asamblea ciudadana llamada Vecinos Autoconvocados de Andalgalá. Esta asamblea, integrada por un grupo de jubilados, de docentes, de comerciantes, de obreros de la construcción y de amas de casa, todos originarios de Andalgalá, y con diferentes corrientes de pensamiento político, sentó las bases de un movimiento ciudadano que evolucionaría con el tiempo y se transformaría en referente.

⁶⁹ Ver anexo C.

⁷⁰ Según Machado Araoz (2009), el emprendimiento consume anualmente el equivalente al 25% de la energía de toda la región del noroeste, es decir 4 provincias argentinas.

4.3 La asamblea el Algarrobo

Entre el 2003 y el 2008, algunos jóvenes argentinos provenientes de diferentes zonas urbanas del país (Buenos Aires, La Plata, Córdoba, Santiago del Estero), migran por elección propia a Andalgalá con el deseo de instalarse en el medio rural, menos agitado y más cercano de la naturaleza. Muchos de ellos, profesionales, llegaron con propuestas y conocimientos que permitieron alimentar la lucha que se venía gestando en contra la minería. En diciembre del 2009, se anunció el inicio de las obras de una nueva mina, Agua Rica⁷¹, y se conoció un informe de la oficina provincial de catastro minero en el que estipulaba que el gobierno provincial había adjudicado 280 permisos de cateo, prospección y exploración del subsuelo de Andalgalá⁷², uno de ellos, del tamaño de la ciudad. El miedo y la preocupación por una posible expropiación del territorio, no se hizo esperar. Una serie de discusiones y reflexiones generadas alrededor de esta noticia dio origen a una nueva asamblea ciudadana denominada El Algarrobo, que nace en el año 2009 como respuesta concreta y urgente a la problemática minera en el pueblo.

Desde sus inicios, la composición de esta asamblea ha sido heterogénea. Algunos de sus miembros son educadores, comerciantes, agricultores, amas de casa o estudiantes y otros cuentan con experiencias de trabajo en educación popular, comunicación audiovisual, música, arte y redes sociales, entre otros.

Se trata de una asamblea que ha logrado favorecer un encuentro intergeneracional⁷³ y plantear una reflexión crítica y colectiva a partir de distintos horizontes de vida. Una asamblea que reúne el encuentro de pensamientos entre

⁷¹ Mega-proyecto minero de cobre, molibdeno y oro, operado por la transnacional canadiense Yamana Gold y localizado a 25 km de la ciudad de Andalgalá.

⁷² El informe especifica que en el caso de llegar a una explotación, el Estado dará prioridad al proyecto de « desarrollo », indemnizando a los habitantes para su desalojo y reubicación fuera de Andalgalá. Ver <http://www.pagina12.com.ar...>

⁷³ La Asamblea Autoconvocados por la Vida continúa sus acciones y a pesar de las diferentes trayectorias y posturas políticas, participa paralelamente en las actividades de la Asamblea el Algarrobo.

viejos militantes, que traen una herencia política marcada por la historia de las resistencias sociales en Argentina,⁷⁴ y la movilización de jóvenes que comienzan con mucha pasión y energía, a militar por la defensa de la vida y su entorno natural. Cada uno de ellos aporta miradas distintas, pero complementarias. Para los viejos militantes se trata de hacer un trabajo político y para los jóvenes, se trata de replantear el modelo de desarrollo propuesto, sin vinculaciones partidarias. Uno de sus jóvenes miembros relata:

“ha sido un proceso de aprendizaje constante, que llevamos a cabo en la interacción cotidiana, [...] creo que esa es la enseñanza de la vieja camada, tener convicción por un lado, tener las ideas y los objetivos de hacia dónde vas claros. La asamblea del Algarrobo es abierta y popular, sabemos que siempre van a haber diferencias pero no por eso se va desvirtuar el objetivo y las convicciones de cada uno. Entonces esa interacción con la gente que viene luchando desde hace 10 años deja mucho aprendizaje, aprendemos a coordinar las ideas, a saber expresarlas delante de los medios de comunicación y a defenderlas delante de quien te pregunta”.

El objetivo de la asamblea El Algarrobo es defender el territorio y proteger los recursos hídricos provenientes del nevado del Aconquija. Se trata de una lucha que va más allá de la denuncia por contaminación. La protección del agua es entendida como la defensa de un símbolo de vida. Según la diputada Martha Mafei⁷⁵, “la gente está construyendo resistencias para vivir y pensar diferente, planteándose un proyecto de vida alternativo”. En este camino la asamblea El Algarrobo ha puesto mucho énfasis en la importancia de acceder a la información, de formar una conciencia crítica y de producir y difundir materiales que contribuyan con esos objetivos.

Según varios de sus miembros, el Algarrobo se propone ser un espacio abierto e incluyente en donde la pluralidad y la horizontalidad priman sobre cualquier tipo de

⁷⁴ Por ejemplo, miembros que participaron en la lucha y defensa de los derechos humanos, en las luchas por la educación o por los derechos sindicales.

⁷⁵ Presentación realizada en el segundo taller de la red de asistencia jurídica contra la mega-minería (REDAJ). Los días 15 al 17 de abril 2011 en San Fernando del Valle de Catamarca.

liderazgos. Las reuniones se realizan cada semana junto a un árbol de algarrobo sembrado en el corte de ruta que va hacia el campamento de la mina Agua Rica. Sus miembros se reúnen normalmente en plenario pero trabaja igualmente en varias comisiones: legal, comunicaciones (radio, redes sociales, prensa y video), relaciones externas, educación y logística. En ella las resoluciones se adoptan por consenso.

Desde su nacimiento, los miembros se han preocupado por abrir espacios de información y comunicación, de manera autónoma e independiente. La implicación y el compromiso de sus miembros se traducen en una militancia por la libertad de pensamiento y de libre expresión. Esto ha permitido aumentar su poder de convocatoria y su capacidad de movilización.

Uno de los primeros pasos dados por la asamblea, fue la creación colectiva de un logo que pudiera darle una identidad visual al movimiento. La imagen que incluye un árbol de algarrobo⁷⁶ en el que sus raíces representan las cumbres del Aconquija⁷⁷, ha sido utilizada como un emblema en distintas estrategias que otorgan visibilidad al movimiento: camisetas, banderolas, carteles, afiches, plegables, etc.

⁷⁶ Símbolo sagrado de la vida y de la fertilidad, según la cosmogonía inca.

⁷⁷ Las cumbres del Aconquija hacen referencia a la cordillera que atraviesa el territorio entre las provincias de Tucumán y de Catamarca en el noroeste argentino. Esta majestuosa cadena montañosa es una continuación de las Cumbres Calchaqués indígenas y ostenta un relieve que comienza en los 800 metros de altura y alcanza los 5000 metros donde se encuentran nieves perpetuas.

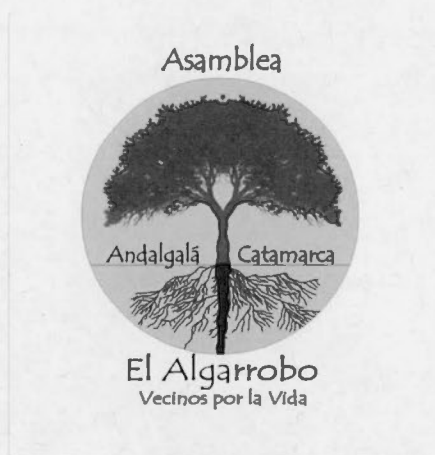


Figura 4.1
Logo de la Asamblea el Algarrobo

La consolidación de la asamblea El Algarrobo como un movimiento de resistencia a la industria minera, ha sido posible gracias a la implementación de una serie de estrategias de comunicación y de educación adoptadas con el fin de generar reflexiones críticas y comunitarias que inviten a la acción colectiva de manera pacífica y creativa. En palabras de uno de sus miembros:

“Nosotros, al ser un movimiento familiar y que defendemos la vida, descartamos las acciones violentas. Es por eso que la bronca y la violencia interna que nos despiertan la impunidad, la corrupción, el desamparo y la falta de respuestas, la transformamos en un acto creativo”.

Estas estrategias han permitido entre otras cosas:

- Denunciar los impactos socioambientales que las empresas mineras han hecho en la región, particularmente la mina Bajo La Alumbreira;
- Informar a la comunidad sobre las acciones colectivas a emprender;
- Fortalecer la masa crítica y el tejido social de la comunidad;

- Reivindicar la memoria histórica, reafirmando la identidad cultural⁷⁸;
- Visibilizar la lucha en un escenario de cobertura más amplia menos local;
- Establecer alianzas y redes de apoyo.

Los principales medios de comunicación por los cuales se consolidan dichas estrategias de resistencia social son:

4.3.1 Los medios alternativos de comunicación

La movilización de la asamblea ciudadana no ha sido percibida de manera favorable por los medios masivos de comunicación, local y regional en particular. Al contrario, la constante estigmatización como “hippies”, “fundamentalistas”, “extremistas” o “radicales”, así como su clara posición a favor de las empresas y el estado, ha establecido una relación conflictual entre los medios oficiales y las asambleas ciudadanas en contra de la minería.

Es por esta razón que la prioridad para la asamblea ha sido la búsqueda de espacios de comunicación autónomos e independientes, que puedan darle voz a los que no son escuchados. Este enfoque pedagógico contribuye a generar un dialogo y reflexión permanente. Es así como la elaboración de materiales informativos se ha hecho en varios frentes de producción: videos, programas de radio y comunicados de prensa. Todos estos materiales son utilizados en actividades que se realizan en el pueblo de Andalgala (como charlas en las escuelas y los barrios, sensibilización puerta a puerta, proyecciones en la plaza, etc.) y difundidos paralelamente vía internet a través de distintos blogs creados para la difusión nacional e internacional

⁷⁸ Entendida según la perspectiva de Gramsci, como el terreno real, inseparable del espacio político y fundamentado de prácticas, representaciones, lenguas y costumbres pertenecientes a cualquier sociedad historia específica (Sandoval et al., 2011).

(la Visión del Algarrobo⁷⁹, la Voz del Algarrobo⁸⁰ y Prensa el Algarrobo⁸¹), así como a través de redes sociales como Facebook.

La utilización del internet ha sido vital. Este medio les ha permitido diversificar sus fuentes de información, investigar, conectarse con otros movimientos sociales, intercambiar, estrechar lazos de colaboración con otras asambleas y coordinar, entre otras, acciones colectivas de resistencia.

Por otra parte, los registros audiovisuales de sus acciones han permitido documentar el camino trazado, las luchas emprendidas, presentar pruebas y sobre todo, mantener la memoria histórica presente. Los registros realizados por distintos miembros de la asamblea son editados en forma de videos que son difundidos con frecuencia en la plaza central del pueblo. Este ejercicio favorece, sin duda, el proceso de fortalecimiento organizativo interno de la asamblea y la comunicación con el conjunto de la población.

Tener distintos canales de comunicación posibilita aumentar el número de simpatizantes con la causa. Es una estrategia de autodefensa, como también una oportunidad de tener autonomía, favoreciendo igualmente la identidad, escapando a la censura impuesta por los medios masivos de comunicación.

Estos medios alternativos han servido no solo para informar sino también para comunicar, formar y suscitar la reflexión. Según Javaloy (1993), la construcción de identidades colectivas al interior de los movimientos sociales es una constante negociación y relación con el entorno. Para el caso que no ocupa, los medios alternativos utilizados han favorecido la producción colectiva de nuevos saberes que refuerzan la identidad y el sentido de pertenencia en la comunidad.

⁷⁹ <http://lavisiondelalgarrobo.blogspot.ca/>

⁸⁰ <http://lavozdelalgarrobo.blogspot.ca/>

⁸¹ <http://prensaelalgarrobo.blogspot.ca/>

En ese sentido, uno de los mayores logros obtenidos fue la estación de una radio comunitaria, inaugurada en el 2011. Esta radio es producto de un gran esfuerzo comunitario tanto físico como financiero, para ponerla en marcha. Al año 2014, la radio comunitaria El Algarrobo cuenta con una variedad de programas montados por diferentes miembros de la asamblea y otros vecinos, de manera voluntaria. Estos programas cuentan con la posibilidad de tener una retroalimentación de los oyentes por medio del internet o por vía telefónica. Algunos de estos programas incluyen invitados, miembros de asambleas ciudadanas en contra de la minería en otras zonas del país, que comparten sus experiencias organizativas y alimentan la reflexión.

En palabras de uno de sus miembros:

“Ha sido una explosión de información, hemos aprendido en el camino, la asamblea nunca se preocupó por lo técnico, sino por el mensaje y de todo esto han surgido poesías, coplas, títeres y hasta piezas de teatro que plantean reflexiones en torno a todos estos temas. El trabajo que intentamos hacer acá es transformar el malestar de la gente en una forma de arte no violento. La radio y los videos son algo de eso. En un momento hicimos una campana titulada muchos países un mismo mensaje: Latinoamérica. Empezamos a sacar videos en donde en otros países la gente pide lo mismo, agua para los animales, para la agricultura y para la vida. Eso impactó mucho a la gente, porque acá nos hacían creer que la minería era un éxito en todos los lugares y que nosotros éramos un par de locos que nos oponíamos a ese progreso.”

Estas herramientas permiten entonces, deconstruir el discurso y desmitificar creencias impuestas por el gobierno nacional y provincial, los medios masivos de comunicación y las empresas mineras. Según Machado et col (2011), “ha sido el acceso y la difusión de la información lo que precisamente ha dado impulso y crecimiento a la resistencia social”.

4.3.2 Las caminatas y las marchas del silencio

Todos los sábados en las noches, se organizan caminatas por el pueblo (normalmente alrededor de la plaza central) para manifestar, pública y pacíficamente, las razones por las cuales se está en contra de la minería y en defensa de la vida. La convocatoria se hace a través de las redes sociales de internet y por medio de afiches⁸². El grado de participación de los habitantes de Andalgalá a esta actividad es alto. A estas caminatas asisten vecinos que no necesariamente forman parte activa de la asamblea el Algarrobo, pero que simpatizan y se solidarizan con la causa, El ambiente es festivo e incluso, familiar. Muchos de los que asisten preparan consignas o comparsas y otros llevan instrumentos musicales o pancartas con mensajes. El megáfono está igualmente abierto para todo aquel que quiera opinar. Luego del recorrido, los participantes se reúnen en el centro de la plaza a escuchar el discurso de algún miembro que la asamblea ha nombrado para ello. La actividad finaliza con la proyección de alguna película o video relacionados con temas asociados a la movilización social o a la protección y conservación ambiental.

A partir de un enfoque comunitario y colaborativo, esta estrategia genera un proceso de diálogo y reflexión comunitaria. El discurso como práctica de interacción social resulta enriquecedor tanto para quienes lo elaboran como para quienes lo escuchan. Este ejercicio supone un proceso de reflexión interna sobre la práctica misma de resistencia. Es un momento que permite repensar las acciones cotidianas, reafirmar las convicciones y por ende la identidad y desarrollar un análisis crítico frente al problema. El siguiente extracto permite resaltar algunos de estos elementos:

“Hoy nos toca convivir con gobiernos que repudian ocasionalmente a los británicos por la pérdida de las islas Malvinas pero que abrazan a los canadienses, los suizos, los chinos y otros más, cuando quieren venir a saquearnos y envenenarnos con sus minería a gran escala. La soberanía es

⁸² Ver anexo D.

reclamar nuestro territorio en toda su extensión. Ser soberano no significa mandar nuestros jóvenes a matar en una guerra, ser soberano hoy significa estar informado y defender con justa razón nuestros suelos, nuestros recursos naturales. Hoy es sábado y los sábados en Andalgala, se camina por el amor a los suelos, por el respeto a la patria y a la dignidad de todos”.

En la asamblea, las mujeres se consolidan como sujetos políticos que denuncian la herencia de dominación impuesta desde la colonia:

“Nosotras reconocemos nuestro territorio como digno para la creación, el pensamiento y la existencia y lo defendemos con prácticas de desacato y rebeldía contra un nuevo intento de recolonización, nos disponemos creativa y agresivamente a defendernos, como toda hembra que percibe el peligro que pone en riesgo la vida de sus crías ante la amenaza de un nuevo enemigo”.

Además de participar activamente dentro de la asamblea, las mujeres impulsan *Las marchas del silencio*. Esta iniciativa local surge luego de que el obispo rechazara el préstamo del salón parroquial para organizar las actividades de la asamblea. Según el representante de la iglesia, ese tipo de actividades perturban la sociedad. Es por eso que esta lucha ha deslegitimado muchas instituciones, incluso la católica.

Las *marchas del silencio* son organizadas por mujeres de Andalgala, tienen lugar todos los miércoles. Esta actividad consiste en una caminata alrededor del pueblo con los brazos atados y la boca amordazada⁸³. Se trata de una acción, con una importante carga simbólica, que denuncia el amordazamiento impuesto por las instituciones y reivindica el derecho a expresarse libremente. Muchas de estas mujeres, abuelas, madres e hijas juegan un rol decisivo en la sociedad de Andalgala. Ellas contribuyen a la formación de una conciencia ciudadana, favoreciendo el respeto y la equidad. Su percepción del problema, les permite identificar las injusticias y los abusos del poder que históricamente han marcado las sociedades patriarcales. Las mujeres que participan en la asamblea han afirmado la

⁸³ Ver foto anexa.

identidad femenina. Su aporte y sentido de lucha alimenta la capacidad de transformar las sociedades.

Estas acciones han despertado el interés en participar incluso en los jóvenes. Es por ello que un grupo de adolescentes⁸⁴ propuso igualmente una “*bicicleteada*” por la vida. En esta actividad, cada participante puso un mensaje en su bicicleta y llevo un alimento no perecedero en solidaridad con las familias de escasos recursos en el pueblo. Esta actividad finalizo con mate cocido y música local para los participantes.

Este tipo de actividades como lo comenta un miembro de la asamblea, se convierten en expresiones culturales que reivindican los valores: respetar y proteger la naturaleza evitando la contaminación, solidarizarse con quien lo necesita, promover la cooperación, la organización comunitaria y reforzar igualmente la identidad cultural.

4.3.3 La música y la pintura

La música y la pintura han sido incorporadas en el repertorio de acciones contestatarias del Algarrobo. A través de estas estrategias de comunicación la asamblea explora, de manera creativa, el arte como forma de resistencia y de manifestación cultural.

Pocos investigadores han abordado los lazos que existen entre la música y la política simbólica (CRAL, 2013). Sin embargo, estudios recientes en musicología y en sociología, admiten que la música reúne un conjunto de representaciones sociales, es decir un repertorio de mensajes codificados, aptos a transmitir el potencial contestatario y a favorecer la movilización social (Traïni, 2008). En la ciudad de Andalgá, algunos grupos musicales locales han incorporado la visión

⁸⁴ El grupo de adolescentes entre 13 y 17 años, se autodenomina *Los Nuevos Defensores*

crítica sobre el impacto minero que se vive en la región y la manifiestan públicamente. Estos grupos forman parte activa del movimiento y participan en las caminatas. La organización de conciertos y festivales ha servido para recaudar fondos y cubrir económicamente algunos gastos para el sostenimiento de la asamblea. Estas iniciativas que cuentan con un enfoque creativo, artístico y simbólico, han permitido captar la atención de nuevos ciudadanos en torno a la problemática asociada a la industria minera. Músicos y cantantes de renombre nacional⁸⁵, han usado camisetas con el logo del Algarrobo en conciertos públicos como una forma de visibilizar el conflicto y apoyar la asambleas ciudadanas en todo el país. Estas estrategias permiten alimentar la identidad que porta la asamblea.

La resistencia de la asamblea igualmente a través de grafitis, pancartas y murales que cubren distintas calles del pueblo. En ellos reflejan el malestar ciudadano por la violación del derecho a vivir en un ambiente sano, por la corrupción política, por la criminalización de la protesta social, por el saqueo de los bienes comunes y por la invasión de compañías mineras extranjeras en el territorio. Según uno de sus miembros: “es una manera de comunicar con imágenes y texto, el sentir de un sector del pueblo⁸⁶.” Los grafitis en particular, reflejan igualmente una visión colectiva que no solamente está en contra de los impactos socioambientales de la industria minera, sino también a favor de la vida, el agua, la conservación de los recursos naturales y la protección de la identidad cultural⁸⁷. Estos elementos concuerdan con los tres principios que caracterizan los movimientos sociales planteados por el sociólogo Alain Touraine (1976): el principio de la defensa (intereses que protege o defiende), el de la oposición (causas por las cuales lucha y resiste) y el de la totalidad (reivindicaciones colectivas).

⁸⁵ Martin, C. (2011). Un viaje celebrando la vida: Axel en Andalgala. Artículo publicado en Conflictos Mineros. Recuperado el 5 de junio 2012 de <http://www.conflictosmineros.net...>

⁸⁶ Otra parte de la población de Andalgala se posiciona a favor de la minería en razón a los beneficios económicos derivados de la activación del sector de servicios, la generación de empleos y el aumento de la recaudación tributaria.

⁸⁷ Ver anexo E.

Sin embargo, el sistema político de turno no acoge con beneplácito este tipo de mensajes. A pesar de ello, la combinación de estrategias comunicativas de la asamblea hace que sus acciones no pasen desapercibidas:

“Nos rallaron un mural que hicimos en la vieja estación, lo volvimos a hacer y luego lo mandaron a blanquear, entonces nos dimos cuenta que hay una resistencia al mensaje. Algunos los pueden tapar, pero tenemos registro audiovisual de todo lo que se hizo así que pasamos el video un montón de veces en la plaza y lo publicamos en internet, de esta forma nos escapamos a esa censura”

4.3.4 El corte de ruta

Las diferentes estrategias anteriormente mencionadas han tenido como objetivo central comunicar pacíficamente tanto a las empresas como al gobierno, local, regional y nacional, las razones por las cuales se oponen a las operaciones mineras y exigir el derecho a la libre autodeterminación de los pueblos. La asamblea apela también a las vías legales, establecidas por el Estado, han sido una herramienta a la cual ha recurrido a través de petitorios, audiencias públicas, la presentación de proyectos de ley y algunas demandas interpuestas a las instancias judiciales⁸⁸. Sin embargo, los recursos interpuestos no han logrado incidir positivamente en la legislación minera de la provincia de Catamarca (Christel, 2013). Tanto las empresas como el gobierno continúan con los proyectos en marcha, desdibujando los reclamos, haciendo caso omiso a las comunidades e incluso ignorándolas (Montenegro 2012).

Por esta razón, en las prácticas de la asamblea el corte de ruta ha ocupado un lugar privilegiado dentro de sus estrategias de protesta. Según Armony (2004), “Los

⁸⁸ Entre el 2004 y el 2006, se sostuvieron reuniones con el entonces gobernador de la provincia Brizuela del Moral y se presentó ante la municipalidad de Andalgalá una petición de referéndum facultativo vinculante. Posteriormente en el 2007, se presentaron tres proyectos de ley que solicitaban la prohibición de la mega-minería a cielo abierto.

cortes de ruta representan una apropiación de los lugares públicos por quienes se sienten desposeídos y engañados por un sistema estatal injusto". Este método impide físicamente el paso de los camiones con insumos y personal, que se dirigen hacia las minas La Alumbra y Agua Rica. Los cortes de ruta se ha realizado de manera articulada con las asambleas ciudadanas de Belén y Santa María, poblaciones⁸⁹ también afectadas ubicadas en la zona amortiguadora de las minas. Según Svampa y Sola (2010), esta ha sido una de las medidas emprendidas no solo para resistir la posibilidad de ser desplazados e impedir la puesta en marcha de nuevas explotaciones sino también para manifestar el rechazo hacia una actividad impuesta por más de 17 años.

En ocasiones esta acción directa ha obligado la institucionalidad a abrir espacios de diálogo con la comunidad y en otros casos, la estrategia ha permitido un cierre temporal de las operaciones mineras. Sin embargo, la respuesta del gobierno frente a los cortes de ruta no siempre es pacífica. El 15 de febrero del 2010, la policía local y provincial intervino con una brutal represión para levantar el corte. Mujeres embarazadas, niños y hasta personas de la tercera edad fueron brutalmente agredidos. Este hecho, repudiado a nivel nacional, condujo a la población a acudir a las vías jurídicas. El 16 de marzo del mismo año, una solicitud de juicio político para la remoción de cargos del intendente, la fiscal, el juez de control de garantías y el jefe de la policía, presuntos responsables de la represión en Andalgalá, fue presentada en Buenos Aires.⁹⁰ Sin embargo, la solicitud no fue acogida por las instancias judiciales. En palabras de la investigadora Maristella Svampa⁹¹:

⁸⁹ Ciudades con una población que varía entre los 14.000 y los 17.000 habitantes

⁹⁰ Esta acción jurídica se realizó ante la Cámara de Diputados de la Nación con el respaldo nacional del SERPAJ, la asociación argentina de abogados ambientalistas, la Fundación EcoSur, el Movimiento Antinuclear del Chubut, la Red Nacional de Acción Ecologista, el colectivo Voces de Alerta, el Centro de Políticas Públicas para el Socialismo y la ONG interprovincial Conciencia Solidaria.

⁹¹ Extracto de la declaración hecha en la Conferencia de prensa presentada en la Cámara de Diputados de la Nación, el 16 de marzo del 2010, con motivo del pedido de juicio político y remoción de cargos a los responsables de la represión en Andalgalá, Catamarca.

“Éstas pequeñas y medianas poblaciones se encuentran en una situación de vulnerabilidad y de gran asimetría en relación a lo que representan los poderes globales de las multinacionales en alianza estratégica con los gobiernos provinciales, avalado por el gobierno nacional”

A pesar de esto, la represión del 15 de febrero no pasó desapercibida. La cobertura del conflicto por parte de los medios masivos de comunicación, logró visibilizar no sólo la lucha del movimiento a nivel nacional, sino también las fallas del sistema jurídico que evidencia un importante respaldo político a las transnacionales mineras, a través de la criminalización de la protesta social. Dicho episodio que marcó la historia de Andalgala, constituyó a pesar de todo un avance en su lucha. En este sentido, un miembro de la asamblea comenta:

“Nosotros como pobladores de Choya⁹², que vemos amenazado nuestro principal recurso, el agua, tomamos la decisión de ser los policías ambientales del lugar, ya que el gobierno nada hace para protegernos. Estamos dispuestos a dar la vida por nuestra tierra y nuestros hijos”.

Cabe resaltar que el corte de ruta no es sólo un lugar o una acción directa para bloquear el transporte. Según Garibay y Seguir (2009), en cada movimiento social existe un espacio particular para prepararse a la acción y, especialmente, guiarla, seguirla y enriquecerla al mismo tiempo. En el caso de Andalgala, el corte de ruta además de ser una experiencia física, es también un lugar abierto para el diálogo y la reflexión colectiva. Es allí donde se hacen las reuniones de la asamblea, donde se acampa, se cocina colectivamente, se canta, se baila y donde surgen, incluso, expresiones poéticas o plegarias religiosas que imploran justicia⁹³. El corte de ruta se convierte de esta manera en un espacio de transformación y un lugar de emancipación.

⁹² Distrito que forma parte del territorio de Andalgala.

⁹³ Ver anexos F y G.

4.4 Aprendizajes de una lucha que se construye día a día

Las anteriores prácticas llevadas a cabo por la asamblea ciudadana del Algarrobo permiten identificar aprendizajes sociales, tácitos e implícitos, que revelan elementos propios de la educación popular. Sus actividades portan un fuerte componente de concientización, en donde la problemática identificada y el contexto en el que se inserta, exigen un desarrollo de herramientas creativas y una capacidad organizativa para la movilización. Esta educación privilegia la construcción de saberes colectivos a través de una perspectiva crítica (Sauvé, 2007).

La dinámica social que emerge al interior de esta experiencia, se constituye a sí misma, como fuente de producción de conocimientos para la transformación social. Esto es lo que Bonamigo (2007) denomina una praxis creadora y transformadora. La formación y estructuración de asambleas ciudadanas para resistir a los impactos de la industria minera, se consolida como un proyecto significativo basado en la experiencia, la crítica social, la cooperación y el análisis que plantea una relación socioecológica más justa.

A partir de las experiencias vividas por el movimiento ciudadano, se perciben dos vertientes pedagógicas: de una parte la cognitiva donde el objeto del aprendizaje es un conjunto de saberes de tipo sociológico, ambiental, político, jurídico y técnico entre otros, y de otra parte la pragmática, en la que se privilegia un aprendizaje que establece el lazo entre la acción y la reflexión (Sauvé, Villemagne et Orellana, 2003).

Reconstruir y analizar las prácticas de movilización social de la Asamblea El Algarrobo permite evidenciar importantes aprendizajes.

4.4.1 Formar los miembros de la asamblea

Luego de cinco años de resistencia, los miembros de la asamblea reconocen la importancia de la formación de sus miembros. En este sentido, Luorno et Favaro (2011), afirman que la construcción de espacios de inter-aprendizaje y de generación de procesos político-pedagógicos de formación al interior de las asambleas ciudadanas ha sido posible gracias a los encuentros regionales con distintas asambleas⁹⁴ y a la participación en las jornadas nacionales organizadas por la Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC)⁹⁵. El desarrollo de esta dimensión política, entendida como proceso de movilización para saber y poder actuar, ha permitido que sus miembros adquieran conocimientos y habilidades formales para comprender mejor la problemática y hacer frente a la misma. Los aportes de Freire sobre la pedagogía del oprimido y la educación como práctica de libertad, resultan pertinentes para entender la envergadura de la resistencia social de la asamblea El Algarrobo: un proceso por el cual se despierta a una lectura crítica de la realidad, se toma consciencia de la situación de opresión, se toma consciencia y se lucha por los derechos del ciudadano.

Para muchos de los miembros es claro que el asambleísta debe prepararse para la adversidad, la descalificación, y las críticas. Por esta razón, la necesidad de informarse y conocer el tema minero en sus distintas dimensiones resulta crucial. Algunos miembros mencionan:

“La presencia de estas empresas plantea la necesidad de ponerse a trabajar seriamente y a estudiar la problemática... la seriedad de la información que se maneje es lo único que nos permite reclamar algo con autoridad”

“Al inicio éramos pocos, empezamos a preguntar lo que pasaba, otros se sumaron, aprendimos y algunos nos sentimos hoy capaces de enfrentar un debate público”

⁹⁴ Dos foros ambientales del NOA (Noroeste Argentino) fueron organizados en el 2007 y cuatro encuentros de las asambleas socioambientales del NOA fueron realizadas en el 2008.

⁹⁵ Desde el 2006 hasta lo corrido que va en el 2014, 22 encuentros de la UAC se han realizado a los largo del territorio nacional.

La formación de los miembros pasa igualmente por experimentar relaciones humanas armónicas y fraternas, es por eso que la inclusión social y el respeto a la diversidad están presentes:

“La asamblea es un gran afinador cultural, la gente se va contagiando, va aprendiendo, todos aportamos cosas que se van incorporando, hay una transferencia cultural mediada por la fraternidad, la convicción y el amor que nos caracteriza”

Conocer los derechos y deberes ciudadanos ha sido de principio un tema de aprendizaje: *“Cuando conocimos nuestros derechos perdimos el miedo a hablar y a exigir”*, en este sentido, otro vecino comenta: *“hoy sabemos que la comunidad es la única garante del respeto a la legislación”*. La conciencia popular acerca de la importancia estos temas tiene que ver con el acceso a la información y con la experiencia vivida al interior de la asamblea.

Según Horacio Machado⁹⁶, las herramientas jurídicas se constituyen gracias a un contexto social y político creado. La asamblea ha sin duda acudido a las vías legales, a pesar de ello, la experiencia les ha mostrado que el sistema de justicia es lento y en ocasiones burocrático:

“En Andalgalá hay grupos de vecinos autoconvocados que están trabajando en contra de los impactos de la mega-minería desde hace más de 10 años. Ellos han solicitado información, han presentado denuncias y han documentado cuidadosamente los casos. Pero a veces resulta como la defensa del absurdo y ahora que se da la criminalización de quienes protestan por estas causas, los abogados gastamos mucho tiempo en defenderlos y muy poco en atacar a las empresas o al sistema jurídico” (Selene Herrera, abogada de la asamblea).

⁹⁶ Profesor de la universidad de Catamarca, miembro de la asamblea ciudadana de Catamarca y simpatizante de las asambleas del Algarrobo.

En este contexto, conocer el gobierno y el sistema de justicia resulta imprescindible. Tal como Ferguson y Gupta (2002) señalan, la relación entre el Estado y el territorio refleja geografías diferenciales de prácticas de Estado.

“En este camino hemos descubierto un sistema jurídico que resulta corrupto e impune, por qué aceptar esto? Por qué no atacarlo? Nuestra constitución tiene muchos vacíos que dan pie para buscar opciones y luchar” (Ibíd.).

“También aprendimos que la única forma de hacer valer nuestros derechos es hacer cambiar los funcionarios, pidiendo la destitución de sus cargos por falta de cumplimiento” (Ibíd.).

4.4.2 Crear, establecer sinergias

Sostener en el tiempo la asamblea y mantener la cohesión social a lo largo del camino es un desafío. Por esta razón, reforzar el sentido de pertenencia en torno al territorio y estimular el trabajo comunitario de protección de los bienes colectivos, resulta esencial para la creación de estrategias de resistencia. Según Boaventura de Sousa Santos (2000, 2003), se trata de reinventar la emancipación social partiendo de las prácticas sociales, de las acciones colectivas y de también las utopías posibles abriendo campos de experimentación social. Sin embargo, construir puentes y sensibilizar la población a lo largo de la provincia no es tarea fácil. Según la historiadora Patricia Álvarez “la lucha de Andalgala no es sentida por el resto de catamarqueños por dos razones: no sienten los impactos directos de la mina y no sienten que quienes libran esta batalla son catamarquinos, de alguna manera ellos nos perciben como extranjeros”.

A pesar de ello, la conciencia social de que esta batalla no es local, está presente: “pienso que tiene que haber gente que piense como nosotros, en el bien de la gente, porque la lucha por el agua es primordial en el mundo”

Sumar esfuerzos implica también establecer un contexto favorable y mantener tanto redes de comunicación como alianzas estratégicas con otras asambleas u organizaciones. En palabras de un miembro :

“Estas luchas están en otras regiones, la problemática minera se vive en otro lados, y es muy lindo ver como en esas luchas también hay jóvenes informados que nos brindan su solidaridad y apoyo. Estos tiempos son difíciles pero tenemos herramientas y medios para estar comunicados, eso sirve mucho, es una lucha noble que deja buenos amigos, recuerdos y buenas esperanzas de vida”.

En este sentido, la comprensión de la problemática desde una perspectiva más amplia ha posibilitado que la asamblea se solidarice y acompañe las luchas que llevan paralelamente las comunidades indígenas diaguitas y las comunidades campesinas, en defensa del territorio.

4.4.3 Fortalecer la identidad

Según Orlando Fals Borda (2012), “el rico historial de victorias y derrotas, aciertos y errores de los movimientos sociales no puede pasar desapercibido para la construcción utópica de nuestro tiempo”. Por lo tanto, la recuperación de la memoria histórica se vuelve en sí misma una acción política.

En el caso de la asamblea El Algarrobo, este ejercicio se refuerza permanentemente. Cada 15 febrero, diferentes actividades se realizan para conmemorar y repudiar la violenta represión policial vivida en el pueblo de Andalgala en el año 2010.

Recuperar la memoria histórica significa también redescubrir y valorizar el origen del pueblo y sus relaciones con el territorio, es decir reforzar la identidad cultural. Es por

esto que la asamblea iza permanentemente la bandera wiphala⁹⁷ en honor a sus ancestros indígenas que han sido por siglos víctimas del despojo, el aniquilamiento y la negación. Es una forma de mantener vivo el espíritu del pueblo originario calchaquí, habitante del territorio en el que hoy en día se encuentra Andalgala, quienes fueron reconocidos, según los historiadores, por ser grandes guerreros e impedir por un siglo el dominio extranjero.

Las reflexiones internas de las asambleas ciudadanas a nivel nacional, integran algunos elementos de la cosmovisión contemporánea⁹⁸ de los pueblos originarios sobre el buen vivir como una forma de identificar un sistema de valores que excluye la dominación y el control de la naturaleza. Según Gudynas (2009), este giro biocéntrico plantea “una alternativa a la modernidad abriendo puertas a nuevas formas de valoración ambiental y articulación con los saberes indígenas”. Además de reforzar la identidad cultural, esta forma de pensamiento estimula la creación de conciencias ecológicas más respetuosas y responsables con el entorno.

4.4.4 Desmitificar imaginarios

A partir de los testimonios recogidos es posible observar como el proceso de participación activa y compromiso con la asamblea, introduce cambios en el imaginario colectivo sobre algunos conceptos:

⁹⁷ La Wiphala es una bandera cuadrangular de siete colores utilizada por algunas comunidades indígenas a lo largo de la cordillera de los Andes. Esta bandera fue reconocida como símbolo del Estado Boliviano, en su constitución del 2008

⁹⁸ Según Arango y Sánchez (2004), las cosmovisiones de los pueblos indígenas muestran un profundo respeto por la naturaleza, altamente simbolizada, y un gran sentido de pertenencia tanto al territorio como a la organización social

- El desarrollo y el progreso

La frustración vivida por los habitantes de Andalgalá con respecto a la industria minera, permite constatar que la idea de desarrollo esta revaluada: "Ya sabemos que el desarrollo no llega con las grandes empresas ni con la idea de progreso que se tiene el día de hoy".

Sin embargo, para algunos miembros la idea de progreso porta una reflexión crítica más amplia frente al modelo capitalista: "Los que venimos de fuera de Andalgalá venimos a buscar la calidad de vida que en las grandes ciudades nos negaron... allá solo aprendimos a depender del Estado, a consumir, a generar dinero, los que venimos de afuera en realidad venimos desilusionados del progreso".

La representación del concepto de desarrollo revela también un sentimiento negativo de exclusión y amenaza: "El desarrollo que nos venden trae también marginalización pues todo está dado solo para el que tenga capacidad de consumo, es por eso que ese desarrollo está yendo en contra de la vida". Se trata de un proceso de "acumulación por desposesión" (Harvey, 2004) que se implica cada vez más la mercantilización y la depredación, entre otras cosas, de los bienes naturales.

Es importante destacar que los entrevistados tienen mayor claridad sobre lo que no representa el desarrollo. Como lo expresa Zitelli (2010), "el desarrollo minero resulta una quimera" Luego de dieciocho años de explotaciones, la provincia de Catamarca es testigo del rotundo fracaso del "modelo de desarrollo minero" (Machado, 2011). No obstante, la identificación de pistas sobre un imaginario (concepto) que defina el sueño al cual que quiere llegar colectivamente, está aún por construirse.

- La democracia

A finales de la década de los noventa, Argentina fue testigo de un desequilibrio en las relaciones de poder político, jurídico y económico a nivel nacional. Esta realidad evidenció una crisis en las instituciones del país y en su sistema democrático (Svampa, 2007). Las formas tradicionales de democracia representativa resultaron

siendo cuestionadas por los movimientos sociales, dando origen a nuevas prácticas para la toma de decisiones colectivas: las asambleas ciudadanas (Ibíd.).

La Asamblea el Algarrobo se acoge a este formato y para ponerlo en marcha, se inspira en el principio político establecido en el quinto encuentro de la UAC por el cual se toman decisiones únicamente por consenso con el fin de mantener la horizontalidad de los miembros que conforman la asamblea. Según Cerruti y Silva (2010), este principio supone que la votación como practica instituida en la democracia representativa, va en contra de la horizontalidad porque no considera las voces de todos los sujetos y solo refleja la decisión de una parte de ellos (la mayoría). De hecho, el abogado y sociólogo Roberto Gargarella sostiene que “la idea de la democracia no se lleva bien con los derechos ya que la democracia va por las mayorías, mientras que los derechos priman aun por encima de las mayorías”⁹⁹.

En este sentido algunos miembros de la asamblea afirman:

“La democracia se da cuando vos tenés la capacidad de cuestionar críticamente. Es por eso que la asamblea cobra otro sentido para nosotros, acá todos decimos lo que pensamos y vivimos lo que sentimos”

“Es un cabildeo de miradas, se toma la palabra, se opina, se decide, se planea, se organiza, se distribuyen tareas, en fin, se construye democracia participativa”

La dinámica organizacional de la asamblea ciudadana y un análisis de su pensamiento deja entonces lecciones que permiten repensar críticamente los imaginarios, analizar las prácticas sociales e imaginar escenarios de transformación y cambio social. Un ejercicio que influye positivamente en la formación de una consciencia política y ciudadana.

⁹⁹ Presentación realizada en la inauguración del segundo taller de la REDAJ. Los días 15 al 17 de abril 2011 en San Fernando del Valle de Catamarca.

4.5 Discusión

Según Víctor Armony (2004), Argentina es una sociedad en crisis. Las resistencias sociales contra la industria minera, revelan sin duda alguna una disfunción de esta sociedad. A pesar de ello, el país cuenta con un capital social valioso donde las asambleas ciudadanas ocupan un lugar privilegiado.

El caso de la asamblea el Algarrobo aporta valiosos elementos para la construcción de un nuevo proyecto de sociedad. La organización ciudadana surge a partir de un profundo cuestionamiento sobre el impacto socioambiental de las empresas mineras en el territorio. Entre los **intereses** a resaltar en el movimiento esta el potenciar la organización interna al mismo tiempo que se elabora estrategias de visibilidad, pública y mediática, de las problemáticas vividas en torno a la implantación de proyectos mineros; profundizar el conocimiento de temáticas determinadas y construir espacios de aprendizaje desde la reflexión crítica y la participación colectiva.

Entre sus **logros** se destaca su capacidad para favorecer el diálogo y la reflexión intergeneracional; la aptitud para producir colectivamente nuevos saberes a través del análisis crítico y la habilidad para desarrollar estrategias de comunicación y educación ambiental que permiten comprender y clarificar posturas frente al impacto socioambiental de la industria minera. Estas estrategias consiguen también visibilizar la posición crítica del movimiento, reforzar la participación ciudadana, desmitificar imaginarios impuestos externamente y defender activamente desde distintos frentes, los bienes comunes. En el mismo sentido, la asamblea ha movilizado recursos para establecer redes de apoyo y solidaridad, que le han permitido legitimarse en la esfera social y fortalecer la organización, así como la identidad cultural.

En este contexto, el valor de la militancia tiene un sentido: la búsqueda de la libertad de expresión. Esto va vinculado a la perspectiva de proteger las voces de aquellos que sistemáticamente son silenciados, de aquellos que son más críticos y vulnerados.

Las bases de la asamblea y de su proyecto emancipador sugieren una dinámica retroactiva de aprendizaje que revela elementos propios de la educación popular y se enmarca dentro del campo de la educación ambiental y más particularmente en el de la educación eco-ciudadana. En este sentido, la propuesta de educación popular resulta siendo a la vez el reflejo de la dinámica social y el motor del cambio deseado (Sauvé, 2007). Sus miembros toman el destino en sus manos construyendo un proyecto de educación libertario que le permite aprender a través de la acción social.

Para Marí (2005), es necesario asumir un enfoque cultural de comunicación y educación al interior de los movimientos sociales que permita cimentar prácticas emancipadoras y proyectos alternativos de sociedad. Sin embargo, el desarrollo de innovadoras estrategias de comunicación y educación será indispensable pero no suficiente. Se requerirá de una voluntad política favorable para poder generar los cambios deseados.

El **alcance** de sus acciones, posiciona a sus miembros como sujetos históricos, capaces de analizar su entorno y susceptibles de protegerlo y transformarlo. Se trata de una "comunidad de aprendizaje" que según Orellana (2002, 2005), constituye un proceso significativo de desarrollo y maduración de competencias colectivas para redescubrir, conocer, comprender e intervenir en la realidades sociales y ambientales.

Algunas **dificultades** se identifican dentro del proceso de movilización de la asamblea El Algarrobo. En primer lugar, la escasa incidencia de sus acciones en la esfera pública legislativa, desalienta sus miembros lo que afecta en ocasiones la cohesión interna de la organización. De igual forma, el aumento de la criminalización a la protesta social genera en algunos miembros el temor a manifestarse y a expresarse públicamente. Vale la pena resaltar que enriquecer permanentemente el repertorio de estrategias pacíficas, críticas y creativas resulta siendo en ocasiones difícil. Todos los miembros trabajan voluntariamente, sin embargo, resolver al mismo tiempo sus necesidades económicas de base, implica en ocasiones una dinámica asamblearia que presenta variables de alta y baja participación social.

Es por ello que la envergadura de un proyecto complejo y multidimensional como este plantea varios **desafíos**: mantener el espíritu inclusivo respetando las diferencias tanto políticas, como generacionales, de género e incluso de origen, evitando las divisiones y rupturas internas por análisis individualistas o sectarios.

Estimular permanentemente el interés por los problemas relacionados con los proyectos mineros aprendiendo colectivamente a superar las divisiones sociales y las contradicciones personales y colectivas.

Cambiar de paradigma, otorgando un lugar privilegiado a los bienes naturales como patrimonio colectivo, un desafío que replantea necesariamente un cambio en las relaciones entre el hombre y la naturaleza

Asumirse como sujeto político, que construya colectivamente un proyecto de sociedad más justo y equilibrado a partir de otros modos de organización y participación ciudadana.

Fortalecer la credibilidad social. Este aspecto implica un trabajo interno entre los miembros, que garantice la unidad social en el largo plazo y una dimensión externa que les permita, como actores críticos del cambio social, incidir efectivamente en la política pública.

La lucha de la asamblea ciudadana El Algarrobo permite ver en pequeña escala una lucha que se mantiene actualmente en 15 provincias del territorio nacional en Argentina. Este movimiento social se enmarca igualmente dentro de los esfuerzos que a nivel regional e incluso internacional realizan miles de comunidades que creen que un mundo con valores de justicia, equidad y respeto socioecológico es posible.

El desafío es aprender desde el sur y junto al sur a encontrar respuestas necesarias para poner en movimiento una transición del capitalismo no fundada en la exclusión sistemática sino en el "buen vivir", como lo afirman los pueblos andinos (Lujan, 2010)

CONCLUSION

L'expansion du secteur extractif, particulièrement minier se poursuit depuis des années en Amérique latine. En 2013, le site Global InfoMine¹⁰⁰ a répertorié 1065 compagnies extractives détenant 2394 projets miniers. Parmi ces projets, 50% appartiennent à des compagnies canadiennes. Le déploiement de ces mégaprojets miniers a provoqué une diversité d'impacts socioenvironnementaux, dont certains sont irréversibles. Il s'agit d'une problématique complexe et multidimensionnelle.

Nous constatons que les communautés d'Amérique latine sont dépourvues de ressources pour faire valoir leurs droits et défendre leurs intérêts. Plusieurs États sont souvent mal outillés et ne peuvent pas ou n'ont pas la volonté d'encadrer ce secteur. Le problème central demeure l'impunité dont jouissent les compagnies responsables de ces conflits (Matte, 2011). Des impacts sociaux, politiques, juridiques et économiques émergent de cette problématique. Les tensions entre la position de ceux qui font le pari du déploiement du modèle minier extractif-exportateur et celle de ceux qui croient qu'une autre forme de vivre est possible, deviennent évidentes.

Pour faire face à cette situation, de nombreuses communautés locales, en conflit avec les compagnies minières, prennent de plus en plus conscience de la nécessité de se mobiliser pour revendiquer leurs droits et défendre la vie des peuples et la protection de la nature. Elles dénoncent une nouvelle forme de colonialisme marqué entre autres par le manque de consultation et de participation publique, ainsi que par la criminalisation de la protestation sociale. Ces mouvements mettent en évidence

¹⁰⁰ InfoMine [s.d.] *Mining companies and Mineral properties*. Récupéré le 25 octobre 2013 de <http://www.infomine.com...>

l'émergence d'un regard critique qui refuse l'imposition d'un mode de développement prédateur. L'apprentissage acquis au sein de ces mouvements contribue au renforcement d'une identité citoyenne et écologique qui se bâtit au cœur de la résistance sociale. Une identité collective, très ancrée dans l'histoire des résistances du peuple argentin, devient progressivement un moteur de lutte contre les injustices et pour la défense du peuple.

Pour ce qui est de l'Argentine, nous avons dressé un portrait de l'expansion minière en développant le contexte dans lequel ce secteur s'insère. La naissance de l'Union d'Assemblées Citoyennes (UAC) démontre comment l'association et la coopération sont vues comme des actions émancipatrices et libératrices. Les membres du mouvement octroient des nouvelles significations à la mère terre, source de vie dans laquelle ils construisent son identité et s'enracinent dans son milieu de vie. Ils se mobilisent à cause des problèmes concrets et significatifs pour la communauté. On constate que les luttes de ces assemblées sont la suite d'une longue histoire de résistances et de contestations sociales qui s'opposent aux politiques néolibérales depuis plusieurs années.

Les revendications de ce mouvement s'inscrivent donc dans une pensée critique qui trace des liens étroits entre la justice sociale et l'écologie (Bowers, 2001). La structure et la dynamique organisationnelle de l'UAC portent une riche dimension éducative et politique. L'impact de ses actions a permis d'exercer une pression sur la sphère politique de certaines provinces et de proposer des changements importants pour réguler l'extraction minière. La pratique qu'expérimentent ses membres stimule, sans aucun doute, l'apprentissage collectif, tout en favorisant la formation d'une conscience citoyenne active et responsable.

Nous avons caractérisé finalement la portée, et la signification de l'assemblée El Algarrobo, un mouvement citoyen qui témoigne, depuis 18 ans, des impacts socioenvironnementaux de la mine Bajo La Alumbrera, premier mégaprojet d'extraction d'or et de cuivre à ciel ouvert en Argentine. Ce mouvement s'oppose à l'implantation de nouvelles mines qui menacent de délocaliser massivement la

population. Les conclusions que nous tirons de notre étude de cas nous permettent d'affirmer que ce mouvement citoyen fait preuve de courage et de détermination dans un conflit où le rapport de force s'avère très inégal.

L'expansion accélérée des compagnies minières a signifié la consolidation des mouvements de résistance en Amérique latine particulièrement en Argentine. Une signification sociale se dégage de ces mouvements. Ils sont porteurs de forces éducatrices significatives (Holst, 2002). L'apprentissage qui s'expérimente à l'intérieur du mouvement résulte révélateur tant sur le plan individuel que collectif. Leurs membres sont capables d'élucider des postures alternatives qui passent par la resignification de différents concepts tels que la démocratie, le développement ou le progrès. Ses interprétations ne sont pas fermées et sa diversité de stratégies de résistance constitue une force d'action éloquente. Le développement de la dimension politique et de l'esprit critique au sein du mouvement de résistance pourrait avoir des effets positifs sur le pouvoir-agir dans la quête des alternatives à l'extractivisme.

La dynamique développée par cette assemblée illustre une des formes de structuration collective du mouvement de résistance sociale aux minières dans une perspective de justice socioécologique. La valeur octroyée au déploiement de stratégies de communication et d'éducation au sein du mouvement détermine sa capacité à mobiliser des citoyens. Ce processus a permis d'acquérir des attitudes et des valeurs (savoir-être) et de développer de nouvelles compétences (savoir-agir) pratiques pour faire face à la problématique minière. Dans ce contexte, parmi diverses stratégies l'assemblée explore entre autres l'art comme forme de résistance et de manifestation culturelle.

Malgré la peur que la criminalisation de la protestation sociale soulève, nous constatons que les mobilisations des assemblées citoyennes ne tendent pas à disparaître. D'après notre collecte de données, l'imaginaire relié aux concepts de « démocratie » et de « développement » est démythifié. Néanmoins, la clarification du projet de société souhaité reste en construction. Ces dernières conclusions valent

également, en grande partie, pour l'ensemble des assemblées citoyennes qui résistent aux impacts de projets miniers en Argentine.

Sur le plan méthodologique, cette recherche nous a permis de remarquer que le sujet des mouvements sociaux est traditionnellement beaucoup plus analysé dans le champ de la géographie et de la sociologie que dans celui de l'éducation. C'est pourquoi, si l'on reconnaît le pouvoir de la société civile et des mouvements sociaux, comme moteur de changement social, d'autres recherches pourront se faire en établissant des liens entre les mouvements sociaux et l'éducation à la citoyenneté. D'après nous, cette éducation devra promouvoir les valeurs et principes de la sphère collective, encourageant les revendications des droits économiques, sociaux et culturels, tout en favorisant une incidence positive dans la construction de politiques publiques.

L'art comme forme de résistance et ses relations avec la politique symbolique pourrait aussi constituer une voie possible à explorer pour enrichir davantage le répertoire de stratégies pacifiques de protestation sociale. Enfin, il s'avère particulièrement pertinent de considérer la perspective écoféministe au sein des mouvements sociaux, domaine relativement peu étudié.

Nous devons prendre conscience de la patience nécessaire à l'élaboration d'un nouveau modèle historique de changement et de transformation.

La patience est indispensable, car ce modèle est en voie de développement.

Pour que ce processus arrive à terme, il est vital de se battre pour répandre une nouvelle conscience civile.

Manuel Vasquez Montalbán, 2004

ANNEXE A – ARTICLE PUBLIÉ DANS LE JOURNAL EL ANCASTI (1995)

10

EL ANCASTI LOCALES

Edición 18 de septiembre de 1995

Nueva promesa de desarrollo para Andalgalá

La entrada simbólica del tren de carga a la estación de Huaco mudo, en la óptica de las autoridades nacionales y provinciales que estuvieron presentes en el acto institucional, el comienzo de una nueva historia para la región, estrechamente vinculada con el desarrollo minero que, por ahora, sólo se concreta en anuncios.

ANDALGALA (Enviados especiales) La comunidad de esta departamento celebró ayer el retorno del tren de carga a la estación de Huaco mudo, mediante la reactivación del ramal ferroviario que se inicia en Beltrán y que se introduce en el territorio de nuestra provincia a través de la estación de Caballier.

Sin embargo, el tren es un medio de transporte que a la vez genera una demanda de servicios que surge, ya que el Gobierno nacional decidió reactivarlo no solamente como medio de salida del mineral de yacimientos como Bajo La Alumbrera, sino que además estará al servicio de la producción agropecuaria.

"Es una herramienta, y un reconocimiento al pueblo de Andalgalá", dijo el secretario de Minería de la Nación y electo gobernador de La Rioja, Angel Mazza, al bajar del avión que lo condujera allí desde su provincia, y en el que viajaban, desde Buenos Aires, el secretario de Transporte de la Nación, Edmundo Soria, y el presidente de Ferrocarril General Belgrano S. A., Ignacio Ludueña, entre otros.

Soria, a su vez, se ocupó en subrayar que el retorno del tren era un logro "del presidente de la Nación", aunque luego corrigiera que "es una realidad concretada por el Gobierno de la provincia y el Gobierno de la nación, al servicio de Catamarca".

Aunque en un comienzo se especulaba con que en el acto no habrían autoridades provinciales, ocuparon el estuche paico: el gobernador Arnoldo Castillo, el vice gobernador Simón Hernández, los ministros Guillermo Herrera y Daniel Plaza, el presidente de la Cámara de Diputados, Ricardo Guzmán; además del senador Pedro Villarroel, el diputado Horacio Pernasetti, y el intendente de la Ca-



Así de adornado con símbolos patrios triunfó el renovado sueño del Caste provincial.

pital, Eduardo Brizuela del Moral. Asimismo, figuraron el actual intendente de Andalgalá, Amadeo de Jesús Olivera, y el electo Ciro Gamagiel Aguirre, junto al presidente de las fuerzas vivas, Miguel Curi, intendentes y concejales de otros departamentos.

De esta forma, la llegada del tren fue un acto puramente institucional, durante el cual los funcionarios que hablaron trataron de despejar cualquier duda al respecto.

Signo de esperanza

La población de Andalgalá se congregó desde antes de las 10 en la estación, pero el acto se inició a las 12.15, cuando llegaron todas las autoridades. Antes de eso, el tren, que arribó el jueves, fue ubicado a unos kilómetros de la estación, y la entrada simbólica se produjo a las 12.25 exactamente, acompañada por la ban-

da de música del Regimiento 17°, el sonido de la campana de la estación, y banderitas argentinas que se agitaban como muestra del júbilo popular.

El cura párroco Marcelino Ocampo bendijo la máquina, y a partir de entonces hubo varios oradores.

Amadeo Olivera habló en nombre de la comunidad para celebrar que "la rehabilitación del ferrocarril constituye un signo de esperanza y un factor de cambio socioeconómico largamente esperado". Historió que "cuando las empresas mineras Musto y MIM



Para Angel Mazza, la minería está a la nueva vía de transporte "va a llevar progreso y empleo a zonas marginales de nuestro país".

PRODUCTORES DE FLORES

Ofrece a Floristas y Revendedores Flores de Statics y Siempreviva

\$ 4,00 el paquete, contiene cuatro docenas
\$ 3,00 el paquete (a partir de 10 paquetes)

ENVÍOS AL INTERIOR

Tratar: Malpú 625 - Catamarca - Tel. 25802 - 41651

Tenga espacio
Mesas para computación

OFERTA
12 cuotas de \$ 18.
Envíos al interior sin cargo
Créditos personales - Tarjetas - Bancal

FS
COMPUTACION

Sarmiento 555
Tel./Fax 0833-31251

Martes 21 de febrero de 1996

EL ANCASTI LOCALES

3

DENUNCIAN EXPLOTACION INHUMANA
EN BAJO LA ALUMBRERA**"No nos dejan
ir ni al baño"**

Juan Pablo Aybar ingresó a trabajar al emprendimiento minero Bajo La Alumbra en el mes de febrero de 1995. A pesar de que ingresó como oficial carpintero, desde que llegó ha realizado trabajos de peón. Como tantos catamarqueños, llegó seducido por la posibilidad de trabajar dignamente. Sin embargo, hoy no duda en calificar la situación laboral de la gente del lugar como "peñamente mala" y alerta sobre las consecuencias que podría tener la falta de seguridad y atención médica sobre sus compañeros, fonda mentalmente en el rubro de la construcción.

"No nos dan permiso ni para ir al baño", graficó Aybar para describir el carácter de los capataces contratados por la empresa Fluor Daniel SADE. "Si estamos enfermos el capataz nos tiene que firmar una nota para que nos lleven a 30 kilómetros a que nos vea el médico, pero allí nos inflaman y nos mandan a laburar de nuevo. Los médicos dicen que para autorizarnos una hora de tareas livianas, tenemos que llegar allí con malestar", se quejó Aybar, quien aseguró que explicó la situación tanto a las autoridades de la UOCRA como al delegado de la CGT nacional, Ermas Cruz, y que la única respuesta que obtuvo fue un pedido de paciencia porque el emprendimiento es muy nuevo y recién estamos

acostumbrando los contactos con la empresa". Alojado en el primer pabellón, Aybar asegura que a la hora de comer hay que hacer una hora de cola y el personal se enferma, misteriosamente se descomponen los handy y el trabajo es ininterrumpido y a destajo. A veces uso si come porque no nos dan tiempo. Hemos pedido media hora más de descanso, pero hasta el momento no nos han dado corte", insistió Aybar.

A pesar de que el sueldo es de 300 pesos quincenales, Aybar asegura que está "en un engaño, porque trabajamos diez horas por día y a veces hasta doce o catorce, por lo que en realidad nos están pagando una mensualidad miserable". Finalmente, el descontentado peón de la mina desmintió las promesas de la empresa en materia de salud y seguridad con la crudeza de los hechos. "Laburamos al aire libre, no hay ropa, no hay chalecos, no hay camperas. Había un muchacho que tenía que trabajar con la ropa que tenía puesta cuando llegó. A veces nos obligan a trabajar hasta 12 horas por día. Estamos peor que presos, el clima cambia como cinco veces por día, lluvia, sol o tres camperas que no podían hablar de la angustia que tenían y el capataz no les dio permiso para descansar ni para ir al médico", concluyó Aybar.

Renunció Bomczuk

De acuerdo con lo que trascendió en oficinas de Casa de Gobierno, el primer mandatario provincial, Arnoldo Anibal Castillo, aceptó la renuncia al cargo que presentó el subsecretario de Turismo, arquitecto Basilio Bomczuk.

El dimisión, según se pudo esta-

blecer, presentó su renuncia luego de una serie de diferencias imposibles de sanar, que habría mantenido con el ministro de Producción, Hernán Colombo, responsable del área de Turismo. Desde el ámbito oficial no se informó quién reemplazará a Bomczuk en el cargo.

**Colegio Bioquímico de
Catamarca****CONVOCATORIA A ASAMBLEA**

Convócase a los socios del Colegio Bioquímico de Catamarca a la Asamblea Extraordinaria, que tendrá lugar el día Viernes 23 de Febrero de 1996 a horas 20, en su sede social de Avda. Belgrano 498 de ésta ciudad, para el siguiente:

ORDEN DEL DÍA

- 1- Lectura y consideración del acta de la Asamblea anterior.
- 2- Conformación de un nuevo Ente con capacidad para contratación con O.S.
- 3- Relaciones con Obras Sociales.
- 4- Informe sobre el Silecat.
- 5- Elección de dos socios para referendar al Acta, conjuntamente con el Presidente de la Asamblea.

CONSEJO DIRECTIVO

La asistencia es OBLIGATORIA, por los temas puntuales a tratar.

D/ COLEGIO BIOQUÍMICO DE CATAMARCA

EN BUENOS AIRES

**Investigan banda con
bonos falsos de
Catamarca**

Personal de la Policía de Catamarca ya se encuentra en Buenos Aires investigando la posible vinculación con esta provincia de una banda que fue detenida la semana pasada en el partido de Morán, en cuyo poder se encontró una importante suma de bonos falsos.

La información fue confirmada anoche a Teveprensa por el propio comisario de Gobierno, Guillermo Herrera, quien señaló que ya había impartido instrucciones al titular de la Policía, a los efectos de que se realice una investigación paralela a la que lleva adelante la Justicia porteña.

De acuerdo con lo recogido por medios nacionales, efectivos de la Policía bonaerense detuvo en un operativo realizado la semana pasada en Morán a una banda de delincuentes que tenían en su poder, entre

otras cosas, una suma cercana a los 70.000 pesos en títulos públicos al portador falsos de la provincia de Catamarca.

Sin embargo, no hubo mayores precisiones al respecto y el ministro Herrera sólo se limitó a reconocer la existencia del operativo y de las instrucciones que dio sobre el caso, sin agregar otros elementos que brinden claridad respecto al accionar de esta banda.

Con respecto a las consecuencias que podría tener este descubrimiento, Herrera no se mostró preocupado por cuanto destacó que los "bonos cuentan con un excelente respaldo financiero y en oportunidad que se intentó introducir títulos falsos en el mercado, la operación no anduvo y la provincia procedió al rescate a los treinta días sin mayores inconvenientes".

Protesta de sanitaristas

En un duro documento que hicieron llegar al gobernador de la provincia Arnoldo Castillo, los dirigentes del Sindicato de Trabajadores de Obras Sanitarias Catamarqueñas (STOSCA) manifestaron su "ferviente protesta respecto al cronograma de pago del adicional en Bono para el mes de enero".

Los gremialistas, que no pueden evitar mostrar su malestar, se quejan porque esta retribución recién se terminaron de hacer efectiva el 23 de este mes, por lo que le recuerdan que en meses anteriores este beneficio se percibía a más tardar hasta el 12 del mes al que correspondía el pago. En la nota, firmada por Horacio Balastegui, Carlos Moreno y Julio Barria, piden que "se aboque a más tardar el martes 20 (ayer) el adicional en Bono al personal de Obras Sanitarias".

Advierten que "no se puede constituir financiación de la actual estado de la provincia con la necesidad y los mayores salarios de los trabajadores", y responsabilizan de la crisis económica y financiera de Catamarca "a los políticos de cualquier signo partidario que hayan estado o están en el gobierno, porque se deficiencia son todos responsables, por acción, omisión, negligencia, abdicación o dilación".

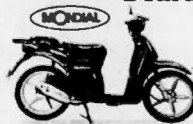
El documento del mismo gremio provincial que inició medidas de fuerza por falta de pago y que se manifestaron sobre el tema, concluye señalando que lamentan el tono que debieron usar en esta oportunidad, pero le adelanta a Arnoldo Castillo que "es un sentimiento de nuestros representantes".

TENGA TODO MAS CERCA CON**MONDIAL****dribbling VR**

CILINDRADA: 50 c.c. - ENCENDIDO: Electrónico
CONSUMO: 1 litro cada 70 Km.
Ant. y 15 ctas de \$ 119

MONDIAL M

CILINDRADA: 50 c.c. - ENCENDIDO: Electrónico
MOTOR: Monocilindrico de 2 tiempos.
Ant. y 15 ctas de \$ 153

Scarabeo

Ant. y 18 ctas de \$ 249



Ant. y 18 ctas de \$ 249

MOTOR: Monocilindrico de 2 tiempos.
Refrigerado por aire forzado.
Distribución y admisión por válvulas laterales.
CILINDRADA: 50 c.c.
ENCENDIDO: Electrónico, con bobina AT externa.

CENTRO LIVING

CRÉDITO FINANCIERO - TRANSITO DE CRÉDITO - BANCOS - BANCOS

República esp. Vicerío Saguro - República esp. Santa - An. Pto. Castille 579 - Pineda 170 (Tingost))

ANNEXE C – ARTICLE PUBLIÉ DANS LE JOURNAL EL ANCASTI (2001)

Sábado 18 de junio de 2001

INFORMACIÓN GENERAL

EL ANCASTI 11

SON ELEVADOS LOS NIVELES DE SULFATO EN EL RÍO AMANAO, SEGÚN ESTUDIOS OFICIALES

El Gobierno tiene pruebas de que Bajo La Alumbraera provoca contaminación

Documentación de la Secretaría de Estado del Ambiente revela un impacto preocupante por las filtraciones del Dique de Cotas.

• Aunque la Secretaría de Minería aseguró que no recibió la información, tiene facultades para requerirla.

Una serie de informes que se habían mantenido en reserva por parte de la Secretaría de Estado del Ambiente, y a los que tuvo acceso EL ANCASTI, revelan los niveles de contaminación que está provocando el emprendimiento de Minería Alumbraera en la cuenca del río Amanao, en el departamento Andalgala.

La información fue confeccionada sobre la base de un monitoreo realizado por especialistas del organismo desde que comenzó la explotación minera. Se tomaron muestras de agua de la denominada Cuenca del Amanao en diferentes puntos dentro y fuera del área de la empresa. Las muestras fueron analizadas por laboratorios de la Comisión Nacional de Energía Atómica, cuyos valores tienen escasas posibilidades de error.

Basándose, los resultados muestran variaciones ascendentes en los niveles de sulfatos y sulfuros en el mencionado caso que superan los niveles máximos permitidos por la Organización Mundial de la Salud (OMS). Fijos en 450 mg/litro. En distintas épocas, el nivel de sulfato varía entre los 600 a 800 mg/litro.

El objetivo de estos análisis era determinar qué impacto estaban generando los residuos contaminantes de la explotación que son volados en el denominado "Dique de Cotas", debido a las filtraciones de ácidos a la cuenca del Amanao.

En este sentido, la minera deriva las aguas ácidas con desplazamiento de metales pesados, entre otros, manganeso, hierro, plomo y cobre que surgen del mismo proceso de explotación.

Acelerar a tiempo

En el organismo afirman que los niveles de sulfuro en el cauce del río Amanao son el mayor "preocupante", aunque están controlados. Sin embargo, continúan que todavía la situación no llegó a un límite sin retorno.

"Es importante reconocer que el problema existe, que hay variaciones como en to-



RESIDUOS PELIGROSOS. Según informes de la Secretaría de Estado del Ambiente, el Dique de Cotas de Bajo La Alumbraera presenta filtraciones nocivas.

de explotación minera y, a partir de allí, hacer algo para que esto no llegue a una situación sin control", manifestó una alta fuente consultada por EL ANCASTI.

Hasta el momento, nunca se manifestó abiertamente el problema de contaminación que genera la minera, el que podría ser desastroso para el departamento de Andalgala si se no se toman ciertas en el asunto.

La misma fuente afirma que se está a tiempo de realizar un tratamiento para evitar las filtraciones de agua contaminada hacia el río. Pero, esto depende de una decisión de la empresa -que deberá realizar una inversión- y de que el Gobierno de la provincia presione para que esto se cumpla.

A modo de prevención ante esta situación, el organismo está a punto de encarar una serie de obras para proveer de agua potable a la localidad de Amanao. Básicamente, se modificará la fuente de provisión, que antes era este río, por un error que está fuera de la influencia del Dique de Cotas. Una obra similar llevó adelante la misma Minera, aunque para la población de Via Vieja, que se encuentra más próxima al embalse.

La herencia

Uno de los problemas que presentan los niveles de sulfatos monitoreados en la

cuenca del Amanao, es que las variaciones descendentes solo se registran en épocas de lluvia, lo que hace suponer que las filtraciones se mantienen a un mismo nivel permanentemente.

Actualmente, estos niveles se mantienen controlados debido a que la empresa instaló un sistema de retrobombeo más abajo del Dique de Cotas que toma el agua contaminada y la devuelve al embalse. Este sistema -lógicamente- requiere de personal que lo opere.

Al proyecto de Bajo La Alumbraera no le quedan más de 7 años de explotación. Luego de ello, las bombas deberán continuar funcionando, puesto que los ácidos y el agua de las precipitaciones continuarán contaminando el dique. Y si el sistema de retrobombeo falla o se apagara, no habrá nada que impida el paso de líquidos sumamente nocivos.

De esta forma, se confirman los temores que manifestaron en distintas ocasiones los pobladores de Andalgala con respecto al impacto negativo de la minera para el departamento. En este sentido, EL ANCASTI realizó una serie de investigaciones y un reciente relevamiento in situ de las áreas más comprometidas y cercanas al Dique de Cotas, de donde surgen datos que también se confirman con los informes de la Secretaría de Estado del Ambiente.

¿Quién controla?

Poco a la existencia de un organismo específico para atender la problemática ambiental en toda la provincia, en este caso, el control es potestad de la Secretaría de Minería de la provincia, paradójicamente el área que también debe alentar su explotación.

Así está establecido desde agosto de 1997 por el Decreto N° 1.318, que establece al organismo como Autoridad de Aplicación de la Ley Nacional N° 24.586 que regula en forma integral la protección del medio ambiente, potencialmente expuesto por la actividad minera. En el artículo N° 2 del decreto se faculta a la secretaría a gestionar cualquier tipo de consulta específica a los organismos entendidos en la materia, así como a la Secretaría de Estado del Ambiente, y expedirle el respectivo.

Según las fuentes consultadas, fue hasta febrero de este año que el trabajo se vino haciendo en forma conjunta y coordinada la información requerida. No obstante, desde hace un tiempo, debería haberse establecido un convenio de la Secretaría de Estado del Ambiente, considerando un marcado divorcio entre los organismos a raíz de la problemática ambiental que genera Bajo La Alumbraera.

Lee

NOBOL

Papá Merece Un Buen Regalo.

SWEATER

CHENTO

\$ 25

ZAPATOS

\$ 35

CAMISAS

\$ 20

CAMPERA

CORDEROY

3 Ctas. de \$ 23

Variedad hasta 12 Cuentas - Variedad Naranja 6 Cuentas Sin Interés - Muebles - Bancos - Crédito Personal 3 Cuentas Sin Interés.

SIEUX **TURQUOISE** **UNIFORME** **ST. MARGARET**

Gal. Azurra Factory Locales 2 y 3 - Rivadavia esq. Republica

EVER

YOUNG

100% ORIGINAL

ANNEXE D – AFICHE DE CONVOCATORIA



ANNEXE E – MURALES



ANNEXE F – ROMANCE DEL 15 DE FEBRERO

JUEVES
THURSDAY
QUINTA

Romance del 15 de Febrero

10

JUNIO
JUNE
JUNHO

<p>8 Estaba la tarde color de ceniza, 9 con pintas de sangre allá en las colinas.</p>	<p>¡Pedir por la tierra que tanto la amamos; fue siempre la idea y así nos pagaron!</p>
<p>11 Soplaban los aires sus últimos sonos 12 con ruido a gendarmes y cientos de voces.</p>	<p>¡Oprobio de hermanos vendidos por cuentas! No quieren acaso su patria, su tierra?</p>
<p>13 Allí por la huella 14 que sube al Potrero tensaba sus cuerdas 15 el mes de febrero.</p>	<p>¡Romance del quince doliente febrero! la historia te inscribe en el alma del pueblo!</p>
<p>16 ¡ Con palos y perros, con balas y gases 17 se abre el infierno atroz de esa tarde!</p>	<p>Por cada reguero de sangre vertida, ¡reclaman mis versos venganza y justicia!</p>
<p>18 ¡Hay llantos de niños, 19 hay sangre de hermanos! ¡Se mezclan los tiros 20 con golpes y palos!</p>	<p>¡Maldigo a los judas traidores que entregan, mi pueblo al saqueo por treinta monedas!</p>
<p>21 Quinientas las almas, que fueron heridas, 22 que fueron golpeadas cruelmente esedía.</p>	<p>¡No quiero otra patria, yo quiero la mía, con límpidas aguas y verdes colinas!</p>
<p>¡Tan bárbaro ultraje, tan necio el gobierno! ¿callar las verdades con balas y perros?</p>	<p>000 _____ Pascual Ramos</p>

NEXT WORK

Julio 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

ANNEXE G – PADRENUESTRO ANDALGALENSE

Padrenuestro Andalgalese

Padre nuestro que estas en el cielo
no permitas que se abran estas empresas
y que sigan saqueando nuestras riquezas
como lo hicieron desde hace quinientos años
destruyendo nuestra naturaleza y cultura
santificado sea tu nombre
como el santuario del Aconquija,
de nuestro cerros y nuestro nevado
y todos los cerros de América Latina.
Venga a nosotros tu reino
y no las mineras a cielo abierto
y las empresas que atentan a nuestras vidas
y que destruyen tanto
en la tierra como en el cielo,
dadnos hoy el pan de cada día,
dadnos el verdadero trabajo
para que progrese el pueblo,
y enseñanos a trabajar a la tierra
sin que tengamos que contaminar
ni perjudicar la tierra de las nuevas generaciones
y perdona nuestras ofensas
como así también perdonamos
a los que nos ofenden
porque ellos con sus ignorancias no pueden
y no entienden que el agua es sinónimo de vida
y que el agua y la vida no se negocian,
no nos dejes caer en la tentación
de recibir las dadas
con la que ellos nos quieren comprar
nuestros cerros, nuestra agua, nuestras vidas
y a no vender nuestra dignidad
para alimentar la ambición
que nos quiere llevar a la extinción
y ha odiarnos entre hermanos
y libranos del mal
de toda la contaminación
que ellos nos producen
y nos producirán
libranos de todos los saqueos;
de todos los tormentos que producen
y le producirán a mi Andalgala
libranos de todas estas empresas genocidas
en nombre del pueblo.

Amen

APPENDICE A : GUIDE GÉNÉRALE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL

L'expérience personnelle

- Depuis combien de temps êtes-vous membre du mouvement
- Pour quoi vous vous êtes impliqué au mouvement
- En quoi consiste votre implication (aspects principaux, fonctions, responsabilité, journée type, etc.) ?
- Dans l'Assemblée El Algarrobo, quels ont été les aspects les plus importants de votre travail?
- Comment décririez-vous le fonctionnement de votre mouvement (combien de membres, mode de prise de décisions, leadership, etc.) ?

L'industrie minière en Argentine

- Est-ce que vous pensez qu'il y a de bénéfices associés à l'industrie d'extraction minière en Argentine? Si oui, précisez.
- À votre avis, y a-t-il des problèmes associés à l'industrie d'extraction minière en Argentine? Si oui, précisez.
- Pensez-vous que les réglementations légales sur l'industrie d'extraction minière sont adéquates? Sinon, explicitez.
- Que type de changements souhaitez-vous voir?
- Qui est responsable de faire ces changements?

Le mouvement de résistance

- Pouvez-vous, s'il vous plaît, me raconter brièvement l'histoire de naissance du mouvement?
- Quel est le rôle de la politique dans le mouvement de résistance?
- Est-ce que la culture influence d'une certaine manière la façon d'agir en tant que mouvement ?

- Quelle est la force du mouvement de résistance à Catamarca? Est-il actif, local/régional et efficace?
- Qu'est-ce qui a été le plus difficile dans le processus de résistance ?

Les relations entre les acteurs

- Avec quels groupes les relations ont-elles été les plus difficiles et les plus faciles?
- Avez-vous senti de l'opposition au projet de la part d'autres organisations?
- Pourquoi, selon vous, le projet de La Alumbrera a-t-il trouvé un tel blocage de la part de certains membres de la communauté?
- Comment la population regardée en général le projet à ce moment?
- Comment se sont passées vos relations avec le milieu de Catamarca et des environs?
- Comment se sont passées vos relations avec le milieu autochtone?
- Sentiez-vous que les intérêts en présence des différents groupes étaient conciliables?

Le changement et le bilan

- Quelles sont à votre avis les actions que vous avez menées, qui ont été le plus significatives dans la lutte que vous portez?
- Selon vous, ces dernières années, y a-t-il des changements chez le gouvernement dans la manière de développer les grands projets miniers et de considérer les impacts environnementaux?
- Quels sont les apprentissages individuels et collectifs vécus au sein du mouvement?
- Croyez-vous que l'expérience du projet La Alumbrera a changé la façon dont votre région a réagi ou réagira face aux projets futurs miniers?
- Est-ce que vous vous sentez plus outillés maintenant pour agir lors de la conduite de grands projets?
- À votre avis que faudrait-il changé pour améliorer le fonctionnement de l'ensemble?
- Avez-vous des idées ou des projets en lien avec le territoire qui pourraient répondre aux besoins exprimés par le mouvement?

APPENDICE B : GUIDE D'OBSERVATION

Au niveau organisationnel

- Prise de décisions
- Partage des tâches
- Participation et liens de solidarité
- Satisfaction globale de la démarche du mouvement
- Leadership
- Intérêts en cause
- Enjeux de la résistance
- Construction sociale des schèmes d'interprétation collectifs
- Construction et maintien de l'identité collective
- L'autonomie
- La mobilisation et les actions collectives

Au niveau de la pensée critique

- Savoir
- Savoir-être
- Savoir-faire
- Savoir-agir

RÉFÉRENCES

- Abanto F. A. (2013). Développement durable, enjeux et problématiques autour de la grande entreprise minière : le cas de la province de Cajamarca-Pérou. (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal.
- ABColombia (2012). Giving it away: the consequences of an unsustainable mining policy in Colombia. London : CAFOD, Christian Aid, Oxfam GB, SCIAF, Trócaire.
- Abeyta, L. (2005). Resistance at Cerro de Pasco: Indigenous moral economy and the structure of social movements in Peru. (Thèse de doctorat). University of Denver.
- Abreu, V. M. (2002). Globalization, neoliberalism, and popular resistance: The case of Latin America. (Thèse de doctorat). Purdue University.
- Acosta, A. (2009). La maldición de la abundancia. Quito : Swissaid, Abya-Yala.
- Agosto, Á. (2010). Saberes ancestrales. Destrucción, negación y disputa. Dans Korol, C. (dir.), Resistencias populares a la recolonización del continente. Primera parte (p 45-78). Buenos Aires : América Libre.
- Alcayaga, J. (2009). El país virtual: el lado oscuro del tratado minero Chileno-Argentino. Santiago de Chile : Ediciones Tierra Mía.
- Alderete, C. M. (2004) Distrito Yacimientos Mineros Agua de Dionisio (YMAD). Historia de la minería en Argentina. Dans Instituto de Geología y Recursos naturales, Secretaria de minería de la Nación, Historia de la minería (p 21-41). Buenos Aires : Segemar.
- Alimonda, H. (2011). La naturaleza descolonizada. Buenos Aires : CLACSO.
- Almendarez, J. (2011). Goldcorp (Entre Mares) & Gobierno de Honduras esconden información sobre niñas y niños contaminados. Tegucigalpa, Colegio Médico de Honduras.
- Álvarez de Figueroa, (2000). Historia de Andalgalá. Catamarca: Editorial Sarquis.
- Álvarez, L. M. (2002) Los impactos económicos y sociales del proyecto Bajo La Alumbra y una aproximación a los indicadores económicos de sustentabilidad. Dans Roberto Villas Bôas et Christian Beinhoff (dir.), Indicadores de sostenibilidad para la industria extractiva minera, (p. 319-336). Rio de Janeiro : CNPq, CYTED, IMAAC, UNIDO.
- Amnesty International Canada. (2006). Business as usual: Violence against Women in the Globalized Economy of the Americas. «s.l.» : l'auteur.

- Amnesty International. (2006). Human rights, trade and investment matters. «s.l.» : l'auteur.
- Anaya, J. (2009, 5 octobre). Informe del relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas : Chile. Asamblea General de Naciones Unidas. Récupéré de <http://www2.ohchr.org/...>
- Anaya, J. (2012, 7 novembre). Informe del Relator Especial sobre la situación de los derechos de los pueblos indígenas. (A /HRC/21/XX/Add.Y). «s.l.» : Asamblea General de Naciones Unidas. Récupéré de <http://acnudh.org/...>
- Antares, V. (2012). Tras el oro de Pueblo Viejo: del colonialismo al neoliberalismo. Un análisis crítico del mayor proyecto minero dominicano. « s.l. » : Academia de ciencias de la Republica Dominicana.
- Antón, G., Cresto, J., Rebon, J. et Salgado, R. (2011). Una década en disputa. Apuntes sobre las luchas sociales en Argentina. Dans Rebon, J. et M. Mondonesi (dir.), Una década en movimiento. Luchas populares en América Latina en el amanecer del siglo XXI (p 19-44). Buenos Aires, Argentina : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - CLACSO; Prometeo Libros.
- Antonelli, M.A. (2009, 30 juin au 2 juillet). Reprimarización de la economía regional, intereses mineros transnacionales y Universidad. Algunas notas en torno a la Argentina, haciéndose minera. Communication présentée au Séminário "Universidade, crise e alternativas", Rio de Janeiro, Brésil.
- Antonelli, M.A. (2010). *Construcción de saberes, interculturalidad y disputas por lo público. Los bienes comunes*. Récupéré de <http://publicaciones.ffyh.unc.edu.ar/index.php/filolat/article/view/320>
- Antonelli, M.A. (2011). Megaminería, desterritorialización del estado y Biopolítica. *Astrolabio*, (7), 3-22.
- Aranda, D. (2008 —). Radiografía de la Argentina minera. *Página 12*. Récupéré de <http://www.pagina12.com.ar/diario/sociedad/3-97395-2008-01-13.html>
- Arango, R. et Sánchez, E. (2004). *Los pueblos indígenas de Colombia en el umbral del nuevo milenio*. Bogotá : Quebecor Word Bogotá S.A.
- Ardant, P. (1965). Le néo-colonialisme : thème, mythe et réalité. *Revue française de science politique*, 837-855.
- Arellano, J. (2011). *Minería sin fronteras? Conflicto y desarrollo en regiones mineras del Perú*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos et Pontificia Universidad Católica del Perú.
- Argentina. Secretaria de minería. (2011). *Minería en números*. Rapport du ministère de la Planification fédérale, des Investissements publics et des Services à la présidence de la nation. Récupéré le 27 décembre 2012 de <http://www.mineria.gov.ar/pdf/mineriaennumeros.pdf>
- Arias, M.E. y Orellana, V. (2010). *Minería y educación legitimación del modelo extractivo exportador y su intervención en la cultura*. Universidad Nacional de Córdoba.

- Armony, V., et Chaire de recherche du Canada en mondialisation citoyenneté et démocratie. (2004). *L'énigme argentine : images d'une société en crise*. Montréal : Athéna éditions ; Chaire de recherche du Canada en mondialisation citoyenneté et démocratie.
- ASONOG. (2004). Las industrias extractivas: minería un mal negocio para Honduras. Tegucigalpa, Asociación de Organismos No Gubernamentales, Christian Aid et Oxfam Internacional.
- Aube, D. (2009). *Les dynamiques de la résistance écologique le cas d'une compagnie minière canadienne dans la vallée de Siria au Honduras*. (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal.
- Aube, D. (2010). Éducation environnementale à travers les mouvements sociaux : le cas de la vallée de Siria au Honduras. *Éducation relative à l'environnement : Regards-Recherches-Réflexions* (9), 301-309.
- Bader, B., et Sauvé, L. (2011). *Éducation, environnement et développement durable : vers écocitoyenneté critique*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Baker, R.W. (2007). *Le talon d'Achille du capitalisme : L'argent sale et comment renouveler le système d'économie de marché*. « s. d. » : aTERRE éditions.
- Banco Mundial. (2013, 14 novembre). *Datos de población rural*. Récupéré le 14 novembre de <http://datos.bancomundial.org/indicador/SRUR.TOTL.ZS>
- Barlow, M. et Clarke, T. (2002). *L'or bleu : l'eau, nouvel enjeu stratégique et commercial*. Montréal : Boréal.
- Bebbington, A. (2012). *Social conflict, economic development and extractive industry. Evidence from South America*. New York : Routledge.
- Bebbington, A. et al. (2008). Contention and ambiguity: Mining and the possibilities of development. *Development and Change*, 39(6), 887-914.
- Bebbington, A. et al. (2009). The new extraction? rewriting the political ecology of the Andes. *NACLA Report on the Americas*, 42, (5), 1-13.
- Bebbington, A. et Hinojosa L. (2007). Conclusiones : minería, neoliberalismos y reterritorialización en el desarrollo rural. Dans Bebbington A. (ed.), *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas*. (282-313). Lima : IEP et CEPES.
- Bebington, D. et Dixon, C. (2005). Movement-relevant theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism. *Social Movement Studies*, 4(3), 185-208.
- Beck, U. (2001). *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion.
- Bednik, A. (2013). Conflits, chocs et résiliences. L'extractivisme question t-il la transition? *La Découverte - Mouvements*, 3(75), 44-52.
- Berardi, A. L. (2009). *La Argentina Minera: Análisis macroeconómico*. « s. l. » Conicet – UNMD.

- Berardi, A. L. (2010, septembre.) *Minería metalífera en el noroeste argentino: reconfiguraciones territoriales y conflictos*. Communication présentée aux III Jornadas del Doctorado en geografía: desafíos teóricos y compromiso social en la Argentina de hoy. La Plata: Universidad Nacional de la Plata.
- Berdegú, J., et al (2012). *Territorios en movimiento. Dinámicas territoriales rurales en América latina. Programa dinámicas territoriales rurales*. Santiago, Chile, Rimisp-Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural.
- Bermúdez, R., Rodríguez, T. et Roa, T. (2011). *Mujer y minería: ámbitos de análisis e impactos de la minería en la vida de las mujeres. Enfoque de derechos y perspectivas de género*. Bogotá, Colombia: CENSAT Agua Viva, Mujeres y Violencias, Mujeres Defensoras, Cordaid.
- Bhanumathi, K., Kalpa, N., Ravi, G., Vanka, S. et Gunavathi, B. (2005, 1-9 octobre 2004). *Defending our lives, demanding our rights*. Communication présentée au III International Women & Mining Conference, Visakhapatnam, India.
- Bianchini, F. (2011). *Impacto de los emprendimientos Veladero y Pascua Lama sobre los recursos hídricos de la provincia de San Juan*. Centro de Derechos Humanos y Ambiente (CEDHA).
- BID. (2009). Fiche d'information « Eau : une ressource menacée en Amérique latine et dans les Caraïbes ». Récupéré le 20 novembre 2010 de <http://www.iadb.org/...>
- Bihouix, et de Guillebon, B. (2010). *Quel future pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société*. France : EDP Sciences.
- Blacksmith Institute. (2007, 10 mars). *The world's worst polluted places. The top ten of the dirty thirty*. New York : l'auteur. Récupéré de www.blacksmithinstitute.org/wwpp2007/finalReport2007.pdf
- Blattman, C., J. Hwang y J. Williamson, "The Impact of the Terms of Trade on Economic Development in the Periphery", in Discussion Paper, 2040, Harvard Institute of Economic Research, 2004, pp.1-48.
- Blouin, C. (2010). The Canadian approach to corporate social responsibility in the extractive industry: toward better regulatory governance in mining Latin America. *Revista de Negocios Internacionales*, 3(2), 7-16.
- Bonamigo, C.A. (2007). *Pedagogias que Brotam da Terra: Um estudo sobre praticas educativas do campo*. (Thèse de doctorat). Universidade Federal do Rio Grande do Sul.
- Bórquez, R., Larraín, S., Polanco, R. et J. Urkidi. (2006). *Glaciares Chilenos reservas estratégicas de agua dulce para la sociedad, los ecosistemas y la economía*. Santiago : LOM Ediciones.
- Bottaro, L. (2009, juin.) *Conflictos socioambientales alrededor de la minería a cielo abierto en Argentina. Las discusiones en torno al territorio y el desarrollo*. Communication présentée au International Congress of the Latin American Studies Association, Rio de Janeiro, Brésil.

- Bottaro, L., et Sola, M. (2012). Conflictividad socioambiental en América latina. El escenario post crisis de 2001 en Argentina. *Política y Cultura*, 2(37), 159-184.
- Bowers, C.A. (2001). *Educating for Eco-justice and Community*. Athens : University of Georgia Press.
- Brenning, A. (2008). The impact of mining on rock glaciers and glaciers: examples from central Chile. Dans Olove, B., Wiegandt, E., Luckman B. (ed.), *Darkening peaks: glacier retreat, science, and society*. (196-205). Berkeley : University of California.
- British Geological Survey (2012 —). *World mineral production 2006-2010*. Keworth, Nottingham : l'auteur. Récupéré de www.bgs.ac.uk/mineralsuk/statistics/worldArchive.html
- Brown, K. (2012). *A history of mining in Latin America. From the colonial era to the present*. Albuquerque: University of New Mexico Press.
- Brunschwig, H. (1973). Décolonisation, néo-colonialisme : essai sur le vocabulaire de la politique coloniale - II. *Cahiers d'études africaines*, 5-8.
- Bryan, B. (1995). *Environmental Justice : Issues, Policies, Solutions*. Washington : Island Press.
- Bullard, R., Agyeman J., et Evans B. (2003). *Just Sustainabilities: Development in an Unequal World*. London : First MIT Press.
- Burley, L. (2000). *Impact equity and Canadian mining in Ecuador*. (Thèse de doctorat). Dalhousie University.
- Burneo, M. L., et Chaparro, A. (2009). *Dinámicas de transferencia y cambios en los usos y valoraciones de la tierra en un contexto de expansión minera: el caso de la comunidad campesina de Michiquillay*. Lima, Peru: International Land Coalition América Latina, CISEPA Centro de Investigaciones Sociológicas Economicas Políticas y Antropológicas, CEPES Centro Peruano de Estudios Sociales.
- Campbell, B. (2003.) Factoring in Governance is not enough. Mining codes in Africa, Policy Reform and Corporate Social Responsibility. *Minerals and Energy*, 18(3), 1-12.
- Campbell, B. (2006). Good Governance, Security and Mining in Africa, *Minerals and Energy*, 21(1), 31-44.
- Campbell, B. (2008, 19-21 mai). *Reform Processes in Africa : Issues and Trends*, Communication présentée à la 2e rencontre du Groupe d'étude international, Commission économique de Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), Addis Ababa, Éthiopie.
- Campbell, B. (2009a). *Regulation of the Extractive Sector: Issues Raised by the Revision of Mining Regimes in Africa*, Communication présentée à la conférence Rethinking Extractive Industry: Regulation, Dispossession, and Emerging Claims, The Centre for Research on Latin America and the Caribbean (CERLAC) and Extractive Industries Research Group (EIRG), Toronto, Canada.
- Campbell, B. (2009b). *Mining in Africa; Regulation and Development*, London: Pluto Press.

- CAO Compliance Advisor Ombudsman. (2010). *Annual report FY2010 and review FY2000-10*. Washington : International Finance Corporation (IFC) et Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA).
- Caron, C. (2010). Le pouvoir de la désobéissance civile. *Revue Relations*. 743 (septembre), 11-12.
- Carrere, R. (2004). *L'industrie minière : Impacts sur la société et l'environnement*. Montevideo : Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales.
- Carrio, E. (2006, septembre). *Diagnóstico de la cuestión minera en Argentina*. Buenos Aires : Centro para la Transparencia en la Gestión Pública y Privada Lisandro de la Torre.
- Castagnino, V (2006). *Metal mining and human rights in Guatemala. The Marlin Mine in San Marcos*, « s. l. » : Peace Brigades International.
- CCCI, Conseil canadien pour la coopération internationale (2009). *Traités d'investissement et industrie extractive : leurs répercussions sur les droits de la personne et le développement durable*. Rapport sur le colloque d'orientation du CCCI tenu le 13 mai, « s. l. » : l'auteur.
- Ceceña, A. E. (2004), Los desafíos del mundo en que caben todos los mundos y la subversión del saber histórico de la lucha. *Revista Chiapas*, (16), 9-29.
- CEDHA. (2011, 25 novembre). *Violations by Barrick Gold's Pascua Lama Project (Argentina & Chile)*. « s. l. » : l'auteur.
- Centre de recherches sur les arts et le langage (CRAL). [2013-01-24]. *Musique et politique symbolique au 20e siècle : catégories, usages et stratégies*. Récupéré de <http://cral.ehess.fr/index.php?1452>
- CEPAL, Comisión económica para América latina y el Caribe (2008). *Panorama social de América latina, pobreza, exclusión y desigualdad distributiva*. « s. l. » : l'auteur.
- Cerutti, D., et Silva, M. (2010). *Mover-se: La Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC) y sus formas de organizar los intercambios comunicacionales*. (Trabajo final de licenciatura). Universidad Nacional de Córdoba.
- Chambre des communes du Canada. (2012). Comité permanent du commerce international. CIIT, no. 047, 1re session, 41 législature. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2012/parl/XC75-1-2-411-47-fra.pdf
- Chavagneux, C. et Ronen, P. (2010). *Les Paradis fiscaux*. « s. l. » : Éditions Découverte.
- Christel, L.G. (2013). Incidencia de las resistencias sociales en las legislaciones mineras provinciales. Los casos de Córdoba y Catamarca (2003-2008). *Letras Verdes. Revista Latinoamericana de Estudios socioambientales* (14), 5-26.
- Christian Aid. (2008). *Death and Taxes: The True Toll of Tax Dodging*. London : l'auteur. Récupéré de <http://www.christianaid.org.uk/images/deathandtaxes.pdf>

- CIDSE Alliance internationale d'agences de développement catholiques. (2008). *Un vide à combler : quelle fiscalité dans une économie mondialisée ?* Bruxelles : CIDSE.
- CIDSE Alliance internationale d'Agences de développement catholiques. (2009). *América Latina: Riqueza privada, pobreza publica*. Quito, Ecuador : Agencia Latinoamericana de Informacion - ALAI.
- Cifuentes, E., et Frumkin, H. (2007). Environmental injustice: cases studies from the South. *Environmental Research Letters*, 2, 1-9. <http://dx.doi.org/10.1088/1748-9326/2/4/045034>
- CINEP (2012). *Minería, conflictos sociales y violación de derechos humanos en Colombia*. Bogotá : Programa por la paz. Récupéré de <http://www.jesuitas.org.co/documentos/45.pdf>
- Claps, L. M. y Colao, D. (2005). *Comunicación, recursos naturales y comunidad en el caso esquel*. (Thèse de Baccalauriat). Buenos Aires : Universidad de Buenos Aires.
- Clark, T. (2003). *Canadian Mining Companies in Latin America : Community Rights and Corporate Responsibility*, Actes du colloque du 11 novembre 2002., Toronto, Ontario : Centre for Research on Latin America and the Caribbean - CERLAC.
- Clínica de DESC Derechos Económicos Sociales y Culturales (2006). *El proyecto minero Pascua Lama y sus implicancias sobre el derecho humano al agua*. Santiago de Chile : Escuela de Derecho de la Universidad Diego Portales.
- CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (2006). *Sociétés transnationales, industries extractives et développement : incidences sur les politiques*. Genève, Nations Unies.
- CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (2007). *Rapport sur l'investissement dans le monde : Sociétés transnationales, industries extractives et développement*. New York et Genève, Nations Unies.
- CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (2012). *Rapport sur l'investissement dans le monde : Vue d'ensemble vers une nouvelle génération de politiques de l'investissement*. New York et Genève, Nations Unies.
- Codoni, E. (2013, novembre). Venían a proponernos un sueño?. *La tierra, Periódico de la Federación agraria argentina*. 10, 28.
- Collectif Si a la Vida. (2009). *Politique minière en Argentine : Impacts, menaces, résistances*. « s. l. » : l'auteur.
- Comelli, M., Hadad, M.G. y Petz, M.I. (2010). Hacia un desarrollo (in)sostenible en América Latina. El caso de la minería a cielo abierto en la Argentina. *Argumentos. Revista de crítica social*, 12, 132-157.
- Commission européenne (2011). *Relever les défis posés par les marchés des produits de base et les matières premières*. Communication de la commission au Parlement européen au Conseil au comité économique et social européen et au comité des régions. Bruxelles, Union européen.

- Composto, C. (2012). Minería a gran escala y control social. Apuntes de investigación sobre el caso argentino. *A contra corriente*, 9(3), 254-290.
- Conférence internationale du travail (2012). *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations*. Genève : Bureau international du Travail.
- Corpwatch (2007). *Barrick's dirty secrets. Communities worldwide respond to gold mining impacts*. « s. l. » : l'auteur.
- Costanza, J. (2012, 23-26 mai). *Decentralization and mining: defending development in San Juan Sacatepéquez, Guatemala*. Communication présentée à l'International Congress of the Latin American Studies Association. San Francisco, California, États-Unis.
- Couture-Brière, É. (2012). La crise minière au Panama : trois compagnies canadiennes pointées du doigt. *Le journal des Alternatives*, 3(4), 1-4.
- Damonte, G. et Glave M. (2012). *Rent distribution extractive industry conflicts: the Latin American approach*. « s. l. » : ELLA Economic Development, Extractive Industries and Conflict Management, Department for International Development - UK.
- Dannoritzer, C. (2010). *Prêt à jeter*. [Film, 75 min]. France : Arte France, Radio Televisión Española, Televisió de Catalunya. Coproduction : Article Z, Media 3.14.
- De Echave, J. (2010). Les acteurs de la lutte pour les droits des communautés face aux industries minières : le cas péruvien. *Canadian Journal of Development Studies*, 30, (1-2), 303-321.
- De Echave, J. (2012). La marcha de Conga. *La República*. Récupéré de [http://www.larepublica.pe/columnistas/...](http://www.larepublica.pe/columnistas/)
- De Echave, J. et al. (2009). *Minería y Conflicto social*. Lima, Perú: Instituto de Estudios Peruanos IEP, Centro de Investigación y Promoción del Campesinado CIPCA, Centro Bartolomé de las Casas CBC, Consorcio de Investigación Económica y Social CIES.
- De Sousa Santos, B. (2000). *Towards a new legal common sense*. London : Butterworth.
- De Sousa Santos, B. (2003). *Democratizar a democracia. Os caminhos da democracia participativa*. Porto : Edições Afrontamento.
- Declaración de Lima. (2010, 20 novembre). Communication présentée au Foro Internacional "Pueblos indígenas Minería, Cambio Climático y Buen Vivir". Lima, Pérou. Récupéré de <http://servindi.org/actualidad/35666>
- Dedeu, M. (2012). *Oportunidades y desafíos de la Minería Argentina*. Communication présentée par la Cámara Argentina de Empresarios Mineros CAEM à Expomin 2012, Santiago de Chile : Chile. Récupéré de www.expomin.cl/marketing/pdf/2012/presentacion_martin_dedeu.pdf
- Delgado Salazar, R. (2011). Educación para la ciudadanía desde la acción colectiva. *Magis: Revista Internacional de Investigación en Educación*, 4(7), 201-210.

- Delgado, G. C. (2010). *Ecología política de la minería en América Latina*. México: Universidad Nacional Autónoma de México, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades.
- Deneault, A. (2008). *Noir Canada : pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Deneault, A. et Sacher, W. (2012). *Paradis sous terre : comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*. Montréal : Éditions Écosociété : Rue de l'échiquier.
- Development and Peace (2007). *Mining for justice: the struggle of Honduras civil society for responsible mining*. Toronto, Canadian Catholic Organization for Development and Peace.
- Donadio, E. (2009). Ecólogos y mega-minería, reflexiones sobre por qué y cómo involucrarse en el conflicto minero-ambiental. *Ecología Austral* (19)8, 247-254.
- Doyle, C. et Whitmore, A. (2014). *Indigenous peoples and extractive sector: Towards a rights-respectibg engagement*. Baguio : Tebtebba Foundation, Indigenous Peoples Links and Middlesex University.
- Drake, A. (2009). Les activités canadiennes d'exploration minérale dans le monde. Dans Secteur des minéraux et des métaux de Ressources naturelles Canada (dir.), *Survot des tendances observées dans l'exploration minérale canadienne* 5, 1-14.
- Durran, M. [2012, 31 octobre]. *Bolivia : Les effets d'une mine sur une communauté de femmes*. Récupéré le 15 juin 2013 de <http://www.devorg/fr/blog/...>
- Earthworks et MiningWatch Canada. (2012, février). *Troubled Waters. How mine waste dumping is poisoning our oceans, rivers and lakes*.
- EDSA, Barómetro de la Deuda Social en Argentina. (2012). Desajustes en el desarrollo humano y social (2010-2011-2012). Serie Bicentenario 2010-2016 – Año III. Santa María de los Buenos Aires: Universidad Católica Argentina.
- Eftimie, A., Heller, C. et Strongman, J. (2009, august). *Gender dimension of the extractive industries: mining for equity*. (Extractive Industries and Development Series # 8). « s. l. » : The World Bank.
- El Clarín. [2011, 05 septiembre]. Acceder al agua, una odisea para 5 millones de argentinos. Récupéré de http://www.clarin.com/medio_ambiente/...
- ELAW Environmental Law Alliance Worldwide (2010). *Guidebook Evaluating Mining Project EIAs*. « s. l. » : l'auteur.
- Empereire, L. (1994). L'extractivisme dans le développement durable de l'Amazonie. *Aménagement et nature*(115), 23-31.
- Ericson B., Hanrahan, D. et Kong, V. (2008). *The world's pollution problems: the top ten of the toxic twenty*. New York : Blacksmith Institute.

- Escobar, A. (2001). Culture Sits in Places : Reflections on Globalism and Subaltern Strategies of Localization. *Political Geography* (20), 139–74.
- Fals Borda, O. (2012). Vigencia de utopías en América latina. Dans Herrera, N. et L. López (Dir.), *Ciencia compromiso y cambio social*. Orlando Fals Borda, antología (p 447-458). Buenos Aires : El Colectivo, Lanzas y Letras, Extensión Libros.
- FAO América Latina y el Caribe. (2012). *Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas. Una mirada hacia América Latina y el Caribe 2013*. Santiago : l'auteur.
- FAO. (2011). *Panorama de la seguridad alimentaria y nutricional en América latina y el Caribe 2011. Altos precios de los alimentos: oportunidades y riesgos*. « s. l. » : l'auteur.
- FARN (Fundación Ambiente y Recursos Naturales), et Fundación Cambio Democrático (2009). *Herramientas legales. Fortalecimiento de los Actores de la Sociedad Civil para el ejercicio del derecho al agua y el control social de la actividad minera en la región de CUYO y NOA*. San Juan : l'auteur.
- Ferguson, J. y Gupta A. (2002). Spatializing States: Toward ethnography of neoliberal governmentality, *American Ethnologist*, 29(4), 981-1002.
- Fernandes, B. (2005). Movimientos socio – territoriales y movimientos socio – espaciales. *Grupo interdisciplinario de estudios críticos de América Latina*. 1-11. Récupéré de <http://web.ua.es/en/giecryal/...>
- FIDH (2012). *Entreprises et violations des droits de l'Homme : Un guide pratique sur les recours existants à l'intention des victimes et des ONG*. « s. l. » : Fédération internationale des droits de l'homme.
- Flacks, R., Jeff Goodwin et James M. Jasper. (2004). Knowledge for what? Thoughts on the state of social movement studies. Dans R. Flacks; Jeff Goodwin et James M. Jasper, *Rethinking in Social Movements : Structure, Culture, and Emotion* (p. 135-153). Lanham: Rowman & Littlefield.
- Foley, Griff. (1999) *Learning in social action : A contribution to understanding informal education*. London : Zed.
- Freire, P. (1973). *Education for critical consciousness*. New York : Seabury Press.
- Freire, P. (1999). *Pedagogía del Oprimido*. México. Siglo Veintiuno Editores.
- Gaia Foundation. (2014). *Under-mining agriculture: how the extractive industries threaten our food systems*. London, United Kingdom.
- Galafassi, G. (2008, 23-26 septembre.) *Minería de oro y plata y conflictos sociales. Un proceso de historia reciente en Patagonia*. Communication présentée aux XXI Jornadas de Historia Económica, Buenos Aires, Argentina.
- Galeano, E.H. (1983). *Las venas abiertas de América Latina*. (36a éd.). México : Siglo Veintiuno.

- Galeano, E.H. (1997). *Memoria del fuego I. Los nacimientos*. México: Siglo XXI Editores.
- García, G. (1982, 21 octobre). *La soledad de América latina*. Discours prononcé par Gabriel Garcia Marquez lors de la réception de remise du Prix Nobel de Littérature. Stockholm, Suède, jeudi 21 octobre 1982. Récupéré de <http://estaticos.elmundo.es/...>
- Garibay, F. et Seguíer M. (2009). *Pratiques émancipatrices : actualités de Paulo Freire. Nouveaux regards*. Paris : Syllepse.
- GER-GEMSAL et Cátedra de Sociología Rural (2010). Recursos Naturales/ Bienes Comunes: planes hegemónicos/ disputas y resistencias, *Realidad Económica*, 249, 1-15.
- Giarraca, N., et Teubal, M.. (2010). Disputas por los territorios y recursos naturales: el modelo extractivo. *Revista ALASRU, Nueva Época*, 5, 113-133.
- Gilberti, H. (1981). *Historia económica de la ganadería argentina*. Buenos Aires : Ediciones Solar.
- Gordon, Todd, et Jeffery R. Webber. (2008). Imperialism and Resistance: Canadian mining companies in Latin America. *Third World Quarterly*, 29(1), 63-89.
- Greenpeace. (2013, 03 mai). *San Juan : Reserva de Biosfera de San Guillermo en peligro*. Buenos Aires : l'auteur.
- Greider, William. (1998). *One World Ready or Not: The Manic Logic of Global Capitalism*. New York : Simon and Schuster.
- Guadas, Pep Aparicio. (2009). Movimientos sociales, construcción de lo común y educación Dans Mafra, J., Romão, J. E., Celso, A. et Gadotti, M. (dir.), *Globalização, educação e movimentos sociais*. (p. 73-80). Sao Paulo : Instituto Paulo Freire: Editora Esfera.
- Gudynas, E. (2009). Ciudadanía ambiental y meta-ciudadanías ecológicas. Revisión y alternativas en America Latina. *Desenvolvimento e Meio Ambiente*, 19, 53-72.
- Gudynas, E. (2012, agosto). *Transiciones para salir del viejo desarrollo. Hay alternativas al extractivismo*. Lima : CEPES Centro Peruano de Estudios Sociales, RedGE Red Peruana por una Globalización con Equidad.
- Gudynas, E. (2013). Extracciones, extractivismos y extrahecciones un marco conceptual sobre la apropiación de recursos naturales. *Observatorio del Desarrollo*, 18(Febrero), 1-18.
- Gutierrez, I. (2009). Pascua Lama: su túnel. Mineras depredan los recursos naturales. *Crónica Digital*, 6 de junio.
- Gutierrez, R. A. (2010, 6-9 octobre). *Theory and praxis of environmental rights in Argentina*. Communication présentée á International Congress of the Latin American Studies Association Toronto, Canada. Récupéré de <https://lasa.international.pitt.edu/members/...>
- Gutman, N. (2007, janvier). Inversiones mineras en Argentina: una legislación a medida. La conquista del Lejano Oeste. *Le Monde Diplomatique*, 5.

- Harvey, D. (2004). El nuevo imperialismo: acumulación por desposesión. *Socialist Register*. Récupéré de [http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/...](http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/)
- Henriques, L. et Torres, M. (2009). Potencialidades do circulo de Cultura na Educação Popular. Dans Assumpção, R. (Org.), *Educação Popular na perspectiva Freiriana* (p. 115-142). São Paulo : Editora e Livraria Instituto Paulo Freire.
- Hernández, Diego. (2012, 9 avril). *Desafíos y oportunidades de la minería en América Latina*. Communication présentée à Expomin 2012, Santiago, Chile.
- Herrera, N. et Lopez, L. (dir.). (2013). *Ciencia, Compromiso y Cambio Social. Textos de Orlando Fals Borda*. Buenos Aires, Argentina : El Colectivo, Lanzas y Letras, Extension Libros.
- Holst, John. (2002). *Social movements, civil society and radical adult education*. Westport (Connecticut): Bergin & Garvin.
- Humphreys, David. (2006, 14 septembre). *Industry consolidation and integration: implications for the base metals sector*. Communication présentée au GFMS' Precious & Base Metals Seminar, Londres, Angleterre.
- Iezzi, L. E. (2011). *Minería aurífera a cielo abierto en Argentina. El caso del emprendimientos Veladero, provincia de San Juan*. (Thèse de baccalauréat). Universidad Nacional de la Plata.
- Institut Fraser. (2011). *Mining in the Americas 2012-03*. « s. l. » : l'auteur.
- Interpares (2009). *Terres et conflit. Extraction des ressources, droits de la personne et responsabilité sociale des entreprises : les sociétés canadiennes en Colombie*. Ottawa : l'auteur. Récupéré de http://www.interpares.ca/fr/publications/pdf/Terres_et_conflit.pdf
- Iuorno, G. et Favaro, O. (2011). Resistencias en la Argentina reciente. Organizaciones sociales y su accionar contra la mega-minería. *Justicia* 19, 102-117.
- Javaloy, F. (1993). El Paradigma de la Identidad Social en el Estudio del Comportamiento Colectivo y de los Movimientos Sociales, *Psicothema*, 5, 277-286.
- Jenkins, R. (2011). El efecto China en los precios de los productos básicos y en el valor de las exportaciones de América Latina, *Revista CEPAL*, 103, 77-93.
- Jodelet, D. (2003). *Les représentations sociales*. Paris : Presse universitaire de France.
- Kaleck, W. et Saage-maaß, M. (2008). *Transnational Corporations on Trial. On the Threat to Human Rights Posed by European Companies in Latin America*. (Democracy Vol. 4). Berlin : Heinrich Böll Foundation.
- Keita, Fode-Moussa. (2006, 28 juin). *Activités des entreprises minières canadiennes à l'étranger et leurs impacts sur les communautés*. Conférence présentée par le Groupe de Recherche sur les activités minières en Afrique, GRAMA aux Journées de formation des membres de l'AQOCI, Montréal, Canada.

- Kingsbury, D. (2014). *Gold, water and the struggle for basic rights in El Salvador*. Melbourne, Australia : Oxfam Australia.
- König, J. et Wåhlin, M. (2011, 2011/09/12). *Swedish Pensionsfunds' investments in Latin America*. Stockholm : Swedwatch et Latinamerikagrupperna.
- Korol, C. (2004). Contaminación con cianuro. Pueblo mapuche lucha contra empresa minera canadiense en Argentina. *Réseau Voltaire* : 13.
- Kwai Pun, V. (2007). *Mining displacement and learning in struggle in Ghana*. (Thèse de maîtrise). McGill University.
- Lamberti, Maria Julieta. (2011). Una lucha a "cielo abierto". El caso del Frente Amplo Opositor a Minera San Javier. Dans Alimonda, H., *La naturaleza descolonizada* (p 303-331). Buenos Aires : CLACSO.
- Lambert-Pilotte, Geneviève. (2006). *Impacts Socio-Environnementaux de la Libéralisation économique au Pérou : Étude de Deux Entreprises Minières canadiennes*. (Thèse de maîtrise). Université du Québec à Montréal.
- Larrouy, A. y Soria M. (1996). *Autonomía de Catamarca. Homenaje en su primer centenario 1821-1921*. Catamarca: Editorial Sarquis.
- Latta, A. et Wittman, H. (2010). Environment and citizenship in Latin America: a new paradigm for theory and practice. [Article de journal]. *European Review of Latin America and Caribbean Studies*, 89, 11.
- Lavandaio, E. (2008). *Conozcamos más sobre minería*. Buenos Aires : SEGEMAR Servicio Geológico Minero Argentino.
- Leff, E. (1986). *Ecología y capital*. México: Siglo XXI Editores.
- Leff, E. (2004). *Racionalidad ambiental: la reapropiación social de la naturaleza*. Buenos Aires : Siglo XXI Editores.
- Leff, E. (2005). *Ecología y Capital. Racionalidad ambiental, democracia participativa y desarrollo sustentable*. México: Siglo veintiuno editores.
- Leff, H. L. (1978). *Experience, environment and human potentials*. New York : Oxford University Press.
- Legardez, Alain. (2011). Éduquer au développement durable et faciliter la co-construction de savoirs pour une écocitoyenneté critique. Propositions et illustration. Dans Bader, B. et Sauvé, L. (dir.), *Éducation, environnement et développement durable : vers une écocitoyenneté critique*. (p.161-188). Québec, Canada.
- Levacher, Marie Claire (2012). *Les sociétés transnationales minières face au droit des peuples autochtones. Quels acteurs, pour quels enjeux ?*, « s. l. » : Groupe international de travail pour les peuples autochtones – GITPA. Récupéré de <http://gitpa.org/web/RAPPORT%20CLAIRE.pdf>

- Longo, Roxana. (2010). Radiografía del norte argentino. Dans Korol, C. *Resistencias populares a la recolonización del continente. Primera parte* (149-180). Buenos Aires : América Libre.
- Luna Quevedo, D., Padilla Ormeño, C. et Alcayaga Olivares, J. (2004). *El exilio del cóndor : Hegemonía transnacional en la frontera. El tratado minero entre Chile y Argentina*. Santiago : Observatorio latinoamericano de conflictos ambientales (OLCA).
- Lujan, J.C. (2010). *Crítica, reflexión y diseño de materiales didácticos para la enseñanza de las ciencias del ambiente en EGB 1 y 2*. Universidad Tecnológica Nacional, La Rioja, Argentina. Licenciatura en Enseñanza de Ciencias del Ambiente.
- Machado, H. (2007). *Economía Política del Clientelismo. Democracia y Capitalismo en los márgenes*. Córdoba : Encuentro Grupo Editor.
- Machado, H. (2009). Identidad en conflicto, reconversión neocolonial, conflictos socioterritoriales y procesos de subjetivización en un contexto periférico del capitalismo global. *Boletín Onteakien*, 7, 73-87.
- Machado, H. (2009). Minería transnacional, conflictos socioterritoriales y nuevas dinámicas expropiatorias. El caso de minera Alumbreira. Dans Svampa M. et Antonelli M.A. (dir.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales* (p. 205-228). Buenos Aires : Biblos.
- Machado, H. (2011) Mito 1 : son fundamentalistas, están en contra de todo tipo de minería. Dans Colectivo voces de alerta (dir.), *15 mitos y realidades de la minería transnacional en Argentina. Guía para desmontar el imaginario prominero* (p.13-20). Buenos Aires : Editorial el colectivo et Herramienta ediciones.
- Machado, H. (2010). "El agua vale más que el oro" Grito de resistencia decolonial contra los nuevos dispositivos expropiatorios. Dans Delgado-Ramos, G. C. (ed.), *Ecología Política de la Minería en América Latina. Aspectos socioeconómicos. Legales y ambientales de la mega minería*. (p. 59-96). México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Manzella, L. et Lusiani N. (2008). *Collective Report on Business and Human Rights. Submission to the 8th Session of the United Nations Human Rights Council*. New York : International Network for Economic, Social and Cultural Rights (ESCR-Net) et Corporate Accountability Working Group.
- Marí, V. (2005). Movimientos sociales y educación popular en tiempos de la globalización. *Revista de Educación*, 338,177-192.
- Marín, Marcela. (2009). El "no a la mina" de Esquel como acontecimiento: otro mundo es posible. Dans Svampa, M. et M. A. Antonelli (dir.), *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales* (p 181-204). Buenos Aires : Biblos.
- Marín, Pedro. (2008). Explotación minera: el agua, el impacto ambiental y cultural. *Crónica Digital*. Récupéré de [www.cronicadigital.cl/...](http://www.cronicadigital.cl/)

- Marten, V., Baas, L., Ensing, A. et Quiroz, L. (2008). *The worst forms of child labor in Latin America: identification and policy options. Main findings from Guatemala, Bolivia and Peru*. Amsterdam : International Research on Working Children IREWOC Foundation.
- Martineau, P. (2008). *Gouvernance et ressources minières. Le cas de la filière colombo-tantalite*, (Thèse de maîtrise). Université du Québec à Montréal.
- Martínez, Oscar. (2007, 18 février). Récord de inversiones para la gran minería. *Clarín*. Récupéré de <http://edant.clarin.com/suplementos/...>
- Martinez-Alier, J. (2001). Mining conflicts, environmental justice, and valuation. *Journal of Hazardous Materials*, 86, 153-170.
- Martínez-Alier, J. (2012). Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements. *Capitalism Nature Socialism*, 23(1), 51-73.
- Matte, Joëlle. (2011). *Les violations des droits humains commises par les entreprises transnationales du secteur extractif : quelles solutions pour contrer le déficit de gouvernance?* (Essai de maîtrise). Institut québécois des Hautes Études internationales, Université Laval.
- Mattei, Ugo. (2011, décembre). Le droit contre les privatisations. Rendre inaliénables les biens communs. *Le monde diplomatique*. Récupéré de <http://www.monde-diplomatique.fr/...>
- Mayer, Susan. (2009). *A Dictionary of Geography* (4 ed.). New York : Oxford University Press Inc.
- Mazalto, Marie. (2010). *Gouvernance du secteur minier et enjeux de développement en République Démocratique du Congo*. (Thèse de doctorat). Université du Québec à Montréal.
- McBain-Haas, Brigitte, et Ulrike Bickel (2005). *Human rights violations and environmental destruction. The case of the Marlin Gold Mine*. San Marcos, Guatemala : FIAN International (FoodFirst Information and Action Network) et Misereor.
- McDonald, G. (2009). *Impactos de la industria extractiva en América Latina: Análisis y pistas de acción*. Bruselas, Bélgica: CIDSE – Alianza de organizaciones católicas para el desarrollo.
- McMillan, J. et S. Schumacher. (1984). *Ethnographic Research*. Dans J. McMillan et S. Schumacher (dir.) *Research in Education : A conceptual Introduction* (p. 305-333). Boston (MA): Little Brown.
- Melucci A. (1980). The New Social Movements: A Theoretical Approach, *Social Science Information*, 19(2), 199-226.
- Melucci A. (1985). The Symbolic Challenge of Contemporary Movements, *Social Research*, 23(4), 789-816.

- Melucci A. (1996). *Challenging codes: collective action in the information age*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Melucci, A. (1989). *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs. Contemporary Society*. Philadelphia: Temple University Press.
- Melucci, A. (1994). Qué hay de nuevo en los nuevos movimientos sociales?. Dans Laraña, E. et Gusfield, J. (éd.), *Los nuevos movimientos sociales : de la ideología a la identidad*. (p.119-150). Madrid : CIS.
- Melucci, A. (1994). The Process of Collective Identity. In H. Johnston & B. Klandermans (Eds.), *Social Movements and Culture* (p. 41-63). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Merklen, D. (2009). Une nouvelle politicit   pour les classes populaires en Argentine. Dans B  roud, S. et Bouffartigue (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?* (p 237-251). Paris : La Dispute.
- Merklen, Ds. (2012). De la violence politique en démocratie. *Cités*, 2(50), 57-73. Récupéré de <http://www.cairn.info/revue-cites-2012-2-page-57.htm>
- Métallos. (2012, 11-13 juin.) *Exiger la responsabilisation des sociétés minières canadiennes*. Communication présentée à la Conférence sur l'industrie minière du Syndicat des Métallos, Toronto, Canada : Steelworkers Canadian Mining Union.
- Meyer, L. et Maldonado, B. (2010). *New world of Indigenous Resistance. Noam Chomski and voices from north, south and central America*. San Francisco : City Lights.
- Minera Alumbreira-YMAD & Xstrata Copper. (2011). *Minera Alumbreira. Informe de sostenibilidad 2010*. Catamarca: Alumbreira Limited-YMAD & Xstrata Copper.
- Mines and Communities. (2005). *La minería canadiense en el mundo*. Récupéré de <http://www.minesandcommunities.org/article.php?a=7022>
- Mines and communities. (2008). *The London mining declaration*. London : Mines and communities. Récupéré de <http://www.minesandcommunities.org/LondonDeclaration>
- Miramond, N., Miau, D. et Brochard, F. (2006). *Diagnostic du phénomène Drainage Minier Acid sur des mine d'or primaire en Guyane française - évaluation des risques associés*. Guyane Française : GEM Impact - DIREN.
- Modersbach, D. (2007). Argentina National Ombudsperson: Suspend Mining Operations in San Guillermo National Park, Barrick's Pascua-Lama and 10 mining projects others in jeopardy. Récupéré le 20 juillet de <http://protestbarrick.net/article.php?id=243&type=35&class=3&offset=20>
- Montenegro, R. A. (2005). *Derechos humanos y explotación minera en los proyectos asociados de "Pascua-Lama" (Chile/Argentina) y de "Veladero" (Argentina) que opera Barrick Gold*. «s.l.» : Fundación para la defensa del ambiente (FUNAM).

- Montenegro, R. A. (2012). *Nueva amenaza ambiental en Argentina. Los gobiernos se asocian a corporaciones megamineras y mesomineras. Nuevos escenarios institucionales y de resistencia social*. Cordoba, Argentina: Fundación para la defensa del ambiente, FUNAM.
- Moore, J. (2012). *Canada's promotion of mining industry belies claims of corporate social responsibility*. «s.l.» : CIP Americas. Récupéré de <http://www.cipamericas.org/archives/7554>
- Moran, R. (2003, 2-5 novembre). *Hydrogeologic and water quality predictive models as political rather than technical tools* Communication présentée au Geological Society of American Annual Meeting, Seattle, Washington. EUA.
- Moran, R., Reichelt-Brushett, A, Young, R. (2009). *Out of Sight, Out of Mine: Ocean Dumping of Mine Wastes*. « s. l. » : WorldWatch. Récupéré de www.greengrants.org/pdf/STD.pdf
- Moreau, R. (2011). *L'Industrie minière à grande échelle dans la Province argentine de Jujuy : Circonstances, Contexte et Résistances*. « s. l. » : Association des Populations des Montagnes du Monde, Fondation Charles Léopold Nayer.
- Moreira, Carlos. (2011). *Movimientos populares y luchas sociales en Uruguay*. Dans Rebon, J. et Mondonesi, M. (dir.). *Una década en movimiento: luchas populares en América Latina en el amanecer del siglo XXI* (p. 107-124). Buenos Aires, Argentina : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - CLACSO; Prometeo Libros.
- Morin, E. (1998). *Relier les connaissances. Le défi du XXIe siècle*. Paris : Édition du Seuil.
- Morin, Edgar. (2011). *La voie : pour l'avenir de l'humanité*. Paris : Fayard.
- Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. (5e éd. éd.). Paris : La Découverte.
- Nguyen, Quoc, Daillier Patrick et Pellet Alain. (2002). *Droit international public*. Paris : Librerie Générale de droit et de jurisprudence.
- Noticias Aliadas. (2005). Impacto de la minería. *Noticias Aliadas*, 2,1-16.
- ODECOFROC Organization for the Development of the Border Communities of el Cenepa (2010). *Peru: A Chronicle of Deception. Attempts to transfer the Awajun border territory in the cordillera del Condor to the mining industry*. Lima : International Work Group for Indigenous Affairs IWGIA.
- ODHPI, CELS et ANDHES. (2012). *Examen periódico universal. Aporte al examen de Argentina sobre los derechos de los pueblos indígenas. Abogados y abogadas del noroeste argentino en derechos humanos y estudios sociales*. « s. l. » : Observatorio de derechos humanos de pueblos indígenas, Centro de estudios legales y sociales.
- Odriozola, Verónica (2003). *No todo lo que brilla es oro. Resumen de los impactos ambientales de la minería de oro*. Buenos Aires, Greenpeace.

- OLCA - Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales. (2006). *Tribunal a la Minería Transnacional : el caso de Barrick Gold Corporation en Latinoamérica (Chile, Perú y Argentina) – Veredicto y sentencia del juicio*. Récupéré de <http://www.olca.cl/oca/chile/region03/conflicto.php?nota=203>
- OLCA Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (2011). *Minería al límite. Análisis de tres casos de minería de frontera en América Latina*. Santiago, Chile : l'auteur.
- OLCA Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales, et OCMAL Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina (2012). *Ley de Glaciares Argentina*. « s. l. » : l'auteur.
- OLCA, Observatorio latinoamericano de conflictos ambientales (2010). *Informe sobre la experiencia del traslado de glaciares y otros manejos ambientales realizados por Barrick Gold en la República de Kirguistán*. « s. l. » : l'auteur.
- ONU (2008). *Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement. Protéger, respecter et réparer : un cadre pour les entreprises et les droits de l'homme*. Genève : l'auteur.
- ONU (2011). *Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale*, Genève, l'auteur.
- Orellana, I. (2002). *La communauté d'apprentissage en éducation relative à l'environnement : signification, dynamique, enjeux*. (Thèse de doctorat), Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Orellana, I. (2005). L'émergence de la communauté d'apprentissage ou l'acte de recréer des relations dialogiques et dialectiques de transformation du rapport au milieu de vie. Dans Sauvé, L., Orellana, I. et van Steenberghe, É. (dir.), *Éducation et environnement - Un croisement de savoirs*, 104 (p 67-84). Montréal : Éditions Fides.
- Orellana, I. (2012). Ecociudadanía, interculturalidad y movimientos sociales de Resistencia a los megaproyectos extractivos. Dans Rowlands, J. et Aylwin, J., *Desafíos para una ciudadanía plena en Chile hoy* (257-278). Temuco: Observatorio de Derechos de los Pueblos Indígenas.
- Orellana, I. et Marleau, M-E. (2011). *Apuntes para un análisis sobre el megaproyecto minero Pascua-Lama de la transnacional canadiense Barrick Gold Corporation*. Informe presentado a la Comisión Interamericana de Derechos Humanos de la Organización de los Estados Americanos OEA. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Orellana, I., et Marleau, M-E. (2008, 7 novembre). *L'ERE au cœur des processus sociaux de résistance citoyenne, de mobilisation sociale et d'émancipation*. Communication présentée au 9e Colloque de Montréal en éducation relative à l'environnement Passeport pour l'écocitoyenneté, Montréal, Canada.
- Orellana, I., Sauvé, L., Marleau, M-E. et Labraña, R. (2008). La recherche critique en éducation relative à l'environnement au sein du mouvement de résistance sociale face au projet minier Pascua Lama. Dans Chaire de Recherche en Éducation relative à l'Environnement, *Éducation relative à l'environnement : Regards-Recherches-Réflexions*, 7, (p. 23-47). Récupéré de http://www.revue-ere.uqam.ca/PDF/Volume7/02_Orellana_I_et_al.pdf

- Orian, E. (2008). *The Transfer of Environmental Technology as a Tool for Empowering Communities in Conflict; the case of Participatory Water Monitoring in Cajamarca, Peru.* (Essai de maîtrise). University of Manchester.
- Ortiz, Luis A., et Mauro A. Reyes (2009). Paramos en Colombia: un ecosistema vulnerable. Bogotá, Universidad Sergio Arboleda. Récupéré de <http://www.usergioarboleda.edu.co/...>
- Ortiz, R. (2007). *Empresas Transnacionales en la minería Argentina.* Buenos Aires, Argentina : Observatorio de las Empresas Transnacionales - Foro ciudadano de participación por la justicia y los derechos humanos FOCO.
- Ortiz-T., P. (2011). Capitalismo extractivo, minería y derechos: Pueden cohabitar?. *Iconos, Revista de ciencias sociales*(39), 16.
- Ortner, S. (1995). Resistance and the problem of ethnographic refusal. *Comparative Studies in Society and History*, 37, 173-193.
- Ovando, N. (2010). Oro azul versus oro amarillo. *Theomani*, 21, 232-239.
- Oxfam America (2008). *Metal mining and sustainable development in Central America.* Boston : l'auteur.
- Oxfam France - Agir ici (2009). *Des sociétés à irresponsabilité illimitée. Pour une RSEF (responsabilité sociale, environnementale et fiscale) des multinationales.* « s. l. » : Terre Solidaire CCDF.
- Padilla, C. et Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales (OLCA). (2005, 20 novembre.) *Water is More Precious than Gold: the Pascua Lama Binational (Chile-Argentina) Mining Project.* Communication présentée au débat parlementaire Regulating Canadian Mining Companies Operating Internationally. Ottawa : Mining Watch Canada.
- Panorama Minero. (2008). *Compendio de las industrias de base mineral y de la minería en Argentina.* Récupéré de <http://www.panoramaminero.com.ar/compendio.htm>
- Panorama Minero. (2011). *Argentina: Land of mining opportunities.* 20(376). Récupéré de www.panoramaminero.com.ar/why%20invest/why%20invest.pdf
- Parlement européen (2010). *Interdiction de l'utilisation du cyanure dans l'industrie minière de l'Union européenne.* Parlement européen. Bruxelles : l'auteur. Récupéré de <http://www.europarl.europa.eu/...>
- PASC Projet d'accompagnement Solidarité Colombie. (2011). *La Greystar : un wagon dans la locomotive de la « prospérité démocratique ».* Récupéré de <http://www.pasc.ca/es/node/3112>
- Patterson, Kelly. (2006, novembre). *Struggle at the top of the Andes. The Ottawa Citizen.* Récupéré de <http://www.canada.com/...>
- Pérez Esquivel, A. (2009, 30 mars.) *El agua, bien común de la humanidad y derecho humano.* Communication présentée à l'Audiencia Pública sobre la ley de Protección de los Glaciares, Buenos Aires : Fundación Servicio, Paz y Justicia.

- Peyer, Chantale, et François Mercier (2012). *Glencore en République démocratique du Congo : le profit au détriment des droits humains et de l'environnement*. Bern, Suisse : Pain pour le prochain, Action de Carême.
- Pirès, Alvaro. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Poupart, J., *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Tome J (p.13-169). Montréal : Gaëtan Morin Éditeur.
- PNUD (2011). *Rapport sur le développement humain 2011. Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous*. New York : l'auteur.
- Ramírez, T. (2005). Pascua Lama, el oro y el cianuro. *AtinaChile*. Récupéré de [http://www.atinachile.cl/...](http://www.atinachile.cl/)
- Ramos, J.L. (2007). *Ferrocarril Andalgalá*. (Thèse de baccalauréat). Instituto de Estudios Superiores Andalgalá.
- Rebon, Julián, et Massimo Mondonesi (2011). *Una década en movimiento: luchas populares en América Latina en el amanecer del siglo XXI*. Buenos Aires, Argentina, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - CLACSO; Prometeo Libros.
- Red Muqui. (2007). *Política tributaria y minera: tratando de ver la luz en el socavón*. Lima : l'auteur. Récupéré de <http://www.muqui.org/adjuntos/EncartePoliticaTributariayminera.pdf>
- Renaud, Juliette (2009). *Impacto de la Mega Minería sobre las Poblaciones Locales en Argentina*. Buenos Aires, SERPAJ.
- Resels, Pedro. (2009). Minería: se llevan todo y nos dejan contaminados. *Ecoportal*. Récupéré de [http://www.ecoportal.net/Temas_Especiales/Mineria/...](http://www.ecoportal.net/Temas_Especiales/Mineria/)
- Revenue Watch Institute (2012). *Reporte Anual: Tendencias de las Industrias Extractivas en América Latina 2011*. Lima : l'auteur. Récupéré de http://www.revenuewatch.org/sites/default/files/Reporte%20RWI_0.pdf
- Rights Action (2008). *Goldcorp in the Americas*. Toronto : l'auteur. Récupéré de <http://www.rightsaction.org/Reports/research.pdf>
- Robins, Nicholas. (2011). *Mercury, mining and empire. The human and ecological cost of colonial silver mining in the Andes*, Bloomington, Indiana: Indiana University Press.
- Roch, L. (2012, 24 février). *Les différents axes d'analyse des enjeux environnementaux du point de vue des droits*. Communication présentée à la conférence « S'opposer... de quels droits? Les enjeux environnementaux sont aussi des enjeux de droits humains », Montréal, Canada.
- Rodríguez Pardo, Javier. (2009). *Vienen por el oro, vienen por todo. Las invasiones mineras 500 años después*. Buenos Aires : Ediciones CICCUS.
- Rodríguez, Tatiana, et Danilo Urrea (2011, abril). *Agua o minería un debate nacional*. Bogotá : Censat Agua Viva.

- Roesch, A. (2003). L'écocitoyenneté et son pilier éducatif : le cas français, Strasbourg, Institut d'études politiques, L'Harmattan, coll. « Environnement, Nature, Écologie ».
- Rojas & Asociados. [2012-]. Mining in Argentina statistics 2012. Récupéré le 15 novembre 2012 de : www.rojasyasociados.com/en/statistics-2012
- Roncallo, A. (2006). A new "El Dorado" ? *Transnational mining, dispossession and resistance in the Americas. The case of Bolivia*. (Thèse de doctorat). York University (Canada).
- Rosas Landa, Octavio. (2012, mayo-junio). La lucha legal por la justicia hídrica: México en el Tribunal Latinoamericano del Agua. *El Cotidiano*, 173, 67-79. Récupéré de <http://www.elcotidianoenlinea.com.mx/pdf/17308.pdf>
- Rothe, J. (1982). Researching Native Education: An Ethnomethodological Perspective, *Canadian Journal of Native Education*, 9(4),1-11.
- Rousset, R. (2002). Qué son las asambleas, una visión desde adentro. Dans Bielsa, R., *Qué son las asambleas populares* (p.90-93). Buenos Aires, Argentina: Ediciones Continente.
- Roy Gregoire, É. (2011). *Gouvernance du secteur minier et enjeux de cohérence dans la politique étrangère canadienne concernant des pays en situation de conflit et de postconflit en Amérique latine*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.
- Saguier, M. (2010). En el banquillo de los acusados: Empresas transnacionales y violaciones de derechos humanos en América Latina. *Revista de Negocios Internacionales*, 3(3), 116-153.
- Salinas, B. (2007). *Implicancias territoriales del conflicto Pascua Lama, valle del Huasco, región de Atacama*. (Thèse de baccalauréat). Universidad de Chile.
- Salinas, B. et Karmy, J. (2009). *Pascua Lama: conflicto armado a nuestras espaldas*. Santiago de Chile : Quimantú.
- Sánchez, G. [2011, 5 septembre]. *Acceder al agua, una odisea para 5 millones de argentinos*. Récupéré le 28 août 2013 de [http://www.clarin.com/medio_ambiente/...](http://www.clarin.com/medio_ambiente/)
- Sandoval, J.M., Álvarez, R. et Saavedra, L.Á. (2011). *Integración geoestratégica, seguridad, fronteras y migración en América Latina*. Quito, Ecuador: Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos, INREDH.
- Sariego, J. L. (2011). La minería mexicana: el ocaso de un modelo nacionalista. *Centro de investigación de la Universidad del Pacífico*, XXXVIII(68), 137-165.
- Saulino, F. (2011). *Implicaciones del desarrollo de los biocombustibles para la gestión y el aprovechamiento del agua*. Santiago, United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC). Récupéré de <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/4/45304/Lcw0445e.pdf>
- Sauvé L. et al. (2010). *Enjeux d'acceptabilité sociale*. Rapport sur le développement durable de l'industrie du Gaz de schiste au Québec présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

- Sauvé L. et Batellier, P. (2011). La mobilisation citoyenne sur la question du Gaz de schiste au Québec : Une exigence de démocratie. *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 6, 224-236.
- Sauvé, L. (1997). L'éducation relative à l'environnement : enjeux et perspectives au sein d'une éducation pour le développement de sociétés responsables. Dans Féger, R. *L'éducation face aux nouveaux défis*. (p. 211-215). Montréal : Éditions Nouvelles.
- Sauvé, L. (2007). Apprendre dans l'action sociale : vers une écocitoyenneté. Dans Proulx, D. et Sauvé, L. *Porcherries ! La porciculture intempestive au Québec* (p. 320-337). Montréal : Éditions Écosociété.
- Sauvé, L. (2013). Au coeur des questions socio-écologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement : Regards-Recherches-Réflexions*, 11, 19-40.
- Sauvé, L., Brière L. et Chaire ERE-UQAM. (2011). La dimension politique de l'éducation relative à l'environnement. Dans Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, *Éducation relative à l'environnement : regards, recherches, réflexions*, 9(2010-2011) 7-21
- Sauvé, L., Villemagne, C. et Orellana, I. (2003). Éléments d'une pédagogie de l'éducation relative à l'environnement. Module 4. Programme d'études supérieures – Formation en éducation relative à l'environnement – Francophonie internationale. Montréal : Les Publications ERE-UQAM, Université du Québec à Montréal – Collectif ERE-Francophonie.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2000. « La recherche qualitative/interprétative en éducation ». In *Introduction à la- recherche en éducation*, 2^e éd. rev. et corr., sous la dir. de Thierry Karsenti et Lorraine Savoie-Zajc, p. 171-198.
- Schiaffini, H. (2003). *"El agua vale más que el oro". La constitución de fuerzas sociales en torno al conflicto minero en Esquel. 2002-2003*. (Thèse de baccalauréat). Universidad de Buenos Aires.
- Schiaffini, H. (2011). Minería, conflicto y mediadores locales. Minera San Xavier en Cerro de San Pedro, México. *Cuadernos de Antropología Social*, 34, 115-139.
- Schweitzer, A. (2011). Frontera, recursos naturales y crisis en la Patagonia sur argentina. En Cuenca, S. N. (Dir.), *Integración geoestratégica, seguridad, fronteras y migración en América latina* Quito, Ecuador: Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos, INREDH e Instituto Humanista para la Cooperación con los Países en Desarrollo, HIVOS.
- Scott, John et Marshall, Gordon (2009). *A Dictionary of Sociologie* (Third edition). New York : Oxford University Press Inc.
- Scribano, A. (2003). Reflexiones sobre una estrategia metodológica para el análisis de las protestas sociales. *Revista Dossiê*, 9(5), 64-104.
- Scribano, A. et Schuster, F. (2001). Protesta Social en la Argentina de 2001 : entre la normalidad y la ruptura *Revista OSAL*, CLACSO, 5. Récupéré de www.clacso.org.ar/clacso/.../revista-osal-no-5

- Séguin, M., De Coninck P. et Tremblay, F. (2005). Enjeux environnementaux contemporains : les défis de l'écocitoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales* 18(1), 117-130.
- Sigam, C. et Garcia L. (2012). *Extractive industries : optimizing value retention in host countries*. New York and Geneva, United Nations : récupéré de http://unctadxi.org/en/SessionDocument/suc2012d1_en.pdf
- Silva, C. (2009). *La Communauté d'apprentissage comme stratégie de renforcement communautaire pour la résolution des conflits socio-environnementaux associés à un développement métallurgique-minier à l'Oroya, Pérou*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.
- SIPAZ. (2012, février). Le droit à la consultation pour le développement du « bien vivre ». *Bulletin du Sipaz XVII*(1). Récupéré de [http://www.sipaz.org/fr/bulletin/...](http://www.sipaz.org/fr/bulletin/)
- Sommi, L. V. (1956). *La minería argentina y la independencia económica*. Buenos Aires : Editorial Raigal.
- Sosa, L. (2008). *Recherche documentaire sur l'extraction minière en Argentine*. Montréal, Canada : Alternatives.
- Spears, J. M. (2010). *Takes on mine protestors, defends capitalism 'We do not need your money,' Chilean woman tells Barrick Gold*. Récupéré de [http://www.thestar.com/business/article/...](http://www.thestar.com/business/article/)
- Squeo, F. A., Arancio, G., Gutiérrez, J. R., Letelier, L., Arroyo, M. T. K., León-Lobos, et Rentería-Arrieta, L. (2008). *Flora Amenazada de la Región de Atacama y Estrategias para su conservación*. La Serena: Universidad de la Serena.
- Stake, Robert E. (2000). Case Studies. Dans Denzin, N. K. et Lincoln, Y. *Handbook of Qualitative Research*. (p. 435-454). Thousand Oaks (CA) : Sage.
- Stanford, Jim. (2011). *Petit cours d'autodéfense en économie, l'abc du capitalisme*. Montréal : Lux éditeur.
- Stevens, Julie. (2009). *Mining for solutions, extracting discord: corporate social responsibility and Canadian mining companies in Latin America*. (Thèse de maîtrise). Simon Fraser University.
- Svampa, M. (2007, agosto) *Movimientos sociales y escenario político: "Las nuevas inflexiones del Paradigma Neoliberal en América Latina*. Communication présentée au VI Cumbre del Parlamento Latinoamericano, Caracas, Venezuela.
- Svampa, M. (2008). Argentina: una cartografía de las resistencias (2003-2008). *OSAL, Observatorio Social de América Latina* (CLACSO). IX (24), 17-49.
- Svampa, M. (2010). Entre la obsesión del desarrollo y el giro eco-territorial. Luces y sombras de una problemática. Dans Korol, C. (éd.), *Resistencias populares a la recolonización del continente. Primera parte* (p.79-105). Buenos Aires : América Libre.

- Svampa, M. (2011). *Minería y neoextractivismo latinoamericano*. Récupéré de <http://www.dariovive.org/...>
- Svampa, M. (2011, septembre). *Modèles de développement, extractivisme et tournant éco en Amérique latine*. Communication présentée à la troisième grande conférence annuelle sur les espaces publics et les innovations politiques de la Chaire Nycole Turmel – UQAM, Montréal, Canada.
- Svampa, M. [2013, 8 décembre]. Protesta social : un país laboratorio de experiencias de movilización. *La Nación*. Récupéré le 12 décembre de <http://www.lanacion.com.ar/...>
- Svampa, M. y Sola, M. (2010). Modelo minero, resistencias sociales y estilos de desarrollo: los marcos de la discusión en la Argentina. *Ecuador Debate*, 79, 105-126
- Svampa, M., Bottaro L. y Sola M. (2009). La problemática de la minería metalífera a cielo abierto: modelo de desarrollo, territorio y discursos dominantes. Dans Svampa et Antonelli (dir.), *Minería Transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales*. (p. 29-50). Buenos Aires, Biblos.
- Svampa, M., et Antonelli M. (2009). *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales* Buenos Aires: Biblos.
- Szablowski, D. (2007). *Transnational Law and Local Struggles. Mining, Communities and the World Bank*. Oxford and Portland: Hart Monographs.
- Taylor, L. (2011). Environmentalism and Social Protest. The Contemporary Anti-mining Mobilization in the Province of San Marcos and the Cochabamba Valley, Peru. *Journal of Agrarian Change*, 11(3), 420-439.
- Tejido, M. G., et Schramm, W. (2010, mai). *Guatemala's Indigenous Women in Resistance: On the Frontline of the Community's Struggle to Defend Mother Earth and her Natural Assets*, Brigadas de Paz Internacionales (PBI).
- Thésée, G. et Carr, P. (2008). Une proposition d'élargissement de la dimension critique à l'environnement : la résistance éco-épistémologique. *Éducation relative à l'environnement : Regards-Recherches-Réflexions*, 7, 65-90.
- Thomashow, M. (1995). *Ecological identity: Becoming a reflective environmentalist*. Cambridge : The MIT Press.
- Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Paris : Le Seuil/Biblio Essais.
- Touraine, A. (1976). *Les sociétés dépendantes*. Paris : Éditions J. Duculot.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris : Éditions du Seuil.
- Touraine, A. (1985). An Introduction to the Study of Social Movements, *Social Research*, 52(4), 749-787.
- Touraine, A. (1995). La formation du sujet. Dans Dubet, F. et Wieviorka, M. (ed.) sous la dir. de l'auteur. *Penser le Sujet*. (p. 21-45). Paris : Fayard.

- Traïni, C. (2008). *La musique en colère*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Tranchecoste, L. (2010). *Droits Humains, sociétés transnationales et responsabilité internationale de l'État. Le cas de l'investissement public dans le secteur extractif*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal.
- Trigo, Eduardo. (2011). *Quince años de cultivos genéticamente modificados en la agricultura Argentina*. Buenos Aires : Consejo Argentino para la información y el desarrollo de la Biotecnología –ArgenBio.
- Tuñón, I. (2013). *Hacia el pleno ejercicio de derechos en la niñez y adolescencia: propensiones, retos y desigualdades en la Argentina urbana : 2010-2012*. Buenos Aires : Fundación Universidad Católica Argentina. Récupéré de http://www.uca.edu.ar/uca/common/grupo68/files/2013_Observatorio_Infancia.pdf
- UISMM Union International du Syndicats du Métal et Mines. (2012) Communication présentée à la session du 13 juin de la Conférence Internationale du Travail (CIT). Genève : Organisation internationale du Travail. Récupéré de <http://www.labsindikatua.org/es...>
- UNESCO, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (2012). *The United Nations World Water Development Report 4: Managing Water under Uncertainty and Risk (Vol. 1), Knowledge Base (Vol. 2) and Facing the Challenges (Vol. 3)*. Paris, World Water Assessment Programme – UNESCO. Récupéré de <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002156/215644e.pdf>.
- Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC) (2011). *Construyendo caminos colectivos en defensa de nuestros territorios*. « s. l. » : l'auteur.
- Urkidi, L. (2008). Movimientos anti-mineros: el caso de Pascua-Lama en Chile. *Revista Iberoamericana de Economía Ecológica*, 8(15), 63-77.
- Urkidi, L. (2010). A glocal environmental movement against gold mining: Pascua–Lama in Chile. *Ecological Economics*, 1-9. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecolecon.2010.05.004>
- Urkidi, L. (2011). The Defence of Community in the Anti-Mining Movement of Guatemala. *Journal of Agrarian Change*, 11(4), 556-580.
- Urkidi, L., et Walter, M. (2011). Dimensions of environmental justice in anti-gold mining movements in Latin America. *Geoforum*, 42, 683-695.
- Valiente, S. (2011). *Dinámica socio-económica y territorial de la provincia de Catamarca en la década del 90. Impacto socio-ambiental de Proyectos de Gran Escala (PGE): Bajo de la Alumbra sobre Santa María*. (Thèse de doctorat). Universidad Nacional de la Plata.
- Vásquez, H. (2011). *Una locomotora sin vagones para el trabajo decente*. Bogotá, Escuela Nacional Sindical et Trabajo decente, vida digna Colombia. Récupéré de <http://www.colectivodeabogados.org/...>

Verdier, M. L. (2010, 9 novembre) *Approche anthropologique de la co-construction d'identités écocitoyennes*. Communication présentée au Congrès de l'actualité de la recherche en éducation et en formation (AREF), Genève : Université de Genève.

Villagrán, Carolina. (2006). *Pascua Lama: amenaza a la biodiversidad*. Santiago, Chile : OCEANA.

Villemagne, C., Brunelle, R. et Sauvé, L. (dir.) (2005). *L'éducation relative à l'environnement auprès des adultes*. Document interne. Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement.

Vittor, L. (2009). *Los pueblos indígenas de los Andes y la industria minera : una visión panorámica*. [Diaporama 28]. Manila, Filipinas: Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas - CAOI.

Wagner, L. (2010). *Problemas ambientales y conflicto social en Argentina. Movimientos socioambientales en Mendoza. La defensa del agua y el rechazo a la megaminería en los inicios del siglo XXI*. (Thèse de doctorat). Universidad Nacional de Quilmes.

Wagner, L. et Giraud, M. (2011). El proyecto minero Potasio Río Colorado: conflicto socioambiental, impactos regionales y falta de integralidad en la evaluación ambiental. Dans Saden, E. (dir.), *La Naturaleza colonizada. Ecología política y minería en América Latina* (p. 27). Buenos Aires : Ediciones CICCUS et CLACSO.

Walter, M. et Martinez-Alier, J. (2010). How to be heard when nobody wants to listen. Community action against mining in Argentina. *Canadian Journal of Development Studies*, 20(1-2), 281-301.

Ward B. et Strongman, J. (2011). *Gender-sensitive approaches for the extractive industry in Peru. Improving the impact on women in poverty and their families*. Washington : International Bank for reconstruction and development and the World Bank.

Welton, M. R. (1997). In defence of civil society: Canadian adult education in neo-conservative times. Dans Walters S. (dir.), *Globalization, adult education and training: Impacts and issues* (p. 27-38). New York : Zed Books.

Wilmarth, Catherine M. (2012). Mining megaliths in the Argentine Andes: Where will victims of environmental degradation find justice?. *William & Mary Environmental Law and Policy Review*, 36(3), 959-990. Récupéré de <http://scholarshilaw.wm.edu/wmelpr/vol36/iss3/10>

Yagenova, S.V. (2012). *La industria extractiva en Guatemala: políticas públicas, derechos humanos y procesos de resistencia popular en el periodo 2003 - 2011*. Guatemala : FLACSO - Guatemala.

Yáñez, Nancy y Molina, Raúl (2008) *La Gran Minería y los Derechos Indígenas en el Norte de Chile*. Santiago de Chile : LOM ediciones.

Yáñez, Nancy. (2007). Derechos de agua, minería y pueblos indígenas". Dans *El Observador*. Boletín 2. Santiago : Observatorio de derechos de los pueblos indígenas.

- Zamora, L. (2011). Anticapitalismo y autodeterminación. Algunas reflexiones. Dans Varios autores, *La otra campaña: el país que queremos el país que soñamos*. (p. 127-160). Buenos Aires : Ediciones del Movimiento, Editorial El Colectivo.
- Zamprile, A., et Llorente, A. (2009, 15-18 juin). *The Social License to Operate in the Latin American Mining Sector: The Cases of Bajo De La Alumbra and Michiquillay*. Communication présentée au 22nd Annual International Association of Conflict Management Conference. Kyoto, Japan.
- Zibechi. R. (2003). *Genealogía de la Revuelta Argentina: la sociedad en movimiento*. La Plata : Editorial Letra Libre.
- Zibechi. R. (2005). Fabriques récupérées : de la survie à l'économie solidaire. *Risal*. Récupéré de http://www.risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1360
- Zitelli, S. [2010, 17 juin]. La minería hoy. Señor gobernador, es imperioso intervenir. *Diario El Ancasti*. Récupéré de [http://www.elancasti.com.ar/...](http://www.elancasti.com.ar/)